

BUDGET PRIMITIF 2012

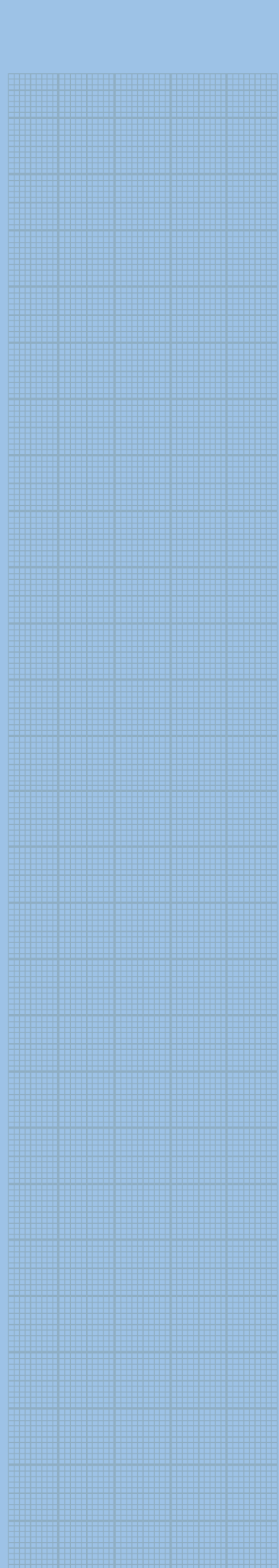
Région des Pays de la Loire

l'esprit grand ouvert



Région

PAYS DE LA LOIRE



BUDGET PRIMITIF 2012

Introduction

Le 25 novembre dernier, le Conseil régional a procédé au débat d'orientations budgétaires afin d'éclairer les enjeux de la préparation budgétaire 2012 tout en les mettant en perspective dans le cadre de la stratégie financière pluriannuelle régionale 2011-2014-2016.

Ce débat a mis en évidence **un contexte de grandes instabilités économiques et financières** (crise de la dette souveraine, défaut de régulation, perspectives de croissance en fort repli) ainsi que de **réduction marquée des marges de manœuvre financières régionales** notamment sous l'effet de la réforme fiscale et du gel des dotations de l'État.

Dans ce contexte très difficile et préoccupant, **la Région a choisi d'agir avec une grande responsabilité.**

D'abord **en évitant à tout prix les choix susceptibles de pénaliser le retour à une croissance forte et durable**, tels que la mise en place de plans de rigueur brutaux dictés par une vision de court-terme d'autant plus contreproductive que la santé financière de la Région ne le justifie pas.

C'est dans cet esprit que nous entendons suivre, comme nous l'avons toujours fait depuis 2004, **un chemin d'équilibre marqué par la poursuite de l'effort d'investissement** (2,8 milliards € programmés sur la période 2011-2016) **ainsi qu'une responsabilité de gestion accrue** qui permet de maîtriser encore plus fortement que par le passé l'évolution des dépenses de fonctionnement pour 2012 à + 1,2 % (contre +1,6% annoncé lors des orientations budgétaires), ce qui correspond de fait à une baisse en euros constants.

Cette **qualité de gestion continue d'être un marqueur fort** de l'action du Conseil régional des Pays de la Loire.

En dépit d'un contexte financier toujours plus contraint (125 M€ de manque à gagner entre 2011 et 2014 suite à la réforme fiscale et au gel des dotations), **notre Collectivité est pleinement déterminée à respecter les engagements pris dans le cadre de la stratégie financière pluriannuelle régionale** et notamment le maintien d'un haut niveau d'épargne et d'une capacité de désendettement plafond à hauteur de 5 années en 2016.

Face à des ressources qui ont perdu tout dynamisme intrinsèque, **la maîtrise des dépenses de fonctionnement est un enjeu majeur** notamment afin de garantir un autofinancement important des investissements. Cette maîtrise sans précédent a été notamment permise grâce à la systématisation du **dialogue de gestion** avec les grands satellites régionaux et de la **démarches de revisites des politiques publiques.**

Pour mémoire, cette démarche aura généré près de 12M€ de marges de manœuvre en fonctionnement au titre de l'année 2011 et son amplification en 2012 devrait permettre de dégager près de 18 M€ d'économies sous l'effet des décisions antérieures et des nouvelles mesures prises dans le cadre du travail budgétaire.

De même, dans le contexte économique particulier, la Région a souhaité poursuivre son exemplarité en accentuant ses **efforts sur les dépenses qui concernent le fonctionnement de la Collectivité**. Depuis 2004, nous n'avons eu de cesse d'optimiser les charges de structure et de gestion par le biais de mesures très concrètes, 2012 verra le prolongement de ces efforts avec l'adoption de nouvelles mesures permettant de générer près de 300 000€ d'économies au titre du fonctionnement de l'institution (logistique, entretien, communication etc...).

L'ensemble de ces mesures détaillées plus loin contribuent à une nouvelle **baisse de 5 % des charges de structure et de gestion par rapport au BP 2011 ainsi qu'une maîtrise des dépenses globales de fonctionnement à +1,2% soit bien en dessous du niveau de l'inflation** (correspondant à une baisse en euros constants). A titre de comparaison, depuis 2007, l'évolution des dépenses de fonctionnement de la Collectivité a été maîtrisée à + 1,6%, alors que sur la même période les dépenses de fonctionnement de l'Etat évoluaient quant à elles de +4,8%.

Au-delà de cette qualité de gestion, la responsabilité c'est aussi pour nous **l'impératif d'agir avec une grande réactivité** pour soutenir l'économie, l'emploi, lutter contre toutes les formes de discriminations et agir pour une plus grande cohésion qu'elle soit sociale ou territoriale dans un contexte économique difficile.

Prenant la mesure de la dégradation de jour en jour des perspectives économiques et sociales, notre assemblée a ainsi adopté, dès le 25 novembre dernier, dans le prolongement du plan régional de lutte contre la crise de 2009, **50 mesures pour lutter contre la crise et préparer la région de demain**. Ces mesures visent notamment à renforcer l'accès à l'innovation, accentuer le soutien au développement des éco-filières, structurer une banque régionale d'investissement, aider plus fortement les projets des PME, créer des emplois de solidarité ou encore accélérer les appels à projets dédiés aux métiers de demain.

Dans ce contexte incertain, le budget primitif 2012 marque la **démultiplication des efforts en faveur de l'économie, de l'emploi, de la recherche et de l'innovation**, avec une progression de +35% par rapport au BP 2011 des autorisations pluriannuelles marquant la déclinaison financière concrète et volontariste aussi bien du Schéma régional de l'économie et de l'emploi durables, que des nouvelles mesures du projet régional (fonds d'investissement des Pays de la Loire, financement de l'économie régionale, développement de l'agriculture durable et des circuits de proximité, plan d'actions en faveur de la filière des énergies marines renouvelables, parcours régional de l'innovation, fonds d'émergence des plateformes régionales d'innovation etc...) ou du plan de lutte contre la crise et d'accompagnement des mutations.

Dans le domaine de l'emploi, de la formation et des métiers de demain, avec 106,3 M€ d'autorisations pluriannuelles, la Région a également choisi d'amplifier le **déploiement de la politique de continuité professionnelle** ainsi que les programmes d'actions autour de « l'amélioration des conditions de travail » et des « nouveaux parcours de réussite » lequel marque une expérimentation

pour une autre forme d'accompagnement renforcé des jeunes, cette mesure venant compléter les expériences « deuxième chance » lancées sur le territoire.

Deuxième axe important, ce budget primitif veille également à la déclinaison **de nouveaux droits et de nouvelles solidarités**. Dans cet esprit, 376,9 M€ d'autorisations pluriannuelles sont consacrées à l'éducation et l'apprentissage (+5%) pour assurer et garantir l'égalité des chances dès la formation initiale mais aussi tout au long de la vie. La mise en œuvre des mesures du projet régional se poursuit avec 1 M€ en faveur de la restauration durable, 9 M€ pour les aides sociales et éducatives, 1,7 M€ en investissement pour le **dispositif « Ordi Pass »** ou encore 1 M€ pour les **Séjours en Europe**.

La Région agit également directement en faveur des solidarités, du logement et de la santé. **Le Pack pour l'autonomie des jeunes (Pack 15-30)** sera consolidé à la rentrée 2012 (logement, santé, mobilité). **Le Pass Santé** (0,5 M€) donnera la possibilité aux lycéens et apprentis d'exercer un plus grand contrôle sur leur propre santé, y compris en matière de santé sexuelle. Par ailleurs, prolongement du Schéma régional Formations, Santé, Social et Territoires, ce budget primitif intègre l'intensification de la politique de promotion de santé de proximité, l'implication de la Région dans le « bien vieillir » via **le Gérontopôle**, l'adoption d'un plan régional **Egalité des droits et lutte contre les discriminations** ainsi que de **l'Agenda 22** (Handicap).

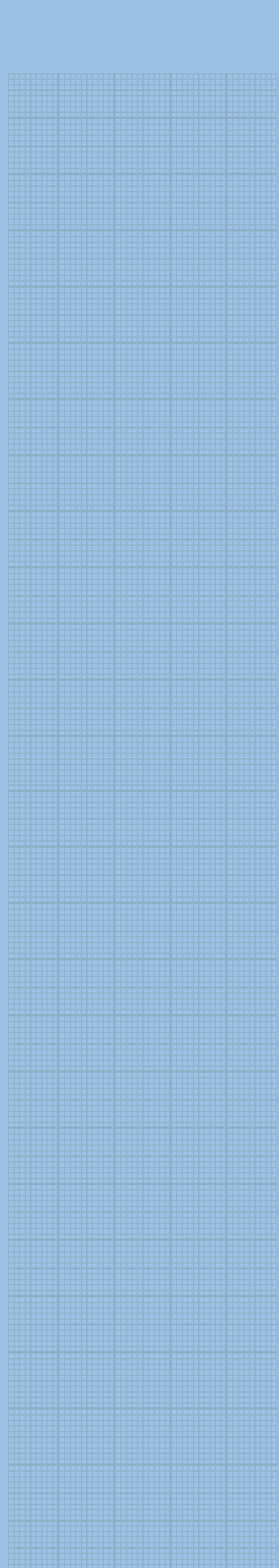
A travers ce BP 2012, la Région demeure aussi particulièrement vigilante à **l'accompagnement des territoires pour garantir un développement harmonieux et équilibré**.

Parce que la culture et les sports constituent une déterminante essentielle de la qualité de vie et de l'attractivité des Pays de la Loire, les inscriptions pluriannuelles relatives à la politique action culturelle progresseront de +5% notamment pour permettre la construction d'un plan d'aide et de soutien à la vie culturelle de proximité (équipement numérique des salles de cinéma, lieux de travail pour les artistes, cafés-culture, festival du « chaînon manquant » dans le domaine des musiques actuelles etc...).

Parallèlement, la Région consacrera 73,4 M€ d'autorisations pluriannuelles en faveur du **développement territorial** (déclinaison de la nouvelle politique territoriale avec sept nouveaux contrats régionaux en 2012) et de **l'environnement** (préservation de la biodiversité, plan Loire, éducation à l'environnement, économies d'énergie dans l'habitat ou encore restauration de la qualité de l'eau notamment via la lutte contre les algues vertes).

207,6 M€ d'autorisations pluriannuelles sont consacrées aux **infrastructures et aux transports** avec l'accentuation des inscriptions pour les dessertes ferroviaires (développement de l'offre ferroviaire de près de 200 000 km, 15 nouvelles circulations lancées et 103 arrêts supplémentaires), 12,1 M€ pour les infrastructures ferroviaires et 44,8 M€ pour la modernisation du parc de matériel roulant régional. Conformément à nos engagements, ce budget marque également le lancement de la **mise en place du dispositif 1€ pour les trajets domicile-travail** ainsi qu'un soutien spécifique au Grand port maritime de Nantes Saint Nazaire dans le cadre de la **future implantation d'Alstom**.

Ce budget montre que la Région Pays de la Loire reste mobilisée et déterminée pour garantir un retour à une croissance régionale forte et durable, soutenir l'emploi et préparer les métiers de demain mais aussi renforcer l'attractivité, le dynamisme et la cohésion du territoire régional.



Sommaire

LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES 2012 p. 09

Les grands équilibres du budget primitif 2012 p. 09

Les actions mises en œuvre au sein du budget primitif 2012 p. 11

- Développement et activités économiques, Enseignement supérieur, Recherche et innovation p. 11
- Stratégie européenne et internationale et coopérations interrégionales p. 14
- Emploi, formation professionnelle et métiers de demain p. 15
- Solidarités, santé, et égalité des droits p. 17
- Infrastructures, transports et déplacements p. 19
- Aménagement du territoire et environnement p. 21
- Education et apprentissage p. 22
- Culture, Sport, Jeunesse et Education populaire p. 24

Les dépenses de l'institution régionale p. 25

- Les dépenses de personnel p. 25
- Les charges de structure et de gestion p. 26
- Les opérations financières p. 28
- Les actions de communication p. 28
- Démocratie et outils de politiques publiques p. 28
- La gestion des fonds structurels européens p. 29

LES RECETTES DU BUDGET PRIMITIF 2012 p. 31

Les concours financiers de l'État p. 31

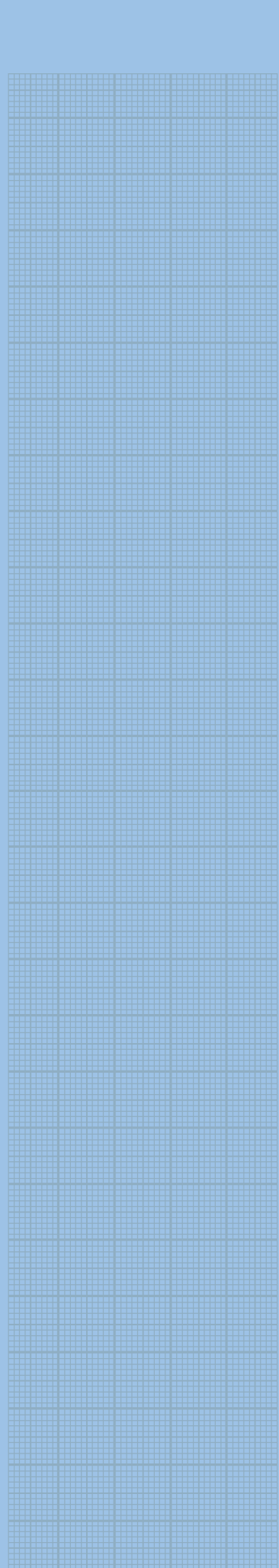
Les ressources fiscales et de compensation de la réforme fiscale p. 33

Les recettes liées aux politiques régionales p. 37

LES CONDITIONS DE L'EQUILIBRE BUDGETAIRE p. 41

Les opérations d'ordre p. 41

L'épargne et l'emprunt p. 43



LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES 2012

Les grands équilibres du budget primitif 2012

Le budget primitif proposé pour 2012 comporte 1 387 594 860 € de dépenses et recettes réelles (hors gestion active de la dette). Cette évolution repose sur une progression contenue des dépenses de fonctionnement, la préservation d'un important volume d'investissement et une contraction de l'emprunt nécessaire à l'équilibre annuel des prévisions budgétaires.

Avec 780 371 860 €, les dépenses de fonctionnement affichent en effet une progression de 1,2 %, inférieure à l'évolution prévisionnelle des prix pour 2012. Ce résultat provient de la **poursuite de l'effort de gestion entrepris** dans ce domaine depuis plusieurs années. Le dialogue de gestion entamé avec les principaux partenaires de la Région et les revisites de politiques publiques se sont en effet doublés en 2012 d'un effort interne d'optimisation des moyens budgétaires et de fonctionnement de la Collectivité.

Cette **maîtrise sans précédent des dépenses de fonctionnement** de la Région a été notamment permise grâce à la systématisation d'un **dialogue de gestion** avec les grands satellites régionaux, ainsi que d'une **démarche de revisites des politiques publiques et des dépenses de l'institution régionale**.

Pour mémoire, la démarche de revisites des politiques publiques aura généré près de **12M€ de marges de manœuvre en fonctionnement au titre de l'année 2011** : alignement des barèmes des aides aux employeurs d'apprentis sur les minima légaux, ajustement des dotations annuelles allouées aux EPLE et aux structures partenaires au regard de leurs fonds de réserve, réorganisation de certains services ferroviaires, priorisation en investissement de certains dispositifs économiques ou recherche, décision de n'éditer plus qu'une année sur deux le guide des voyageurs etc....

Pour l'année 2012, la poursuite de cette démarche devrait permettre de dégager près de **18 M€ d'économies** sous l'effet des décisions antérieures et des nouvelles mesures prises dans le cadre du travail budgétaire.

Parmi ces dernières, de **nouvelles réductions du soutien régional à certains partenaires ont été actées** (reprise en régie de la gouvernance du réseau d'animation économique, réduction du soutien à l'association communautaire de l'estuaire, réintégration du dispositif d'aide aux projets numériques dans le cadre du soutien global régional à l'enseignement supérieur etc...), de même que des mesures de bonne gestion telles que l'ajustement des fonds de réserve de satellites régionaux qu'il s'agisse d'associations, parcs naturels, syndicats mixtes, établissements publics, notamment suite au travail de dialogue de gestion.

Parallèlement, **l'ampleur et le volume de certains dispositifs ou interventions régionales sont revus à la baisse** comme par exemple la réduction de la présence régionale au salon du livre de Paris, le nouveau durcissement des règlements d'intervention des aides aux clubs sportifs de haut niveau ou encore l'ajustement de la participation à l'événement Olympiades des métiers.

Les modalités de gestion et l'optimisation des ressources régionales ont également été examinées lors de ce travail de revisite des politiques publiques avec la mise en place ciblée de logiques de mécénat (notamment pour l'événement Folles Journées en Région ou dans le cadre du projet régional de Fontevraud) ou **le réajustement de certaines tarifications**.

Dans le contexte économique particulier, la Région a également souhaité poursuivre son exemplarité en amplifiant ses efforts sur les dépenses qui concernent le fonctionnement même de la Collectivité.

Il convient de rappeler que depuis 2004, nous n'avons eu de cesse d'optimiser les charges de structure et de gestion par le biais de mesures très concrètes portant sur la réduction des coûts d'affranchissement, des fournitures de bureaux proposées aux agents, des prestations d'entretien des espaces verts à l'hôtel de Région, ou encore l'application de consignes fermes pour privilégier la dématérialisation (entre 2004 et 2011, le nombre de copies est passé de 12 millions à 6,5 millions) et la mise en place de contrats d'optimisation énergétique des bâtiments régionaux etc...

2012 verra le prolongement de ces efforts avec l'adoption de nouvelles mesures permettant de générer près de 300 000€ d'économies au titre du fonctionnement de l'institution : baisse de 16% du coût de nettoyage et d'entretien du campus régional, nouvelle baisse de 10% du budget des fournitures, de la sûreté, de la restauration ainsi que de la communication interne, remplacement fin 2012 des cartes de vœux papier par des cartes de vœux électroniques etc....

Avec 607 223 000 € au total et 527 223 000 € pour les seules dépenses hors amortissement de la dette, **les dépenses d'investissement proposées correspondent à l'ambition du projet régional** en termes d'équipement du territoire, de lutte contre la crise et d'accompagnement des mutations.

Il affiche certes un recul par rapport au budget primitif 2011 (540 516 000 € hors dette). Mais cette tendance concerne les seuls transports - impactés par l'extinction progressive des programmes routiers et par de moindres échéances de paiements pour les infrastructures et matériels ferroviaires - ainsi que les crédits relatifs à la gestion des fonds structurels européens et à l'amortissement de la dette. Dans la plupart des secteurs de l'intervention régionale, les dépenses d'investissement sont en effet maintenues à un niveau important voire sensiblement accru (développement économique, solidarités) afin de

poursuivre l'exécution du programme pluriannuel d'investissements à hauteur de 2,8 Mds € sur la période 2011-2016.

S'agissant du volet recettes, ses différents enjeux ont fait l'objet, à l'occasion du débat d'orientations budgétaires, d'un exposé détaillé à l'appui des principales décisions visant autant à assurer l'équilibre du budget 2012 qu'à préserver durablement la situation financière de la collectivité. L'accroissement de l'épargne nette permet de ramener l'emprunt d'équilibre en deçà de 220 M€, contre plus de 250 M€ au budget primitif 2011.

Enfin, le projet de budget primitif 2012 est accompagné de 1 164 565 205 € d'autorisations pluriannuelles, réparties à quasi parité entre investissement (577 151 100 € d'autorisations de programme) et fonctionnement (587 474 105 € d'autorisation d'engagement).

Avec une réduction globale de -2,9 %, le volet pluriannuel de cette décision budgétaire offre ainsi la même tendance globale que les crédits de paiement proposés. Cette tendance est, là encore, principalement imputable aux évolutions des besoins budgétaires en matière de transports, dont les investissements sont en recul de 110 M€ après le pic de 192 M€ en 2011, lié à la Ligne à Grande Vitesse, et dont les dépenses courantes enregistrent, inversement, une progression principalement liée à la mise en activité de la ligne ferroviaire Nantes-Chateaubriant.

Les actions mises en œuvre au titre du budget primitif 2012

Développement et activités économiques, Enseignement supérieur, Recherche et innovation

Alors que les perspectives économiques et sociales semblent se dégrader de jour en jour, la Région a décidé **de démultiplier son effort pour soutenir l'économie et l'emploi.**

En cohérence avec les priorités affichées au sein du Schéma régional de l'économie et de l'emploi durables ainsi que du plan de lutte contre la crise et d'accompagnement des mutations, ce sont plus de 224 M€ d'autorisations pluriannuelles que la Région inscrit au BP 2012 pour cette commission (soit +35% par rapport au BP 2011) dont 191,2 M€ d'autorisations de programme (+44%). Avec 134,3 M€, les crédits annuels d'investissement sont eux aussi en progression de +6%.

Afin de concrétiser nos engagements, 100 M€ de nouvelles autorisations de programmes sont en effet prévues au titre de projets structurants (recherche et développement, plates-formes technologiques et d'innovation) ainsi qu'en faveur du financement de l'économie et de l'emploi.

60 M€ d'AP (près de 6 fois le montant de 2011) sont inscrites **en faveur du développement technologique et des PRI dont 47 M€ d'AP pour le projet de plateforme Technocampus Océan dans le cadre de l'IRT Jules Verne.**

100 M€ pour les mutations de l'économie

IRT Jules Verne et énergies marines renouvelables

Fonds d'émergence des plateformes régionales d'innovation

Ce dernier s'intègre aussi dans le **plan d'actions en faveur de la filière des énergies marines renouvelables**, dans un contexte national marqué par le lancement de l'appel d'offres relatif à la construction de fermes éoliennes off shore, qui concernera dans un premier temps le site de Guérande, ainsi que le financement à hauteur de 4 M€ d'un câble de raccordement de 8 MW pour le **site d'essai SEM REV**.

En cohérence avec ces inscriptions, **20 M€ d'AP (+12%)** sont inscrites pour le **fonds d'appui à l'innovation, aux filières et à l'énergie** au sein de la politique développement industriel et innovation dont les inscriptions globales sont en hausse de +6%. Ce fonds vise à soutenir le développement et la structuration de filières industrielles régionales ainsi qu'à accompagner les projets collaboratifs qui en sont issus, en particulier dans le champ de l'innovation. Ce fonds est également mobilisé pour le **développement des éco-filières** et en particulier de la filière des énergies marines renouvelables qui nécessite des moyens inédits en R&D, ingénierie, capacités industrielles et logistiques pour porter les projets innovants. En parallèle, 4,5 M€ d'AP viennent abonder le **fonds d'appui à la performance industrielle et au parcours d'innovation des entreprises** qui a pour objectif de soutenir les projets de développement des entreprises et comprend trois volets : Dinamic entreprises (700 entreprises accompagnées depuis 2007), Objectif performance et le fonds régional d'aide et de conseil.

Les opportunités offertes par les transformations technologiques, écologiques et sociales de l'économie impliquent en effet que notre collectivité fasse une fois de plus preuve de réactivité afin d'accélérer la mise en œuvre de l'ensemble des projets émergents et prometteurs.

20M€ pour les fonds d'investissement des Pays de la Loire

Dans cet esprit, la Région a souhaité créer un **fonds d'émergence des PRI** (plateformes régionales d'innovation) doté de 1M€ en 2012, permettant aux porteurs de projets de recourir à du conseil pour sécuriser le projet en amont de son déploiement (études de marchés, juridiques etc...). Avec la mise en œuvre du parcours de l'innovation, la Région bâtit les dispositifs de soutien permettant aux entreprises d'innover : dans ce cadre, la réforme des objectifs du fonds régional d'innovation permettra de faire financer des innovations non technologiques, qui relèvent de l'innovation sociale ou organisationnelle (une dotation complémentaire de 0,5 M€ d'AP vient abonder ce fonds en ce sens).

Parallèlement, et alors que les ressources des collectivités territoriales sont aujourd'hui fragilisées, la Région s'emploie à constituer une véritable **banque régionale d'investissement afin de porter cette initiative de soutien massif à l'économie du territoire**, banque articulant nouveaux moyens d'intervention propres et partenariats innovants avec les établissements financiers. Les programmes « Fonds d'appui à l'innovation, aux filières et à l'énergie », « PRI et développement technologique », « Renforcement des fonds propres - fonds partenariaux », « Renforcement des fonds propres - avances régionales » et enfin « Fonds pêche » constituent les socles de cette intervention. C'est également dans la perspective de cette mobilisation générale pour l'emploi et le développement de nos territoires que nous recourons en 2012 à un nouvel emprunt obligataire auprès des ligériens. Au total, la politique **des fonds d'investissements des Pays de la Loire est dotée de 20 M€ d'AP** (et 8 M€ de crédits de paiement) dont 14,1 M€ d'AP pour les avances régionales, soit plus qu'un doublement par rapport au BP 2011. Afin d'amplifier le déploiement de la nouvelle génération des prêts régionaux de redéploiement industriel (P2RI) il est inscrit 3,3 M€ d'AP en anticipation de nouvelles difficultés de financement pour les entreprises à cet horizon. De même, autre outil emblématique, la Région intègre dans ce budget une nouvelle **augmentation de capital du fonds IDEE**

Soutien aux éco-filières

à hauteur de 1M€ suite à la montée en puissance au cours de l'année 2011 qui a permis de porter sa capitalisation à 5 M€.

Dans le domaine de la recherche, ce sont près de 50 M€ d'autorisations pluriannuelles (dont près de 38M€ d'AP) qui sont inscrites auxquelles il convient d'ajouter 13,7 M€ d'autorisations pluriannuelles (+11%) en faveur de l'enseignement supérieur. **La Région confirme ses ambitions dans le soutien à la recherche** avec la mise en œuvre du projet « média numérique des sciences et techniques », la **préfiguration du fonctionnement du Centre Beautour**, la poursuite de la montée en puissance des programmes de recherche régionaux notamment dans le cadre d'une approche plus intégrée entre recherche et enseignement supérieur. En amont de ces étapes, la Région entend également agir pour le développement d'une recherche fondamentale libre en vue de renouveler les connaissances et ouvrir de nouvelles pistes d'innovation.

Au même titre que l'investissement régional en faveur de l'innovation, de la recherche, du financement de l'économie et du développement industriel, les filières agricoles, aquacoles, de la pêche et celle du tourisme sont au cœur de la stratégie régionale avec un axe marqué autour des éco-filières.

Le budget primitif 2012 traduit ainsi la montée en puissance de la politique de soutien à **l'économie sociale et solidaire avec une progression de près de 50% des inscriptions**, marquée notamment par l'implication de la Région dans la mobilisation de l'épargne salariale solidaire ou via le fonds territorial Pays de la Loire Solidaire 2 doté de 500 000€.

Dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, actuellement confronté à de nombreuses difficultés structurelles et conjoncturelles, ce sont 4,2 M€ d'autorisations pluriannuelles qui sont inscrites (+0,5% par rapport au BP 2011), lesquelles viennent s'ajouter aux 1,5 M€ d'AP dédiées à la **création d'un fonds pêche** visant à intervenir au capital des armements collectifs s'inscrivant dans une logique de pêche durable pour financer l'acquisition et la construction de nouveaux bateaux.

20,6 M€ d'autorisations pluriannuelles (+2%) sont proposées pour le développement agricole et l'agriculture durable avec un axe important autour du **développement de l'agriculture biologique et des circuits de proximité** (6,5 M€ d'autorisations pluriannuelles). En effet, en cohérence avec son Agenda 21 et le SREED, la Région accompagnera des initiatives et démarches collectives écologiques et performantes, y compris sous l'angle des investissements, dans les domaines de l'agronomie, de l'autonomie énergétique et protéique, du contrôle des maladies, des gaz à effet de serre etc..

Enfin, la Région accentue ses interventions au titre de la politique tourisme avec une progression de 6% des autorisations pluriannuelles qui se portent à près de 11,7 M€ et une augmentation de 33% des inscriptions consacrées au **tourisme social et associatif lequel représente en Pays de la Loire plus d'une centaine de centres d'hébergements pour 1,4 millions de nuitées**. Par ailleurs, au-delà de la mise en œuvre des aménagements du Schéma régional véloroutes et voies vertes, un nouveau plan d'actions pour le soutien de l'animation et du développement des filières touristiques est confié à l'Agence régionale des Pays de la Loire. 2012 marquera aussi un soutien renforcé aux entreprises et acteurs touristiques notamment sous l'angle d'actions collectives de professionnalisation et de promotion des opérateurs.

Centre Beautour pour la biodiversité

1,5 M€ pour le fonds Pêche

+33% pour le tourisme social et associatif

Stratégie européenne et internationale et coopérations interrégionales

Près de 15,2 M€ d'autorisations pluriannuelles (et 13,5 M€ de crédits de paiement) sont proposées au titre de cette commission, dont 10,5 M€ en autorisations d'engagement.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie européenne et internationale, l'effort d'investissement est essentiellement tourné vers l'action régionale en faveur de l'internationalisation des entreprises qui permet de répondre aux enjeux économiques de demain, tandis que les autorisations d'engagement contribuent au renforcement des dispositifs d'aide à la mobilité des jeunes et solidarité internationale.

**+15% pour
l'internationalisation
des entreprises et
Prim'Export et VIE**

Dans le domaine de **l'internationalisation des entreprises**, 4 M€ d'autorisations de programme (soit une hausse de 500 000 € par rapport au BP 2011) et 85 000 € d'autorisations d'engagement sont proposés au BP 2012 pour poursuivre l'ambition régionale en matière d'appui à l'exportation via les dispositifs Prim'Export et V.I.E. Pays de la Loire qui connaissent un fort succès auprès des entreprises de plus en plus nombreuses à en bénéficier chaque année. Parallèlement 6,2 M€ de crédits de paiement sont ouverts pour cette politique, soit +2% par rapport au BP 2011.

En complément de cette action, le BP 2012 consacre 2,1 M€ d'autorisations d'engagement au titre du programme régional à l'international qui mobilise les entreprises à l'occasion d'actions commerciales et de promotion en direction des marchés étrangers, sélectionnées en concertation étroite avec les chambres économiques consulaires, les pôles de compétitivité, les fédérations professionnelles et l'Etat. 650 000 € d'autorisations d'engagement sont par ailleurs inscrites en faveur du soutien de structures chargées de la promotion du territoire et de ses secteurs d'excellence à l'international, et notamment la filière énergies marines renouvelables.

**4,8 M€ pour l'aide à la
mobilité internationale
des étudiants**

4,8 M€ d'autorisations d'engagement sont proposées au BP 2012 en faveur de **l'aide à la mobilité internationale**. Au titre de l'aide à la **mobilité sortante**, 4,2 M€ sont consacrés au soutien des stratégies d'ouverture et de rayonnement à l'international des établissements d'enseignement en aidant les jeunes dans leur projet de parcours de formation à l'international. Sur le volet de l'aide à la **mobilité entrante**, la Région vient en appui des partenariats structurés entre les établissements d'enseignement supérieur (universités et écoles d'ingénieurs) ligériens et étrangers par l'attribution de bourses à des étudiants en provenance de ces établissements partenaires : 605 000 € sont prévus pour apporter un soutien financier à plus de 80 étudiants étrangers sur l'année scolaire. Ce volet est complété d'actions d'accompagnement de la mobilité entrante garantissant les meilleures conditions d'accueil de ces étudiants pour un montant d'autorisations d'engagement de 30 000 €.

Dans un contexte géopolitique et économique mondial subissant de profonds bouleversements, une démarche de concertation a été lancée dès 2011 sur plusieurs thématiques liées à l'international : économie, éducation, jeunesse, solidarité... et conduira à adopter en 2012 une « **Stratégie Régionale Internationale** » qui affirmera les valeurs et principes d'actions qui la sous-tendent et soulignera les grands enjeux à relever pour notre territoire.

Dans le cadre de ses **actions de coopérations décentralisées**, la Région entend

renforcer en 2012 les partenariats structurants qu'elle a initiés depuis 2004 avec plusieurs régions du monde : le Shandong en Chine, l'Etat du Burundi en Afrique et le Yucatan au Mexique et prévoit à ce titre l'inscription de 998 000 € d'autorisations d'engagement. Le budget primitif 2012 intègre également l'ouverture d'un **bureau permanent à Chennai en Inde** qui marque une nouvelle étape dans la coopération avec l'Etat du Tamil Nadu, suite à la mission conduite en Inde en juillet 2011.

Ouverture d'un bureau permanent à Chennai en Inde

Afin de favoriser l'accompagnement et le développement des actions de coopération décentralisées des collectivités territoriales ligériennes et de promouvoir l'intégration des jeunes dans l'action internationale, 395 000 € d'autorisations d'engagement sont inscrites dans le cadre du partenariat entre l'Etat et la Région à l'œuvre via le contrat de projet 2010-2012.

Le soutien aux actions de solidarité internationale des associations ligériennes, via le « **FRASICOD là-bas** », est réaffirmé pour un montant d'autorisations de programme de 700 000 € et le soutien des actions de sensibilisation et d'éducation au développement et à la solidarité internationale à destination du grand public sur tout le territoire ligérien, via le « **FRASICOD ici** », est également reconduit à hauteur de 98 000 € d'autorisations d'engagement.

Au niveau européen, l'année 2012 sera marquée par la définition de nouvelles orientations politiques et **de nouvelles perspectives de financement régional pour la période 2014-2020**. L'action européenne de la Région sera ainsi tournée vers la valorisation et la défense des intérêts auprès des institutions européennes avec l'Espace Interrégional Européen (EIE) et une mobilisation renouvelée au sein des réseaux européens. La Région continuera également à contribuer à la mise en œuvre des programmes de coopération territoriale européenne et à encourager l'engagement européen des acteurs ligériens ainsi qu'à valoriser le fait européen en Région via sa politique d'information et de sensibilisation à l'Europe. Ces ambitions régionales se traduisent par l'inscription de 702 000 € d'autorisations d'engagement au BP 2012.

Stratégie régionale à l'Europe « 2020 »

Emploi, formation professionnelle et métiers de demain

Avec 106,3 M€ (dont 103,7 M€ d'autorisations d'engagement), les autorisations pluriannuelles de cette commission sont en très légère progression, tout comme les crédits annuels qui à 125,5 M€ augmentent de +1,4%.

106,3 M€ pour l'emploi, la formation professionnelle et les métiers de demain

Avec 99,5 M€ d'AE et 2,5 M€ d'AP proposées, la formation professionnelle continue affiche globalement une stabilité des moyens budgétaires qui lui sont alloués. 24,6 M€ doivent permettre de reconduire pour 2012 les quelques deux cent cinquante cinq marchés attribués en 2011 au titre du Programme Régional d'Actions Qualifiantes (PRFQ) pour apporter une réponse aux besoins structurels de qualification en lien avec le développement de l'économie régionale et le lancement de nouveaux lots pour des offres de formations innovantes dans les métiers du lien social.

Près de 26M€ seront dédiés à l'offre de formation territorialisée, structurée et programmée à l'échelle des différents bassins dans une logique de proximité. Les réflexions engagées lors de la création du service public régional de formation continue ont infléchi cette orientation initiale en intégrant progressivement de nouvelles exigences, comme l'égalité d'accès en particulier au regard du handicap. En outre, cette offre s'adresse plus particulièrement aux **publics en situation de précarité**, comme les jeunes sans qualification, les deman-

Soutien aux publics prioritaires

3,6 M€ pour l'appel à projets « nouveaux parcours de réussite »

deurs d'emploi, personnes placées sous main de justice ou salariés victimes de licenciements économiques. Le dispositif global d'offre de formation territorialisée est par ailleurs accompagné d'actions complémentaires sur ces différents segments de populations. Les actions spécifiquement dédiées à la formation des détenus seront ainsi dotées d'un budget de 1 600 000 €.

Pour sa part, le réseau des missions locales sera notamment chargé de mettre en œuvre les « **nouveaux parcours de réussite** » destinés aux jeunes **rencontrant des difficultés dans leur insertion professionnelle**. A la croisée du schéma des Jeunesses et de celui de l'Économie et de l'Emploi durable, ce nouvel outil préfigure le nouveau cadre conventionnel dessiné avec chacune des missions locales qui doit faire l'objet, en 2012, d'une première expérimentation sur un département pilote. 3 600 000 € d'AE sont proposés en ce sens.

Le **programme d'acquisition et de développement des compétences clés**, ouverts aux stagiaires engagés dans une action relevant de l'offre territoriale de formation, sera doté de 2 600 000 €. Pour mémoire, les actions engagées dans le cadre de l'OFT, ou du PRFQ, ouvrent l'accès au programme de mobilité internationale, doté de 150 000 € pour permettre aux stagiaires un complément de formation au delà des frontières nationales dans la mesure ou une expérience à l'étranger trouve une place légitime dans la progression pédagogique des actions supports.

+75 % en faveur de la VAE

Dans le cadre de la promotion sociale, 4,5 M€ seront également dédiés au soutien de projets professionnels motivés par la création ou la reprise d'entreprises, le souhait d'évoluer vers des postes de cadres supérieurs ou impliquant un investissement personnel de formation en dehors des temps de travail. Dans le même esprit, **700 000 € sont proposés pour informer, conseiller les démarches individuelles de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE)**, et prendre en charge une partie des frais occasionnés dans le cas de demandeurs d'emploi et 680 000 € pour financer les projets individuels ne trouvant pas de réponse appropriée dans les différents dispositifs régionaux de portée générale ou ciblée.

rémunération et protection sociale des stagiaires

La rémunération et la protection sociale des stagiaires seront dotées de 32,5 M€. Ces autorisations d'engagements couvrent la rémunération des stagiaires non indemnisés par Pôle Emploi ainsi que la prise en charge de leur protection sociale et l'indemnisation de leurs frais de transport ou d'hébergement et, le cas échéant, la couverture des accidents de trajets et de travail sous forme de cotisation directement versées à l'URSSAF.

Performance énergétique et accessibilité des établissements de formation

Des autorisations d'engagement complémentaires sont également proposées pour l'information et l'animation des réseaux par le CARIF- OREF (1,4 M€), l'observation, les études et actions de communication (300 000 €), l'ingénierie de formation (430 000 €) pour l'élaboration des conventions cadres conclues avec les différents organismes de formation) ainsi que pour la gestion des dépenses de fonctionnement et de rémunération (450 000 €).

Plan de continuité professionnelle pour 10 000 salariés

2,5 M€ d'autorisations de programme permettront d'apporter **une aide financière pour l'investissement des organismes de formations**. De nouvelles modalités d'intervention doivent être définies dans le cadre du plan de lutte contre la crise et d'accompagnement des mutations adopté en 2011 par l'Assemblée régionale. Performance énergétique et accessibilité seront à ce titre privilégiées dans la sélection des projets d'équipement bénéficiant d'un aide régionale.

Sur le front de l'emploi, l'année 2012 verra la poursuite de la démarche entreprise avec le plan régional de continuité professionnelle adopté par l'Assemblée régionale avec le précédent budget primitif. Visant à accompagner dans la formation 10 000 salariés sur trois ans, ce plan repose sur une démarche faisant de la formation le principal levier du maintien en activité et du retour durable à l'emploi approché sous trois angles : filières économiques stratégiques, territoires et projets professionnels individuels.

Au total, la poursuite du **plan de continuité professionnelle** nécessite l'inscription de 3,9 M€ d'AE au budget primitif. En parallèle à ce dispositif, la Région engage de nouvelles actions qualitatives destinées à favoriser l'amélioration des conditions de travail et de dialogue social sur son territoire. Le durcissement du marché de l'emploi ne doit pas, en effet, emporter une renonciation à l'amélioration des conditions de travail, la performance sociale constituant une des clés de son pendant économique. Partant de ce constat rappelé par le schéma de développement de l'économie et de l'emploi durables, 175 000 € d'AE et 150 000 € d'AP sont proposées pour le lancement d'un nouveau programme régional. Ces crédits permettront d'apporter une aide financière aux entreprises s'engageant dans des démarches d'amélioration des conditions de travail à travers, par exemple, l'intégration des problématiques correspondantes dans les projets d'investissement ou d'évolution organisationnelle, la mise en place de pratiques innovantes de gestion des ressources humaines ou de la valorisation des compétences. Dix à quinze projets à sélectionner pourraient bénéficier en 2012 de cette nouvelle action régionale menée dans un cadre conventionné avec l'Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (ARACT).

Solidarités, santé, et égalité des droits

84,5 M€ d'autorisations pluriannuelles dont 50,6 M€ d'autorisations d'engagement sont inscrites au titre de cette commission ainsi que près de 99M€ de crédits annuels (+10% par rapport au BP 2011) dont 54,9 M€ en fonctionnement.

Avec 1,5 M€ d'AP et de 7,3 M€ d'AE (et 13,2 M€ de CP soit +2,4%), la politique « solidarités humaines et dynamique sociale » occupe une place centrale notamment sous l'angle de l'autonomie des jeunes. Le **Pack pour l'autonomie des jeunes (Pack 15-30)** sera consolidé à la rentrée 2012. Destiné tant à favoriser l'autonomie qu'à réduire les inégalités, le Pack regroupe des dispositifs régionaux antérieurs (Pass Culture sport et cautionnement des jeunes locataires de logements) auxquels ont été ajoutés en 2011 des volets santé (aide au premier contrat de complémentaire santé, **volet santé sexuelle**) et transport (valorisation de la tarification TER TIVA -15-25 ans) et prise en charge partielle de la tarification FIFTI pour les 26 - 30 ans. Ces différents volets bénéficieront en 2012 de mesures d'élargissement - aide à l'installation dans le premier logement, augmentation de 40 € du chèque « engagement citoyen » du Pass culture sport, notamment pour financer la totalité de l'Attestation de Formation aux Premiers Secours (AFPS) - pour lesquelles 3,6 M€ d'AE sont proposés. La simplification du dispositif et l'amélioration de ses modalités de gestion - création d'un support unique, développement d'un nouvel extranet - seront également mises à l'étude pour un déploiement à suivre (1,4 M € d'AP).

Avec 100 000 € d'AP et 645 000 € d'AE, les moyens budgétaires alloués par la Région à la **lutte contre les discriminations, à la promotion de l'égalité des droits entre hommes et femmes ainsi qu'à la préparation d'un Agenda 22 régional** connaissent une progression globale de près de 15 % en préfiguration

Nouveau dispositif
« amélioration des
conditions de travail »

3,6 M€ d'AE pour
l'élargissement du
Pack pour l'autonomie
des jeunes

Mise en place d'un
pass santé (et volet
santé sexuelle)

Vers l'Agenda 22
régional

Engagement régional pour l'égalité des droits et la lutte contre les discriminations

du déploiement des mesures du futur plan régional égalité des droits et lutte contre les discriminations.

1,9 M€ d'AE sont proposées pour le **nouveau dispositif d'emplois de solidarités** qui prend le relai du précédent plan tremplin vers l'emploi. Ce dernier a permis la création de mille quarante trois postes entre 2005 et 2011 (pour un objectif initial fixé à mille) dont la pérennisation constitue un nouvel enjeu. Une démarche partenariale a été mise en œuvre à cet effet qui combine évaluation des possibilités de pérennisation confiée à un organisme tiers, mobilisation du dispositif local d'accompagnement et maintien d'un soutien financier régional dégressif. Les salariés recrutés dans le cadre du plan initial bénéficient pour leur part d'une aide à la professionnalisation au travers de formations qualifiantes ou d'adaptation.

1,9 M€ pour les emplois de solidarités

La nouvelle génération d'emplois dits de solidarités s'inscrit à la croisée des politiques régionales de soutien à l'emploi et de lutte contre les discriminations. Il est en effet destiné au bénéfice des quartiers urbains (quartiers ANRU) et aux territoires périurbains et ruraux engagés activement dans l'offre de logement social. Ces nouveaux emplois de solidarité doivent par ailleurs permettre le développement d'activités dans le champ des solidarités (intégration et accompagnement des populations potentiellement discriminées, amélioration de l'accueil des personnes en situation de handicap, programmes d'actions en direction de la jeunesse, projets relatifs à la prévention santé, à la citoyenneté, à la diversité...).

Dans le domaine de la santé, la stratégie régionale a été adoptée dans le cadre du Schéma Formations, Santé, Social et Territoires adopté par l'Assemblée régionale en 2011. Les autorisations de programme s'élèvent à près de 5M€ et les autorisations d'engagement enregistrent une croissance annuelle de plus de 50%.

Développement de la médecine de proximité

Ces dotations visent notamment la **poursuite des programmes d'investissement dans les établissements d'accueil des personnes âgées et handicapées** (1,4 M €), le développement d'une médecine de proximité destinée à réduire les risques d'écart dans la répartition de l'offre de soins sur le territoire régional, notamment en encourageant la création de maisons de santé pluridisciplinaires ou encore via le soutien au déploiement de la télémédecine (3,5 M €). A cette logique d'aménagement du territoire s'ajoute la volonté d'accompagner les catégories de populations les plus exposées aux risques sanitaires et aux inégalités d'accès aux soins.

Parallèlement, la politique de santé publique sera poursuivie et renforcée par la mise en place d'un Pass prévention-contraception pour la rentrée 2012. Ce dispositif permettra aux lycéens et apprentis ligériens de consulter de manière préventive un médecin qui pourra échanger avec eux sur les questions de santé et, le cas échéant, leur prescrire un contraceptif. La consultation, les examens biologiques et la délivrance du contraceptif en pharmacie seront anonymes et gratuits pour le jeune et pris en charge par la Région. Ce dispositif (0,5 M €) comprendra également un volet d'actions de promotion et d'éducation à la santé dans les lycées, centres de formation des apprentis et maisons familiales rurales.

Projet Gérontopole - Maison de l'autonomie et de la longévité

L'anticipation des perspectives démographiques et des enjeux liés à l'autonomie des personnes âgées constituent le troisième pilier de la politique de santé régionale. Le budget 2012 consacre une part à l'accompagnement de la **structuration du Gérontopôle** - Maison de l'autonomie et longévité des Pays de la Loire à hauteur de 0,3 M €.

S'agissant de la **formation des personnels de santé et d'action sociale**, 300 000 € d'AP et 41,2 M€ d'AE sont proposés, ces dernières affichant une progression annuelle de près de 5 %. Les besoins budgétaires en matière de bourses et de formations sociales étant stabilisés (avec des dotations d'AE respectives de 3,8 M€ et 7M€), cette progression tient essentiellement à l'augmentation de l'offre de formations sanitaires (création de places, relèvement de quotas pour les infirmiers) et à l'expérimentation d'un dispositif de gratuité réservé aux demandeurs d'emploi et étudiants en poursuite de scolarité. Ce dernier programme est doté en conséquence de 30,3 M€ d'AE.

Avec 27,1 M€ d'AP et 362 350 € d'AE en faveur de la politique logement et cohésion sociale, la Région accentuera le soutien à la réhabilitation thermique du logement social, le développement de l'offre de logement pour les jeunes et à l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers (dans le cadre d'une convention avec l'ANRU et le Fonds régional d'accompagnement du logement social -FRALS).

Infrastructures, transports et déplacements

Axe central du projet régional de développement durable du territoire, la politique menée en matière de transports et déplacements contribue au renforcement des solidarités et de la cohésion territoriale, et participe fortement à la compétitivité et l'attractivité des Pays de la Loire. Pour répondre aux besoins croissants de mobilité des Ligériens, la Région réaffirme en 2012 son ambition de poursuivre la modernisation du transport ferroviaire et le désenclavement du territoire à l'échelle européenne tout en favorisant les modes de transports collectifs et durables.

Au budget primitif 2012, les autorisations pluriannuelles de cette commission s'élèvent à 207,7 M€ dont 81 M€ d'autorisations de programme et 126,6 M€ d'autorisations d'engagement. S'agissant des crédits annuels, ils s'élèvent en investissement à 83,8 M€ et en fonctionnement à 123,1 M€.

L'effort d'investissement de cette commission porte principalement sur la **modernisation du parc de matériel roulant régional**, la qualité et le confort des trains étant en effet un facteur primordial de l'attractivité du réseau ferroviaire, en ce qu'ils contribuent à proposer une alternative crédible à l'utilisation de la voiture. 44,8 M€ d'autorisations de programme sont ainsi destinées au financement des extensions des ateliers de maintenance de Nantes Doulon et Nantes Blottereau pour faire face à l'augmentation du parc de tram-trains et du nouveau matériel Régional ainsi qu'au financement de l'adaptation et de l'aménagement de matériels déjà présent dans le parc régional.

12,1 M € d'autorisations de programme sont proposées au BP 2012 en faveur de la **modernisation et la réalisation d'infrastructures de transport ferroviaire structurantes** pour le développement de notre territoire, qui favorisent les échanges infra et interrégionaux. L'intervention régionale, au sein du CPER et au-delà, permettra notamment de poursuivre les travaux d'augmentation des capacités de la gare de Nantes et de l'axe Angers-Nantes-Savenay-Redon/Saint Nazaire et de lancer différentes études dont le projet de réalisation de la Virgule de Savenay.

La Région poursuivra également son action en investissement en faveur de **l'intermodalité** via un soutien accru pour la poursuite des travaux initiés de Pôles d'Echanges Multimodaux (PEM) autour des gares du réseau régional ainsi

Augmentation de l'offre de formations sanitaires

45 M€ pour la modernisation du parc de matériel roulant

+14% pour l'intermodalité

que pour la mise à l'étude de la réalisation de nouveaux PEM sur le territoire. L'effort d'investissement global de 12 M € d'autorisations de programme (+14% par rapport au budget précédent) devra permettre également la réalisation des premières opérations du programme d'équipements destinés aux deux-roues aux abords des gares et haltes ferroviaires du réseau régional ou encore la poursuite des études pour la mise en accessibilité des gares régionales conformément au Schéma Directeur d'Accessibilité.

Dans le prolongement de cette action, afin d'accentuer la dynamique en faveur des transports collectifs, 3,5 M € d'autorisations de programme sont destinées à **l'accompagnement des projets de transports collectifs en sites propres** développés par les agglomérations du territoire, un soutien accentué par une inscription budgétaire en augmentation de plus de 32% par rapport au BP 2011.

S'agissant du **Grand Port Maritime de Nantes-Saint Nazaire**, la Région participera à hauteur de 5 M€ aux aménagements qu'il va devoir réaliser afin de permettre à Alstom d'implanter **un site dédié à la production des composants et à l'assemblage d'éoliennes offshore à Saint Nazaire**, site choisi au regard du savoir-faire industriel reconnu de la place portuaire des Pays de la Loire et de son tissu industriel déjà tourné vers l'éolien offshore. Ces investissements pourraient générer jusqu'à 1 000 emplois directs et 4 000 emplois indirects.

La Région poursuivra en 2012 la réalisation de travaux de **communications routières favorisant le désenclavement urbain et rural**, dans le respect du Schéma Régional des Infrastructures et Transports adopté en 2008.

S'agissant du **fonctionnement du réseau de transport régional**, le budget primitif 2012 prévoit des autorisations d'engagement à hauteur de 125,8 M €, soit une progression de 12% par rapport au BP 2011 qui traduit l'accentuation des efforts régionaux sur les dessertes ferroviaires : cette accélération des inscriptions a notamment vocation à financer le développement de l'offre ferroviaire de près de 200 000 km, avec 16 circulations nouvelles lancées en décembre 2011 et plus d'une centaine d'arrêts quotidiens supplémentaires pour répondre aux besoins croissants de mobilité.

Concernant les **mesures tarifaires**, la Région met en œuvre des **tarifications adaptées** aux besoins des Ligériens, dans un objectif social (carte TIVA pour les jeunes, ActiCarte pour les demandeurs d'emploi) et afin de favoriser le report de l'automobile vers le transport collectif durable. Les inscriptions budgétaires du BP 2012 doivent notamment permettre de reconduire le billet Forfait Tribu (déplacements loisirs de 1 à 5 personnes sur 2 jours sur le même billet) à 40 € sur la période du 1er mai au 30 septembre 2012 et de créer un tarif événementiel à 50% (sur la base du prix plein tarif) pour la « Fête des Vins d'Anjou » à Chalonnes-sur-Loire en février 2012.

Toujours dans le cadre des mesures tarifaires, et conformément aux engagements de la Région dans le cadre du nouveau projet régional, le budget primitif 2012 intègre la mise en place du **plafonnement du coût domicile-travail à 1 €** dans un contexte de crise économique conduisant de plus en plus de ménages à se voir contraints de travailler loin de leur domicile ou du lieu de travail de leur conjoint. Sur l'ensemble du réseau régional, cette mesure devrait bénéficier à plus de 40% des abonnés de travail, ceux effectuant des trajets de plus de 50km.

Afin de favoriser l'émergence de **solutions innovantes relatives à la multimodalité**, la Région entend consacrer 745 700 € d'autorisations d'engagement

5 M€ pour le Grand Port Maritime pour l'implantation d'Alstom

125,8 M€ pour le fonctionnement du réseau et l'augmentation des dessertes ferroviaires

Lancement du tarif 1€ domicile-travail

pour le financement des actions favorisant le stationnement et la location de vélos dans les gares afin d'encourager les usagers à utiliser ce mode de transport plus respectueux de l'environnement, pour le renouvellement en 2014 du site internet d'information multimodale DESTINEO, en y intégrant les nouveaux réseaux et services et en offrant un nouveau support d'utilisation via l'internet mobile.

Aménagement du territoire et environnement

Dans l'objectif d'accompagner les territoires dans leurs mutations pour garantir un développement harmonieux et équilibré, la Région des Pays de la Loire consacrera 73,6 M€ d'autorisations annuelles dont 67,1 M€ au titre des autorisations de programme et 6,5 M€ pour les autorisations d'engagement.

Dans le prolongement du plan d'actions 2010-2012 en faveur de la biodiversité, la Région poursuit son implication dans le domaine avec 4,6 M€ d'autorisations de programme, soit une augmentation de près + 10 % par rapport au BP 2011. Pour les autorisations d'engagement, 3,5 M€ sont proposées.

De même, avec plus de 5 M€ d'autorisations pluriannuelles, la politique régionale de la gestion de l'eau dans les bassins versants bénéficiera en 2012 d'une hausse de près de 30 % des inscriptions par rapport à budget primitif 2011. Il est à noter que les objectifs de couverture de 50% de la région par les Contrats Régionaux de Bassins Versants (CRBV) fixés initialement pour fin 2012 ont d'ores et déjà été atteints en cours d'année 2011. Par ailleurs, la Région souhaite s'engager dans un nouvel appel à propositions faisant le pari d'une conciliation du développement d'activités économiques, notamment agricoles adaptées, et de la **restauration de la qualité de l'eau**. Enfin, La tempête Xynthia ayant rappelé le caractère stratégique de la gestion du risque de submersion et d'inondation, en 2012, la politique d'aides aux diagnostics et à la réduction de la vulnérabilité des activités économiques aux inondations a vocation à se déployer.

L'objectif de l'année défini dans le cadre de l'axe ligérien sera de bâtir un programme d'actions concerté devant contribuer au développement d'une gestion intégrée, globale et harmonieuse du fleuve. 1M€ pourraient être consacrés à la **restauration des levées de la Loire**. Ce sont respectivement, 1,8 M€ et 830 000 € en autorisations de programme et d'engagement qui seront dédiées à ce programme. Au premier semestre 2012 et dans le cadre des Assises de la Loire et de l'estuaire, la Région lancera une démarche de concertation des acteurs ligériens sur le projet d'actions concertées en faveur de la Loire et de l'estuaire permettant de dégager une vision commune des enjeux et actions prioritaires à mener.

La Région souhaite poursuivre son engagement dans sa politique volontariste de **maîtrise de l'énergie « objectif 3x30 »** (augmenter de 30% la part des énergies renouvelables, consommer 30% d'énergie en moins, réduire de 30% l'émission de gaz à effet de serre), ainsi qu'en faveur des aides aux particuliers pour le financement des travaux d'économies d'énergie. Dans cet objectif, 11,4 M€ d'autorisations pluriannuelles sont proposées au vote.

Enfin, ce sont près de 44 M€ d'autorisations pluriannuelles qui seront dédiées à la mise en œuvre de la **nouvelle politique contractuelle territoriale**, notamment via les nouveaux contrats régionaux. Dans ce cadre, seront soumis au vote de l'assemblée en 2012, huit nouveaux contrats ainsi que la mise en

**8,2 M€ en faveur
de la biodiversité**

**5 M€ pour la politique
de l'eau et de lutte contre
les algues vertes**

**Lancement du Plan
Loire 2020**

Objectif 3x30%

œuvre de nouvelles opérations de restructuration d'artisanat et de commerce sur l'ensemble du territoire ligérien. Par ailleurs, afin de permettre aux élus de faire face aux nouvelles mutations législatives et sociétales, la Région souhaite soutenir cette réflexion stratégique en favorisant l'élaboration d'études-diagnostic au plan local au travers du Fonds régional d'études stratégiques (FRES).

La bonne gouvernance des territoires implique la mise en œuvre de projets collectifs mobilisant une pluralité d'acteurs et donc de données. Dans cette perspective, l'information géographique régionale revêt une importance décisive et un intérêt stratégique. 520 000 € d'autorisations de programme et 90 000 € d'autorisations d'engagement y seront consacrées.

Education et apprentissage

Avec 153,9 M€ d'autorisations de programme et 223 M€ d'autorisations d'engagement cette commission enregistre une progression de près de + 5% par rapport aux inscriptions du BP 2011, tout comme les crédits de paiement qui à 346,7 M€ progressent de +3%.

En investissement, 95,1 M€ d'AP sont proposées pour la mise en œuvre du **plan d'investissement immobilier des lycées publics** 2011-2016 (et 70,5 M€ de crédits de paiement) : la Région continue ainsi à mettre en œuvre ses priorités relatives à l'hébergement, à **l'amélioration de la performance énergétique**, à **l'accessibilité** ou encore à l'évolution de la carte des formations.

9,8 M€ sont proposés en autorisations de programme pour les équipements des lycées publics. En 2012, la priorité portera tout particulièrement sur les **équipements pédagogiques liés à la réforme de la voie technologique**. Un effort significatif sera également fait sur **les équipements des agents techniques territoriaux** en matière d'hygiène, de sécurité et de prévention des risques dans une optique d'amélioration de leurs conditions de travail. Dans le même temps, 7,3 M€ seront consacrés en autorisations pluriannuelles à l'informatisation des lycées publics et privés, afin d'assurer l'équipement et le renouvellement des établissements, dont l'outil informatique devient aujourd'hui un outil pédagogique à part entière.

Pour le fonctionnement des EPLE, 2012 sera marqué par **un retour à la dotation de fonctionnement de 2010** après la mesure d'ajustement des fonds de réserve des établissements en 2011 ainsi que par l'inscription d'**1 M€ en faveur de la démarche de restauration durable**. La Région consacre ainsi au fonctionnement des lycées publics plus de 33,3 M€ en autorisations pluriannuelles en 2012.

Au-delà du budget de fonctionnement des établissements, la Région déploie **une enveloppe significative aux aides sociales et éducatives à l'attention des jeunes**. Pour les premières, ces aides s'élèveraient à 13,7 M€ en autorisations pluriannuelles : gratuité des manuels scolaires, crédits d'équipement professionnel, fonds social lycéen sont confortés...

En 2012 sera lancée la mesure « **Ordi pass** » pour un coût de 1,7 M€ en investissement pour ce qui concerne les lycéens, mesure supplémentaire qui vient conforter les ambitions régionales au service de l'autonomie et de la qualité de l'accès des lycéens au savoir. Dans la même logique, 350 000 € d'AE sont également prévues pour mettre en place à la rentrée 2012 un dispositif d'aide

95 M€ d'AP pour le plan d'investissement immobilier des lycées publics

Près de 10 M€ pour les équipements des lycées

1 M€ pour la démarche de restauration durable

Aides aux lycéens professionnels

spécifique à la formations des lycéens pendant leur période de stage en entreprise, en dans une logique offensive d'accompagnement à l'emploi notamment sur des métiers en tension.

Quant aux aides éducatives, plus de 4 M€ en autorisations d'engagement et quasiment autant de crédits de fonctionnement y seraient consacrées et permettraient de financer notamment le **nouveau dispositif des Séjours en Europe**, pour plus d'1 M€.

S'agissant des établissements privés sous contrat, plus de 32,6 M€ en autorisations d'engagement leur seraient consacrés au titre du fonctionnement, les évolutions les plus notables étant liées à l'aboutissement des discussions pour un abondement du second forfait d'externat, transfert de compétence imparfaitement compensé : retour à la dotation 2010 en ce qui concerne le premier forfait ; abondement de 1,042 M€ du second forfait d'externat d'autre part, conformément à l'accord signé avec les réseaux du privé. Compte tenu des contraintes budgétaires régionales sur les crédits de fonctionnement, et considérant l'importance des dépenses facultatives consacrées aux établissements privés, il a été convenu avec ces derniers que l'abondement du second forfait d'externat serait en 2012 financé par redéploiement de crédits facultatifs existants. Ce même accord prévoit par ailleurs un abondement des crédits consacrés à l'investissement immobilier, portant ainsi la subvention régionale à près de 23 M€ en AP.

Dans le domaine de l'apprentissage, ce sont **près de 157,5 M€ d'autorisations pluriannuelles qui seraient inscrites, dont 143,5 M€ d'autorisations d'engagement**. Ce niveau de dépenses s'appuie notamment sur l'obtention d'un **contrat d'objectifs et de moyens à hauteur de 19,5 M€ en moyenne annuelle** suite à l'aboutissement des négociations avec les services de l'Etat et qui ont contribué à faire valoir les spécificités de notre Région dans le domaine de l'apprentissage, les Pays de la Loire occupant le premier rang par la proportion d'apprentis au sein des actifs de 16 à 25 ans.

En matière d'investissements, 14 M€ d'autorisations de programme seront proposés soit pour des projets tels que les Chambre des métiers au Mans et à la Roche-sur-Yon, l'AFPI et le lycée de la Joliverie dans l'agglomération nantaise, CTP 49 ou encore MFR 85 ou encore pour le financement d'équipements, l'informatisation des centres (près de 550 000 € en 2012) et la mise en œuvre de l'opération « Ordi pass » pour les apprentis. La Région entend poursuivre en 2012 sa politique d'amélioration des conditions de formation des apprentis à travers la mise en œuvre de projets de restructuration, d'agrandissement ou d'amélioration des bâtiments. Elle s'engage en priorisant la prise en compte des exigences environnementales du 3x30, la mise en accessibilité des locaux aux apprentis en situation d'handicap, le développement des équipements et usages numériques dans les établissements.

Le financement du **fonctionnement du dispositif des centres de formation des apprentis** sera doté de 88,8 M€ d'autorisations d'engagement. Les axes forts de l'année 2012 seront la mise en œuvre, par les CFA, des orientations de la convention de création de CFA pour la période 2011-2016, et par l'installation pleine et entière de la réforme de la voie professionnelle avec la mise en œuvre des trois années du Bac Professionnel.

37,2 M€ d'autorisations d'engagement sont consacrées en 2012 au **financement des aides aux 18 000 employeurs apprentis des Pays de la Loire** qui bénéficient, outre de la prime légale, d'une majoration régionale à cet effet.

**1 M€ pour les
Séjours en Europe**

**Généralisation
Ordi pass pour les
apprentis et lycées**

Enfin, les jeunes ligériens concourant à la 42^e édition des Olympiades des Métiers se retrouveront aux finales nationales en novembre 2012 à Clermont-Ferrand, puis au concours international en juillet 2013 à Leipzig (Allemagne). Pour l'organisation de cette manifestation, ce programme sera doté au BP 2012 de 700 000 € d'autorisations de programme.

Culture, Sport, Jeunesse et Education populaire

Au budget primitif 2012, ce sont près de 45 M€ d'autorisations pluriannuelles qui sont proposées au titre de cette commission. 17,8 M€ seront dédiés aux autorisations de programme et 27 M € aux autorisations d'engagement. Les crédits annuels inscrits au B.P. 2012 s'élèvent quant à eux à 44 M€.

La Région poursuivra son effort en matière de **développement culturel** avec 19,5 M€ d'autorisations pluriannuelles (+4,6%) et un soutien confirmé aux arts de la scène ainsi qu'à la production cinématographique.

Notre Collectivité renforcera également **ses dispositifs autour du livre et de la lecture** avec une dotation en augmentation de 6%, permettant notamment une montée en puissance du Centre de ressources du livre ainsi que la poursuite de la mise en œuvre du projet autour de la **Maison Julien Gracq**. L'accélération des inscriptions au titre des actions territoriales (+5% avec 2,7 M€) contribuera à la poursuite de l'expérimentation du **dispositif d'aide au 1^{er} abonnement culturel** ainsi qu'au développement de la **Charte culture et solidarité**. Par ailleurs, de nouveaux crédits seront mobilisés pour soutenir les radios locales.

Les actions de soutien à la vie culturelle de proximité intégreront également la poursuite ou le développement d'un certain nombre de chantiers déjà engagés : **l'équipement numérique des salles de cinéma**, les lieux de travail pour les artistes, les jumelages entre établissements d'enseignement et lieux culturels, le soutien aux **cafés-cultures**, la réorientation de l'opération Voisinages.

Au titre des arts de la scène, 12 M€ d'autorisations d'engagement sont inscrites (soit +2.4% par rapport au BP 2011) autour des axes suivants : rendre la culture accessible à tous, favoriser une diversité de la création et œuvrer pour l'aménagement culturel du territoire notamment par l'accompagnement de formation et des emplois culturels. L'année 2012 sera marquée par l'accueil en région du **festival du Chaïnon manquant**.

S'agissant de la politique patrimoniale, la Région poursuivra son soutien à la restauration du patrimoine tout en réaffirmant la nécessité de le faire vivre, de le rendre visible et accessible à tous. L'accès et la sensibilisation des jeunes au patrimoine seront encouragés, de même que la valorisation des différents travaux d'inventaire.

D'une manière générale, le rôle des instances de démocratie participative, que sont les Conférences régionales consultatives de la culture (dont le nouveau mandat permettra l'élaboration d'un texte d'orientation de la culture) du sport, des acteurs de la jeunesse sera réaffirmé en 2012.

En matière sportive, la quasi-stabilité des inscriptions budgétaires (9,4 M€ d'autorisations pluriannuelles soit + 0,2%) permettra de poursuivre le positionnement de la Région sur deux axes : la contribution à la **structuration du sport de haut niveau**, sans oublier le **sport pour tous**. Les résultats d'études en cours sur le haut niveau et les schémas de cohérence des équipements sportifs

+ 4,6 % pour le développement culturel

Dispositif d'aide au 1^{er} abonnement culturel

Charte culture et solidarité

Equipement numérique des salles de cinéma

Lieux de travail pour les artistes et cafés culture

94 M€ pour le sport de haut niveau et le sport pour tous avec un volet sport handicap

permettront par ailleurs de réorienter certains dispositifs en 2012. Il est d'ores et déjà prévu que la Région renforce son effort en faveur des équipements et centres d'accueils sportifs (+15%).

En matière de sport de haut niveau, il sera mis en place un nouveau règlement d'intervention pour la saison 2012-2013 tenant compte de l'état des lieux réalisé. La région poursuivra néanmoins en 2012 son soutien aux filières fédérales de haut niveau, au suivi médico-sportif des athlètes, à la prévention des conduites à risque et favorisera l'acquisition par les ligues de matériel sportif de haut niveau.

En matière de sport pour tous, avec 3,7 M€ d'autorisations pluriannuelles ouvertes, la Région entend concentrer tout particulièrement ses efforts et son soutien à la pratique du sport par des personnes en situation de handicap, action qui trouvera un écho dans le cadre de l'adoption du futur Agenda 22 (handicap) régional.

Enfin, la politique en matière de jeunesse et d'éducation populaire se traduira par la déclinaison du schéma régional des jeunesses, à travers la poursuite d'actions (conventions pluriannuelles d'objectifs avec les mouvements de jeunesse et d'éducation populaire...), la réorientation de certaines interventions (fonds d'intervention jeunesse, office international de la jeunesse...) et le lancement de réflexions en vue de nouveaux dispositifs (label de l'engagement...).

Par ailleurs, la nouvelle dynamique enclenchée autour du Conseil régional des jeunes en 2011 sera poursuivie et amplifiée en 2012.

Les dépenses de l'institution

Le fonctionnement de l'institution requiert 281 877 870 € de crédits de paiement, toutes sections confondues. Hors gestion de la dette, ce montant est ramené à 161 877 870 €, enregistrant une baisse de près de 1 %, tant en fonctionnement qu'en investissement. Cette évolution tient pour l'essentiel aux efforts de gestion déployés dans les différents postes de dépenses, à l'instar de la démarche de revisites publiques menées par chaque commission sectorielle.

Les dépenses de personnel

Les différentes charges de personnel s'élèvent à 129 845 000 €, dont 15 000 € en investissement.

La proposition budgétaire des dépenses de personnel 2012 s'inscrit une nouvelle fois dans une logique d'évolution maîtrisée, alliant toutefois la **poursuite de l'effort de formation et d'amélioration des conditions de travail** là où cela est possible car du ressort régional. La **maîtrise de l'évolution de la masse salariale** s'explique globalement par une politique de gestion constante mais également par une campagne incitative menée auprès des agents des lycées « détachés sans limitation de durée » qui aura permis l'intégration d'environ 150 agents.

Le budget de la masse salariale tient compte par ailleurs, pour les agents du siège comme pour ceux des EPLE, de l'effet « glissement vieillesse technicité » et du coût prévisionnel des déroulements de carrières estimés à 850 000 €. Ce budget intègre enfin le coût prévisionnel des postes actuellement vacants en cours de recrutement dans un contexte où la collectivité régionale a fortement développé un dispositif de mobilité interne de ses salariés ainsi que les ajustements à la baisse de taux de cotisations, notamment ceux ayant vocation à financer le CNFPT. Ces ajustements à la baisse sont également appliqués à la cotisation du Conseil régional au Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique (FIPHFP) grâce à l'effort d'intégration réalisé qui s'est traduit par une augmentation continue du taux d'emploi d'agents en situation de handicap.

Avec 7 485 000 € de crédits de paiement, **formation, prestations sociales et autres dépenses liées aux ressources humaines enregistrent à l'inverse une augmentation de 12,5 %** au regard des crédits ouverts au précédent budget primitif. Ce poste comprend principalement la formation, dont les crédits progressent de 10 %, la subvention au Comité des Œuvres Sociales, les chèques déjeuner (1 270 000 € de dépenses budgétées et 600 000 € de recettes liées à la contribution des agents régionaux) ainsi que la participation au fonctionnement de la structure multi-accueil « le Petit Prince ».

Ces orientations budgétaires pour 2012 intègrent de nouvelles actions de formation, qui devront, du fait de la diminution de la cotisation au CNFPT, être plus fréquemment financées en direct par la Région. Ces dernières s'inscrivent dans le cadre de la **montée en puissance du prochain plan de formation triennal en cours d'élaboration**. La mise en place du DIF (droit individuel à la formation), le développement de l'offre sécurité au travail en EPLE, du parcours de formation « managers », la mise en œuvre de formations « agenda 21 » et « lutte contre les discriminations » sont autant d'actions de formation qui pourront être financées par ce budget 2012 qui verra par ailleurs la déclinaison au sein des EPLE du projet d'administration régional.

En 2012, la Région souhaite par ailleurs mettre en œuvre les possibilités récemment ouvertes par la réglementation en matière de financement de la protection sociale complémentaire de ses personnels. Le dispositif actuel, limité à un contrat de prévoyance collective, sera ainsi étendu au volet santé selon des modalités à étudier. Les premiers versements étant susceptible d'être appelés en 2012, 100 000 € de crédits de paiement sont proposés au budget de l'exercice.

Les charges de structure et de gestion

Avec 18 786 870 € en fonctionnement, **les charges de structure et de gestion présentent une baisse de 5 % par rapport au budget primitif 2011**. Ce poste avait, déjà enregistré une réduction du même ordre avec le budget primitif précédent (-1,5 %). Le maintien de cette tendance pour la deuxième année de rang récompense et conforte la volonté de la collectivité de s'engager durablement dans la maîtrise financière de son propre fonctionnement.

Dans cet esprit, les frais de fonctionnement des assemblées sont globalement ramenés à 7 106 000 € (-1 % par rapport à 2011), cette baisse symbolique relevant d'une prévision plus fine au regard des réalisations constatées sur la période récente. **Les dépenses d'administration générale de la collectivité (fournitures, courrier, reprographie, logistique, parc automobile...) sont éga-**

lement réduites très fortement, le budget qui leur est globalement alloué accusant une baisse de plus de 10 % pour s'établir à 6 756 520 €. Cette baisse s'explique en grande partie par les mesures de revisite du fonctionnement de l'institution qui ont été adoptées lors du travail budgétaire et qui permettent de générer près de 300 000€ d'économies : baisse de 16% du coût de nettoyage et d'entretien du campus régional, nouvelle baisse de 10% du budget fournitures, sûreté, restauration ainsi que de communication interne, remplacement fin 2012 des cartes de vœux papier par des cartes de vœux électroniques etc....

Sur le plan de la gestion immobilière, les dépenses proposées (5 590 350 €) enregistrent la même tendance (-8%). Cette évolution est cependant moins marquée en fonctionnement (-1,2%) compte tenu de la nature des dépenses concernées (fluides, maintenance et sécurité). Une inscription de 3 500 000 en autorisation de programme (soit - 8.1 % par rapport au BP 2011) est par ailleurs proposée dans le cadre des investissements immobiliers de la Région. Dans une démarche de programmation pluriannuelle identique à celle menée dans les différentes maîtrises d'ouvrage relevant des politiques publiques, ces montants permettront le lancement d'opérations de mise aux normes d'accessibilité du campus et des espaces régionaux, de refonte des installations techniques et l'amélioration des performances énergétiques de gros entretien des bâtiments et de rénovations lourdes. Une affectation partielle de 2 000 000 € de cette dotation est également soumise à l'approbation de l'Assemblée régionale.

La prise en charge d'études préalables de faisabilité et d'économie de la construction requiert 600 000 € d'autorisation de programme et 35 000 € d'autorisation d'engagement. Ces crédits permettent plus particulièrement le financement des études portant sur les bâtiments administratifs et les opérations du Plan d'Investissement dans les Lycées dès lors que l'appel à des experts externes est nécessaire préalablement à la réalisation des opérations immobilières relevant de la maîtrise d'ouvrage de la Région, et en particulier :

- les diagnostics techniques,
- les études de faisabilité techniques, calendaires et financières,
- les études d'aide à la programmation des opérations non programmables (urgence),
- l'accompagnement du dispositif de performance énergétique des lycées publics,
- les diagnostics sur le handicap,
- les études d'économies de la construction.

Avec 5 152 000 €, les crédits de paiement dédiés aux systèmes informations sont les seuls enregistrant un accroissement annuel (+5 %). Cette tendance globale tient cependant à celle des dépenses d'investissement (+32 %) et masque de fait un effort comparable à celui réalisé dans les autres postes en matière de fonctionnement, les dépenses courantes affichant en effet un recul de près de 15 % pour s'établir à 2 439 000 €.

Par ailleurs, les indemnités des membres du jury de concours sont soumises à l'approbation de l'assemblée régionale en application de l'article 24 alinéa e du Code des Marchés Publics. Il est proposé de les arrêter, à compter du 1er février 2012, à :

- 505 euros pour la demi-journée et 910 euros pour une journée pour les organismes non assujettis à la TVA,
- 505 euros TTC pour la demi-journée et 910 euros TTC pour une journée pour les organismes assujettis.

Les opérations financières

121 000 000 € de crédits de paiement sont proposés au titre des opérations financières courantes liées à l'annuité de la dette, admissions en non valeur et annulations de titres. L'annuité de dette est estimée à 120 000 000 €.

40 000 000 € sont ainsi proposés au titre des frais financiers sur emprunts et produits de trésorerie. Ce montant, proche de celui budgété en 2011, repose l'hypothèse d'une stabilisation de l'encours de dette autour de 930 000 000 € et de l'encours moyen sur produits de trésorerie (emprunts à capital ajustable, lignes et billets de trésorerie). Il permet en outre de faire face à une possible dégradation des conditions du crédit.

S'agissant de l'amortissement de la dette, une enveloppe de 80 000 000 € est proposée, contre 95 000 000 € budgétés en 2011. Ce recul est une conséquence budgétaire de la stratégie de gestion de dette mise en œuvre : la couverture des besoins de financement des deux derniers exercices a en effet été principalement assurée par la mobilisation d'emprunts à capital ajustables ne donnant pas lieu à amortissement.

En outre, 1 000 000 € de crédits de paiement sont inscrits en fonctionnement, en prévisions d'opérations diverses susceptibles d'impacter la comptabilité de l'ordonnateur. Les éventuelles admissions en non valeur proposées par le payeur régional seront, en tout état de cause, soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les opérations financières ne comprennent pas les écritures budgétaires nécessaires à la comptabilité des opérations de gestion actives de gestion active de la dette (principalement les mouvements de capitaux sur emprunts revolving dans le cadre de la gestion de trésorerie) pour lesquelles 400 000 000 € de recettes et de dépenses d'investissement sont proposées. Comme les opérations d'ordre, ces crédits sont exclus de l'analyse financière et de la présentation des conditions de l'équilibre budgétaire compte tenu de leur neutralité.

Les actions de communication

5 742 000 € de crédits de paiement sont proposés au titre des actions de communication, soit une réduction de près de 1 % de ce poste par rapport à 2011. Avec 5 580 000 €, les seules dépenses de fonctionnement enregistrent pour leur part une baisse plus sensible de près de 2 %. Outre les actions courantes de promotion du territoire, 162 000 € sont proposés en investissement pour l'acquisition de mobiliers et d'outils informatiques.

Démocratie et outils des politiques publiques

Les actions menées pour renforcer la démocratie de proximité et les différents outils associés à la poursuite des politiques publiques appellent l'inscription de 2 184 500 € d'autorisations pluriannuelles, réparties pour 800 000 € en investissement et 1 384 500 € en fonctionnement.

S'agissant de l'audiovisuel local, la Région a souhaité, au cours de l'année 2011, accompagner **les projets mutualisés des chaînes de télévisions locales**. Pour 2012, ce dispositif doit être **étendu aux fédérations de radios et aux radios locales** qui émettent sur le territoire régional par un soutien à leurs dépenses de fonctionnement. La Région attend ainsi des radios locales, comme des télé-

visions, valorisation du fait régional, développement la citoyenneté, relai de l'information sur des événements à forte envergure régionale, communication sur la vie publique de l'institution selon une approche pluraliste qui feront des radios locales un outil de démocratie locale au service de l'expression des citoyens. 150 000 € d'AE sont proposés en ce sens. 100 000 € d'AE sont également proposés pour apporter une aide financière à diverses initiatives locales d'études et de promotion susceptible de présenter un intérêt régional.

Ces différents outils de développement de la démocratie locale et du fait régional sont renforcés par le programme global de soutien des initiatives locales et, s'agissant plus particulièrement du dialogue social, par un nouveau dispositif d'appui aux organisations syndicales salariés, dotés respectivement de 200 000 € et de 175 000 € d'AE.

Parallèlement, la région s'est engagée en 2011 dans une démarche fédérant plusieurs régions visant à faire émerger dans la durée des méthodes innovantes de pilotage de l'action publique. Supervisé par l'association « **27^{ème} Région** », ce programme, dénommé « La Transfo » appelle une dotation de 260 000 € d'AE.

La tranche annuelle de la programmation 2007-2013 des évaluations de politiques publiques dans le cadre du CPER sera prochainement adoptée par la commission consultative d'évaluation dans le cadre défini par l'Etat et la Commission européenne. Elle devrait porter notamment sur les TIC et un dispositif d'anticipation transversale de la prochaine génération des programmes PO-FEDER. La Région fera également réaliser à son initiative certains de ses propres dispositifs d'intervention. 140 000 € d'AE seront nécessaires à l'engagement de ces différents projets d'études et des frais qui leurs sont associés.

La coordination des différentes démarches s'insérant dans un Agenda 21 sur le territoire doivent bénéficier d'un soutien régional estimé à 259 500 € occasionnant une proposition d'AE du même montant.

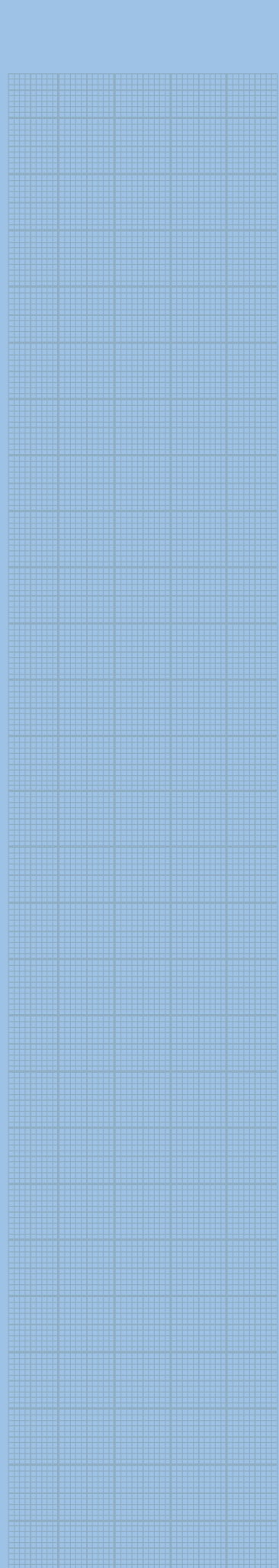
En matière d'aménagement numérique, 800 000 € d'AP sont également sollicités pour la poursuite du programme d'équipement du territoire en très haut débit et l'achèvement de la boucle ouest, qui doit permettre de connecter les communes du littoral atlantique. La contribution statutaire au fonctionnement du syndicat mixte Gigalis devrait s'élever à 100 000 € et nécessite l'inscription d'une AE de ce même montant.

La gestion des fonds structurels européens

La Région assure par délégation l'instruction administrative et la gestion budgétaire de fonds structurels européens dans un cadre conventionné avec le Représentant de l'Etat. Le budget régional porte à ce titre l'avance des participations du FEDER et de FSE et doit voir transiter en conséquence les dépenses et recettes correspondant à la période de programmation 2007-2013.

Pour 2012, 10 000 000 € d'AP sont proposés au titre du seul programme enregistrant les opérations relevant de l'axe « Innovation et Economie de la Connaissance », certains investissements immobiliers lancés dans le cadre du CPER devant entrer en phase de réalisation (SEM REV, IRT 2...).

En fonctionnement, 150 000 € d'AE permettront le lancement d'études et opérations de sensibilisation partiellement prises en charges par la Commission européenne.



LES RECETTES DU BUDGET PRIMITIF 2012

Les recettes réelles (hors emprunts) proposées au titre du budget primitif 2012 s'élèvent à **1 167 620 000 €**, soit une évolution de +1,1% par rapport au budget primitif 2011 (contre +4,8% du BP 2010 au BP 2011).

En section de fonctionnement, ce sont **1 050 840 000 €** de produits qui sont attendus, enregistrant une évolution de +1,3% (contre +1,9% du BP 2010 au BP 2011).

En section d'investissement, les recettes sont proposées à un niveau quasi identique à 2011, soit **116 780 000 €** contre 116 890 000 € au budget primitif 2011 (-0,1%).

La progression des recettes réelles de fonctionnement s'amenuise encore un peu plus par rapport au budget précédent, sous l'effet conjugué :

- de la mise en œuvre du gel des dotations de l'Etat aux collectivités territoriales, la loi de finances initiale pour 2011 ayant supprimé pour au moins trois ans la règle dite du « contrat de stabilité » qui prévoyait une indexation sur l'inflation prévisionnelle des concours de l'Etat et
- de l'absence de dynamisme des recettes de compensation issues de la réforme fiscale.

Quant aux recettes réelles d'investissement, leur diminution est essentiellement due à la baisse de la récupération de TVA via le Fonds de compensation de la TVA (-5M€) ainsi qu'à la diminution du remboursement du capital des avances accordées par la Région suivant l'extinction progressive de ces avances (-5,4M€).

Concours financiers de l'Etat

Les montants attendus et proposés au titre des différentes dotations de décentralisation et allocations fiscales sont estimés à **417 970 000 €**.

Ce montant, en diminution par rapport aux 419 320 000 € inscrits au budget primitif 2011 (-0,3%), résulte non seulement de l'application des mesures de gel en valeur des concours de l'Etat aux collectivités territoriales mais également

de la disparition progressive des allocations de compensation sur l'ancienne fiscalité directe (taxes foncières et taxe professionnelle).

Les principales dotations de décentralisation sont ainsi reconduites pour les montants notifiés au titre de l'exercice précédent et les allocations fiscales de compensation diminuent de -7,8%.

Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

Désormais, le montant global de la DGF pour l'ensemble des Collectivités territoriales est fixé chaque année en loi de finances. Le montant de la DGF des Régions fait ensuite l'objet d'une décision du Comité des Finances Locales quant au volume attribué au titre de la part forfaitaire et celui de la part péréquation de cette DGF.

Dans la version initiale du projet de loi de finances, le montant global de la DGF des communes, départements et régions était fixé à 41 466 725 000 euros, en augmentation à périmètre constant de +0,2%, comme en 2011. Ce projet initial prenait en compte les impératifs du développement de la péréquation verticale en faveur des départements et des régions avec des hausses respectives de 64 et 13 millions d'euros.

Un amendement du Gouvernement a depuis été adopté par l'Assemblée Nationale, tendant à supprimer les augmentations prévues de la DGF des départements et de celle des régions, qui seraient donc reconduites à leur niveau de 2011.

Le Gouvernement a ainsi décidé d'exercer une nouvelle pression sur le financement des collectivités territoriales à la suite des déclarations du Premier ministre annonçant des économies supplémentaires de 1 milliard d'euros dont 200 millions sur les concours de l'Etat aux collectivités.

Par conséquent, l'enveloppe normée n'est donc plus gelée mais diminuée, contrevenant au cadrage financier 2011-2014.

Le texte a ensuite été examiné par le Sénat qui a réintroduit l'augmentation de 13 millions d'euros de la DGF des régions, considérant que cet abondement était nécessaire pour conserver les capacités financières leur permettant de remplir leurs missions.

A l'heure où est écrit ce rapport, l'examen du projet de loi de finances pour 2012 étant encore en cours, la prudence reste de mise vis-à-vis de l'issue de ces débats et conduit à une prévision du montant de DGF pour notre Région à **263 000 000 €**, correspondant au montant notifié en 2011.

Dotation de Décentralisation Relative à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (DDRFP)

La Dotation de Décentralisation Relative à la Formation Professionnelle (DDRFP) a été créée par la loi du 7 janvier 1983 à la suite d'un premier transfert de compétence dans le domaine de la formation professionnelle et élargie par la loi du 20 décembre 1993 qui a étendu le transfert et par conséquent la dotation.

La DDRFP est déterminée par le solde entre les crédits que l'Etat consacrait à cette compétence et la taxe sur les cartes grises, impôt transféré aux régions.

Elle est répartie pour l'essentiel (70 %) en fonction des dépenses de formation assurées l'année précédente par la région tout en garantissant une ressource équivalente à celle perçue l'année précédente. Mais le reste (30%) est réparti sur la base de critères physiques que sont la structure et le niveau de qualification de la population active ainsi que la capacité d'accueil de son dispositif de formation.

La DDRFPA est la première dotation d'État à avoir fait l'objet d'un gel, reconduit depuis 2009. L'inscription pour 2012 s'élève à **104 350 000 €**, identique à celle du budget primitif 2011.

Dotations Générales de Décentralisation (DGD)

Le projet de loi de finances pour 2012 prévoit la stabilisation en valeur par rapport à 2011 de la dotation générale de décentralisation (DGD).

La DGD est constituée d'une part dite « résiduelle », correspondant à 5 % de la DGD perçue en 2003 (95% ayant été inclus dans la DGF régionale en 2004), et à la compensation par l'État de différentes réformes décidées au plan national comme celle de la tarification ferroviaire instaurée depuis le 13 décembre 2009.

Le montant de cette DGD résiduelle prévu pour 2012 est strictement identique à celui de 2011, soit **16 900 000 €**.

Dotations Régionales d'Équipement Scolaire (DRES)

Créée par la loi du 22 juillet 1983, la dotation régionale d'équipement scolaire (DRES) a vocation à compenser les dépenses d'équipement et d'investissement des lycées.

Cette dotation d'investissement, également assujettie au principe d'indexation zéro depuis 2009, est attendue pour un montant identique à celui notifié en 2011, soit **23 120 000 €**.

Allocations Compensatrices de fiscalité

S'agissant des allocations compensatrices de fiscalité, leur montant est évalué à **10 600 000 €**, contre 11 500 000 € ouverts au budget primitif 2011 et près de 11 327 350 € notifiés, soit une contraction de -7,8 % et de -6,4 % par rapport à ces références respectives.

Les allocations compensatrices constituent les variables d'ajustements de l'enveloppe normée : leur taux d'évolution, résultante du gel en valeur de l'enveloppe normée, est arrêté en loi de finances.

Recettes fiscales et de compensation

Depuis 2011, l'architecture de la fiscalité directe est profondément bouleversée suite à la suppression de la taxe professionnelle et à la définition d'un nouveau panier de recettes de compensation.

S'agissant du volume attendu au titre de ces ressources de compensation de la réforme fiscale, un montant de **243 700 000 €** est proposé, correspondant au

montant notifié en 2011, soit 243 400 000 €, majoré de rôles supplémentaires résiduels de 300 000 €.

Recettes de compensation issues de la réforme fiscale

Suite à la réforme de la fiscalité locale actée en loi de finances de l'État pour 2010, les recettes régionales de fiscalité directe sont désormais composées de :

- la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE),
- l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) ferroviaire,
- l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER) répartiteurs téléphoniques,
- la Dotation de Compensation de la réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP),
- le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources (FNGIR).

Seules la CVAE et les IFER peuvent porter un dynamisme, la DCRTP et le FNGIR formant des ressources complémentaires destinées à garantir aux régions un niveau plancher de ressources équivalent au montant perçu en 2010 et figées en volume à compter de 2012.

Ces trois nouvelles ressources sont néanmoins beaucoup plus fluctuantes que les anciennes taxes foncières et taxe professionnelle : l'évolution de leur produit dépend fortement des aléas de la conjoncture économique générale, des évolutions de l'activité et de l'inflation en particulier. Etant donnée l'incertitude qui caractérise le contexte économique mondial et en l'absence d'une reprise franche, de fortes craintes pèsent donc sur le niveau de ces ressources régionales.

La Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE)

Cette cotisation est due par les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 152 500 €. Le montant brut de la cotisation sur la valeur ajoutée de l'entreprise est égal à la valeur ajoutée retenue comme base d'imposition à laquelle est appliqué un taux unique national fixé à 1,5%.

Les Régions bénéficient de 25% du montant total de la CVAE collectée au niveau national.

La dégradation de la conjoncture économique observée en 2011 et les anticipations de croissance pour 2012 imposent une prudence qui conduit à une prévision de recette de CVAE identique à celle notifiée fin 2011, soit **180 000 000 €**.

L'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux (IFER)

Instituée au profit des collectivités territoriales, cette imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux s'applique aux grandes entreprises françaises (France Télécom, SNCF, EDF, RATP,...) finalement gagnantes avec la seule mise en place de la contribution économique territoriale.

Cette imposition forfaitaire s'applique :

- aux éoliennes terrestres ou hydroliennes
- aux centrales nucléaires ou thermiques
- aux centrales photovoltaïques ou hydrauliques
- aux transformateurs électriques
- aux antennes relais

- au matériel roulant utilisé pour le transport de voyageurs
- aux répartiteurs principaux téléphoniques

Les secteurs des télécommunications, de l'énergie et des transports sont donc visés par cette nouvelle imposition.

Les Régions bénéficient de l'IFER ferroviaire et de l'IFER répartiteurs téléphoniques, reconduites là aussi pour leur montant notifié en 2011, soit respectivement **10 500 000 €** et **21 500 000 €**.

L'IFER ferroviaire concerne le matériel roulant utilisé sur le réseau ferroviaire national pour des opérations de transport ferroviaire de voyageur. Quant à l'IFER répartiteurs téléphoniques, elle est assise sur les lignes téléphoniques des répartiteurs principaux et sur les commutateurs, regroupant les unités de raccordement d'abonnés et les cartes d'abonnés.

Pour garantir le niveau de ressources des régions avant et après la réforme, deux mécanismes ont été mis en place :
une Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle (DCRTP) financée par l'État ;
la Garantie Individuelle de Ressources (GIR) fonctionnant par abondement d'un fonds par les régions qui ont davantage de ressources fiscales après réforme au profit des régions qui en ont moins.

[La Dotation de Compensation de la Réforme de la Taxe Professionnelle \(DCRTP\)](#)

Pour chaque région, le panier de ressources 2010 avant réforme a été comparé avec le panier de ressources 2010 après réforme, ce qui a permis de déterminer les collectivités « gagnantes » et « perdantes ». La somme de ces différences dégageant une perte nette globale, l'État verse une dotation de compensation de la réforme TP répartie entre les régions perdantes au prorata de leur poids respectif dans le volume total des pertes enregistrées par l'ensemble des régions perdantes.

Notre Région est bénéficiaire de cette dotation : figée à compter de 2012, elle s'élève à **15 800 000 €**.

[Le Fonds National de Garantie Individuelle des Ressources \(FNGIR\)](#)

Le fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) organise quant à lui un rééquilibrage horizontal entre les régions.

Il est en effet abondé par prélèvement auprès des régions gagnantes de l'excédent constaté entre le panier de ressources avant et après réforme. Ces fonds sont ensuite réattribués aux régions perdantes, qui ont le cas échéant déjà bénéficié d'une dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP). Chaque région perdante se voit allouer un reversement à hauteur de sa perte, à laquelle est appliqué un coefficient multiplicateur destiné à assurer l'exacte correspondance entre la somme des prélèvements et le montant global des reversements transitant par le fonds.

Le montant attribué à la Région au titre du FNGIR s'élève à **15 600 000 €** et est également figé en volume à compter de 2012.

Enfin, **300 000 €** de rôles supplémentaires sont attendus en 2012, montant stable par rapport au budget précédent. Ces recettes correspondent actuelle-

ment à des régularisations sur les anciennes taxes foncières et taxe professionnelle. Elles évolueront potentiellement vers des recettes de régularisation de CVAE.

Fiscalité indirecte

Les recettes de fiscalité indirecte regroupent celles issues de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) et de la Taxe sur les Certificats d'Immatriculation des Véhicules (TCIV) dite taxe sur les cartes grises.

La Région a décidé de ne plus lever la taxe sur les permis de conduire, exigible sur les permis et les duplicata délivrés dans la circonscription régionale, comme la grande majorité des Régions.

Les recettes de fiscalité indirecte sont estimées à **331 800 000 €** et enregistrent ainsi une progression de +5,5% par rapport au budget primitif précédent.

La Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers

La Région perçoit une partie de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP) nationale, destinée à financer les compétences transférées par l'Etat par la loi du 13 août 2004. L'assiette de cette recette est constituée des ventes de carburants sur le territoire de la Région.

La part de la TIPP qui revient aux Régions est constituée de deux tranches :

- une part « fraction » qui correspond au droit à compensation des charges induites par la loi du 13 août 2004. Le tarif est fixé chaque année en loi de finances : pour 2012, le projet de loi de finances prévoit une reconduction des tarifs adoptés en 2011, soit 3,97 €/hl pour le gazole et 5,63 €/hl pour les supercarburants ;
- une part « modulation » qui correspond à une augmentation des tarifs à hauteur de 1,77 €/hl pour les supercarburants et de 1,15 €/hl pour le gazole. La décision de reconduire la modulation des tarifs régionaux a été prise lors de la séance du Conseil régional du 25 novembre 2011.

Ces deux parts devraient générer une recette de **183 800 000 €**.

Depuis 2011, une troisième part de TIPP dite « TIPP Grenelle » est venue s'ajouter, résultant de l'application de la faculté complémentaire accordée aux Régions de majorer les tarifs à hauteur de 0,73 €/hl pour les supercarburants et de 1,35 €/hl pour le gazole.

Les recettes issues de cette majoration sont exclusivement affectées au financement d'une infrastructure de transport durable, ferroviaire ou fluvial, mentionnée aux articles 11 et 12 de la loi n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement, et sont à ce titre imputées en section d'investissement.

La décision de reconduire en 2012 cette majoration des tarifs de TIPP a été prise lors de la séance du Conseil régional du 25 novembre 2011.

La recette attendue est estimée à **35 000 000 €**, destinée au financement de la Ligne à Grande Vitesse Bretagne-Pays de la Loire et de la liaison ferroviaire Nantes-Châteaubriant.

Les décisions régionales prises pour 2012 sur les tarifs de TIPP ne génèrent aucune augmentation du coût des carburants pour les consommateurs par rapport à 2011.

Taxe sur les cartes grises

L'estimation du produit de la taxe sur les cartes grises s'appuie sur des prévisions prudentes du nombre d'immatriculations en 2012, anticipé en stagnation par rapport à 2011.

Compte-tenu du tarif de 39 € par cheval-vapeur, le produit attendu en 2012 est estimé à **113 000 000 €**.

Recettes liées aux politiques régionales

L'ensemble des recettes attendues au titre des politiques régionales s'élève pour 2012 à **174 150 000 €**, en hausse de +1,6% par rapport au budget 2011.

Fonds de concours

Les fonds de concours, inscrits en section d'investissement pour **13 975 000 €**, enregistrent une diminution de -3,5% par rapport au budget précédent.

Les fonds de concours, attendus des différents partenaires de la Région au titre d'opérations dont celle-ci assure la maîtrise d'ouvrage, évoluent en effet au gré de l'avancement des projets structurants concernés et des échéanciers financiers convenus avec les différents intervenants au projet.

Participations diverses

Un montant de **118 845 000 €** est proposé en 2012 au titre des participations diverses perçues par la Région, en hausse de +9,0% par rapport au budget précédent.

Parmi ces participations, 77 500 000 € correspondent au financement de la politique apprentissage, notamment à travers le versement du Fonds National de Modernisation et de Développement de l'Apprentissage (FNMDA) dont la deuxième section enregistre une progression de 30,0% suite aux négociations menées avec l'Etat sur le nouveau Contrat d'Objectifs et de Moyens 2011-2015, ainsi que celui de la Contribution au Développement de l'Apprentissage (CDA). En ce qui concerne la gestion des fonds structurels européens, 32 290 000 € sont attendus. Ces fonds sont répartis pour 8 950 000 € en section de fonctionnement et 23 340 000 € en investissement.

Remboursements de prêts et d'avances

Le montant attendu des remboursements de prêts et d'avances accordés par la Région s'élève à **4 555 000 €** et enregistre un repli de -53,9% par rapport à 2011. Cette diminution est due à l'extinction progressive des créances régionales sur les bénéficiaires des aides déployées dans le cadre des actions en matière de développement industriel.

Sur ces 4 555 000 €, 400 000 € de produits financiers sont attendus en fonc-

tionnement et 4 155 000 € correspondent au montant du remboursement du capital, inscrit en section d'investissement.

Recettes tarifaires et de gestion

Les recettes tarifaires et de gestion, qui correspondent à l'encaissement de produits domaniaux, de tarifs adoptés, de remboursement de charge et de recettes liées à l'activité courante de la Collectivité, sont inscrites pour un montant de **29 735 000 €** au titre de 2012.

15 000 000 € sont attendus en section d'investissement au titre du Fonds de Compensation pour la TVA, correspondants au remboursement de la TVA acquittée sur des dépenses d'investissement éligibles à ce Fonds en 2011. Cette recette enregistre une diminution de -5M€, soit -25,0% par rapport à 2011.

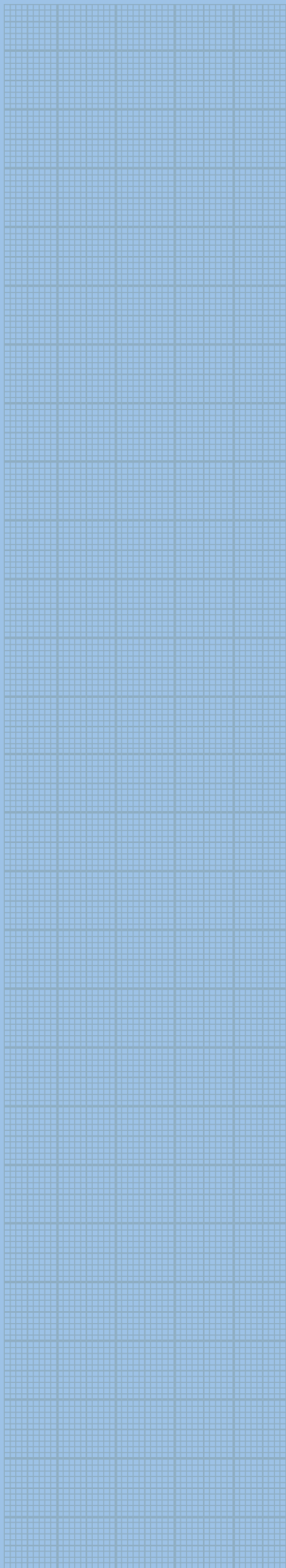
En section de fonctionnement, diverses recettes sont attendues pour un montant total de 14 735 000 €, dont notamment :

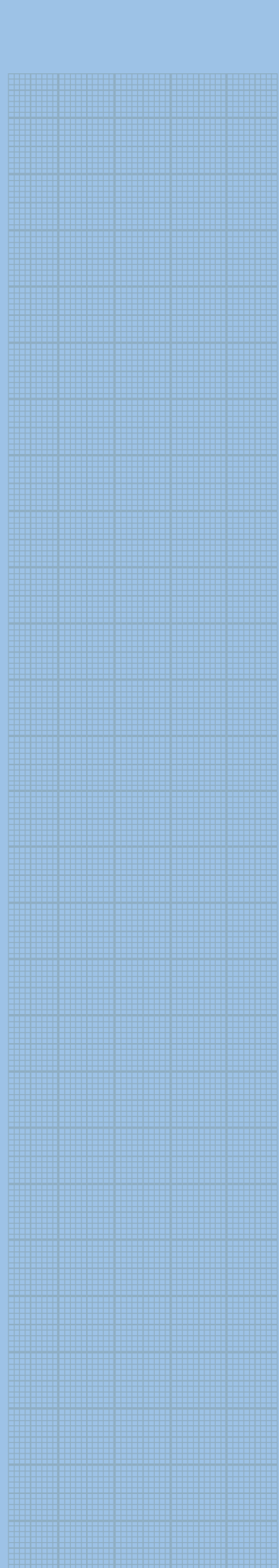
- Les recettes tarifaires liées à l'utilisation des transports collectifs et ferroviaires qui sont estimées à 2 250 000 € au budget primitif 2012 ;
- Le Fonds Académique de Rémunération des Personnels d'Internat (FARPI), inscrit à hauteur de 7 650 000 €, en hausse de +2,0% par rapport à 2011 ;
- Le montant du loyer d'occupation des locaux sur le site Technocampus, proposé à 1 930 000 € ;
- Au titre du nouveau Pack autonomie Jeunes, 500 000 € devraient être perçus sur la vente des différents Pass proposés ;
- Dans le cadre de l'action culturelle, 250 000 € sont attendus, issus de la billetterie de la « Folle journée » ;
- Concernant la gestion du personnel, 1 600 000 € de recettes sont prévus en 2012, dont 600 000 € sur la vente de chèques-déjeuners au personnel et 1 000 000 € de remboursement de frais (mises à disposition, prévoyance...).

Recettes exceptionnelles

6 030 000 € de recettes exceptionnelles sont attendues en 2012, en hausse de 33,7% par rapport au budget précédent. Cette augmentation est due essentiellement à des reversements attendus au titre de la réalisation de travaux d'infrastructures routières et ferroviaires.

Parmi ces recettes exceptionnelles, 2 080 000 € concernent des cessions d'immobilisations, 500 000 € correspondent à des produits financiers perçus sur des opérations de gestion de dette et 1 430 000 € constituent les reversements attendus sur les travaux d'infrastructures (dont 730 000 € pour la réalisation de communications routières et 700 000 € au titre des transports ferroviaires).





LES CONDITIONS DE L'ÉQUILIBRE BUDGETAIRE

L'équilibre formel du budget et de chacune de ses deux sections de fonctionnement et d'investissement fait intervenir des crédits de dépenses et de recettes destinées aux opérations dites d'ordre. Ces dernières sont cependant exclues des calculs financiers déterminant l'épargne et l'emprunt de l'exercice.

Les opérations d'ordre

Les opérations d'ordre, généralement équilibrées en dépenses et en recettes, sont destinées à affiner l'information comptable relative au résultat de l'exercice et au patrimoine de la collectivité.

Elles sont imputées sur des chapitres budgétaires spécifiques et ne donneront pas nécessairement lieu à exécution budgétaire.

L'amortissement des immobilisations

La dotation aux amortissements des immobilisations s'élève à 190 000 000 € à inscrire en dépenses de fonctionnement et en recettes d'investissement.

Les dispositions adoptées pour atténuer l'impact budgétaire de ces mouvements sont proposées à hauteur de 160 000 000 € (recettes de fonctionnement / dépenses d'investissement).

24 000 000 € de recettes de fonctionnement et dépenses d'investissement sont également nécessaires à la reprise comptable de subventions d'investissement, ce mécanisme concernant principalement la Dotation Régionale d'Équipement Scolaire (DRES).

Les opérations patrimoniales

Les opérations patrimoniales sont des opérations d'ordre impactant la seule section d'investissement. Il s'agit le plus souvent de réimputations faisant suite à des changements de nature des éléments constitutifs du patrimoine régional. 20 000 000 € sont proposés à ce titre, en dépenses et recettes d'investissement.

L'ajustement du virement entre sections budgétaires

Les dépenses de fonctionnement budgétées au titre du virement entre sections

budgétaires constituent la variable d'ajustement de cette section ; il s'agit d'un résultat prévisionnel ne donnant pas lieu la passation d'écritures comptables. Recettes et dépenses réelles et d'ordre de la section de fonctionnement faisant ainsi apparaître un excédent de 264 468 140 €, ce montant fait l'objet d'un transfert en section d'investissement matérialisé par une dépense de fonctionnement complémentaire et une recette d'investissement équivalente.

Au total, les opérations d'ordre s'établissent comme suit :

| en € | Dépenses | Recettes |
|--|--------------------|--------------------|
| Fonctionnement | 454 468 140 | 184 000 000 |
| Amortissement des immobilisations / neutralisation | 190 000 000 | 160 000 000 |
| Reprises de subventions (DRES) | | 24 000 000 |
| Virement entre sections | 264 468 140 | |
| Investissement | 204 000 000 | 474 468 140 |
| Amortissement des immobilisations / neutralisation | 160 000 000 | 190 000 000 |
| Reprises de subventions (DRES) | 24 000 000 | |
| Virement entre sections | | 264 468 140 |
| Opérations patrimoniales | 20 000 000 | 20 000 000 |
| TOTAL | 658 468 140 | 658 468 140 |

Après intégration des opérations d'ordre, l'équilibre comptable du budget primitif 2012 est donc obtenu dans les conditions schématisées comme suit :

| | Dépenses | Recettes |
|---------------------------------|------------------------|------------------------|
| Fonctionnement | 1 123 840 000 € | 1 123 840 000 € |
| Opérations réelles | 780 371 860 € | 1 050 840 000 € |
| <i>Opérations d'ordre</i> | 454 468 140 € | 184 000 000 € |
| Investissement | 1 211 223 000 € | 1 211 223 000 € |
| Opérations réelles | 607 223 000 € | 336 754 860 € |
| Gestion de la dette | 400 000 000 € | 400 000 000 € |
| <i>Opérations d'ordre</i> | 184 000 000 € | 454 468 140 € |
| <i>Opérations patrimoniales</i> | 20 000 000 € | 20 000 000 € |
| TOTAL | 2 446 063 000 € | 2 446 063 000 € |

Épargne et emprunt

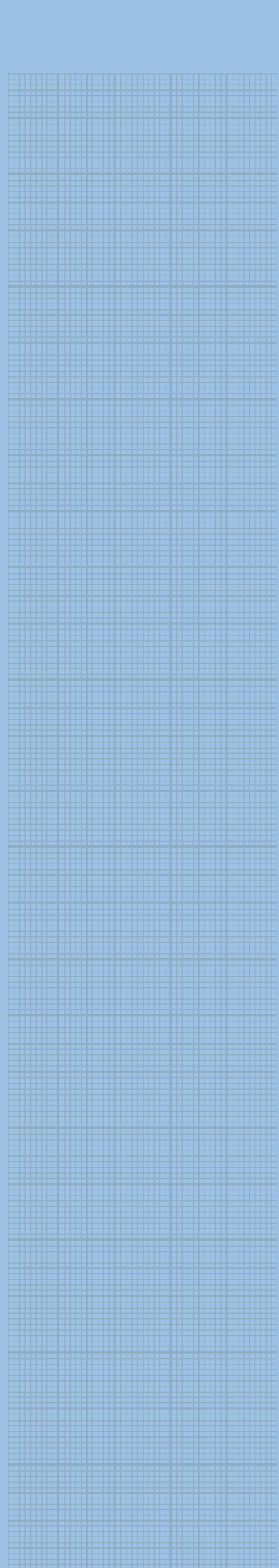
Les propositions budgétaires permettent de dégager une épargne brute de 270.47 M€.

| <i>en M€</i> | BP 2010 | BP 2011 |
|-------------------------------------|------------------|------------------|
| Recettes de fonctionnement | 1 037,530 | 1 050,840 |
| - Dépenses de fonctionnement | 771,419 | 780,372 |
| = Epargne brute | 266,111 | 270,468 |
| - Amortissement de la dette | 95,000 | 80,000 |
| = Epargne nette | 171,111 | 190,468 |

Déduction faite de l'amortissement de la dette, plus de 190 M€ viendront ainsi autofinancer l'effort d'investissement annuel.

Le maintien de l'autofinancement et des diverses recettes de la section conduisent à un emprunt d'équilibre de 219 974 860 € à comparer aux 252 515 000 € de l'exercice précédent.

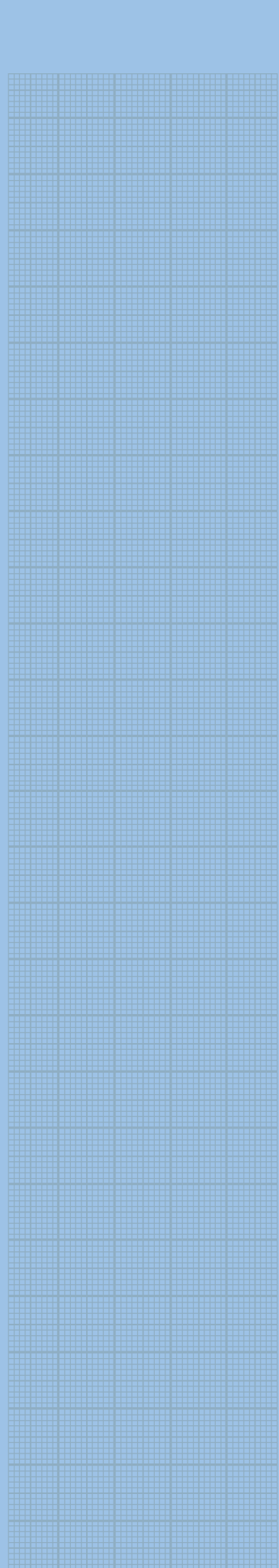
| <i>en M€</i> | BP 2010 | BP 2011 |
|--|----------------|----------------|
| Dépenses d'investissement (hors amortissement de la dette) | 540,516 | 527,223 |
| Epargne nette | 171,111 | 190,468 |
| Recettes d'investissement | 116,890 | 116,780 |
| Emprunt de l'exercice | 252,515 | 219,975 |

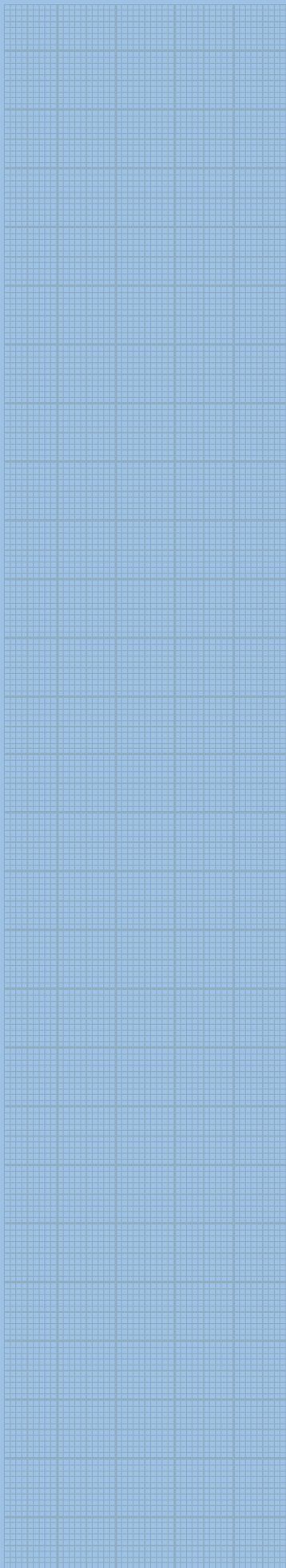


En conclusion, je vous propose :

- d'adopter au niveau du chapitre le projet de budget primitif pour 2012 équilibré à 1 234 840 000 € de dépenses et recettes totales en section de fonctionnement et 1 211 223 000 € de dépenses et recettes totales en section d'investissement et comportant des dotations de 577 151 100 € d'autorisations de programme et de 587 474 105 € d'autorisations d'engagement ;
- d'autoriser le Président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel) dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections de fonctionnement et d'investissement ;
- d'autoriser le Président du Conseil Régional à procéder à la réalisation d'emprunts de toute nature, notamment obligataire, dans la limite des montants inscrits au Budget de l'exercice, soit 219 974 860 € (hors opérations de gestion active de la dette), les emprunts contractés devant avoir une durée inférieure ou égale à 30 ans (fixes, indexés ou autres) ni quant aux modalités de mobilisation et de remboursement (amortissement constant, in fine ou différé, remboursement anticipé...);
- d'autoriser, à cet effet, le Président du Conseil Régional à signer les actes, contrats et avenants nécessaires ;
- de donner délégation au Président pour conclure toute opération de marché jugée opportune dans le cadre de la gestion de la dette régionale, dans le respect des dispositions règlementaires en vigueur, dans la limite des montants et durées des emprunts existants ou contractés au cours de l'exercice 2012 et à l'exclusion des montages impliquant un risque financier lié aux cours de devises ou de matières premières, conformément à la charte régionale de déontologie financière ;
- de donner délégation au Président du Conseil Régional pour contracter et signer des conventions de lignes de trésorerie dans la limite de 250 000 000 € ;
- d'affecter une autorisation de programme de 2 000 000 € imputée sur le programme n° 15002 « Investissements immobiliers » ;
- d'affecter une autorisation de programme pour un montant de 600 000 euros pour la prise en charge des dépenses d'investissement relatives au programme n°380 « Etudes préalables » ;
- d'affecter une autorisation d'engagement pour un montant de 35 000 euros pour la prise en charge des dépenses de fonctionnement relatives au programme n°380 « Etudes préalables » ;
- d'adopter comme suit les indemnités des membres du jury de concours applicables à compter du 1^{er} février 2012 :
 - 505 euros pour la demi- journée et 910 euros pour une journée pour les organismes non assujettis à la TVA,
 - 505 euros TTC pour la demi- journée et 910 euros TTC pour une journée pour les organismes assujettis à la TVA.







BUDGET PRIMITIF

Annexes

2012

Région des Pays de la Loire

l'esprit grand ouvert



Région

PAYS DE LA LOIRE

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|---|----------------------------|----------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------------|--------------|
| | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total |
| Développement et activités économiques, Enseignement supérieur, Recherche et innovation | 132 626 500 | 32 680 693 | 165 307 193 | 191 195 000 | 32 819 000 | 224 014 000 | 44,2% | 0,4% | 35,5% |
| Développement industriel et innovation | 26 860 000 | 5 828 357 | 32 688 357 | 30 100 000 | 4 683 000 | 34 783 000 | 12,1% | -19,7% | 6,4% |
| 131 Fonds d'appui à la performance industrielle et au parcours d'innovation des entreprises | 3 350 000 | | 3 350 000 | 4 500 000 | | 4 500 000 | 34,3% | | 34,3% |
| 137 Animation économique et expertises industrielles | | 1 013 157 | 1 013 157 | | 783 000 | 783 000 | | -22,7% | -22,7% |
| 293 Fonds d'appui à l'innovation, aux filières et à l'énergie | 17 910 000 | 4 815 200 | 22 725 200 | 20 000 000 | 3 650 000 | 23 650 000 | 11,7% | -24,2% | 4,1% |
| 401 Démocratie sociale régionale - expertise au profit des entreprises en difficulté | | | | | 50 000 | | | | |
| 316 Fonds d'intervention territorial | 5 600 000 | | 5 600 000 | 5 600 000 | | 5 600 000 | | | |
| 393 Synapse | | | | | 200 000 | 200 000 | | | |
| Fonds d'investissement des Pays de la Loire | 10 500 000 | | 10 500 000 | 20 000 000 | | 20 000 000 | 90,5% | | 90,5% |
| 136 Renforcement des fonds propres - fonds partenariaux | 5 500 000 | | 5 500 000 | 4 400 000 | | 4 400 000 | -20,0% | | -20,0% |
| 374 Renforcement des fonds propres - avances régionales | 5 000 000 | | 5 000 000 | 14 100 000 | | 14 100 000 | 182,0% | | 182,0% |
| 394 Fonds Pêche | | | | 1 500 000 | | 1 500 000 | | | |
| Economie de proximité et création d'entreprises | 5 710 000 | 1 510 000 | 7 220 000 | 5 510 000 | 1 620 000 | 7 130 000 | -3,5% | 7,3% | -1,2% |
| 129 Aides à la création d'entreprises | 4 000 000 | | 4 000 000 | 3 600 000 | | 3 600 000 | -10,0% | | -10,0% |
| 307 Fonds de soutien à l'artisanat, aux Métiers d'Art et au commerce | 1 310 000 | 640 000 | 1 950 000 | 1 310 000 | 640 000 | 1 950 000 | | | |
| 308 Fonds de soutien aux entreprises de l'économie Sociale et Solidaire | 400 000 | 300 000 | 700 000 | 600 000 | 400 000 | 1 000 000 | 50,0% | 33,3% | 42,9% |
| 309 Animation économique et expertises pour l'économie de proximité et la création d'entreprises | | 570 000 | 570 000 | | 580 000 | 580 000 | | 1,8% | 1,8% |
| Pêche maritime et aquaculture | 3 450 000 | 730 000 | 4 180 000 | 3 500 000 | 700 000 | 4 200 000 | 1,4% | -4,1% | 0,5% |
| 192 Pêche maritime | 800 000 | 100 000 | 900 000 | 400 000 | 100 000 | 500 000 | -50,0% | | -44,4% |
| 193 Aquaculture | 1 500 000 | | 1 500 000 | 1 350 000 | | 1 350 000 | -10,0% | | -10,0% |
| 1101 Actions communes en faveur des filières pêche et aquaculture | 650 000 | 530 000 | 1 180 000 | 1 250 000 | 500 000 | 1 750 000 | 92,3% | -5,7% | 48,3% |
| 1100 Qualité et commercialisation des produits de la mer | 500 000 | 100 000 | 600 000 | 500 000 | 100 000 | 600 000 | | | |
| Alimentation et agriculture | 14 700 000 | 5 500 000 | 20 200 000 | 15 100 000 | 5 500 000 | 20 600 000 | 2,7% | | 2,0% |
| 113 Alimentation, qualité et industrie agro-alimentaire | 8 600 000 | 1 700 000 | 10 300 000 | 8 650 000 | 1 550 000 | 10 200 000 | 0,6% | -8,8% | -1,0% |
| 114 Economie de proximité et relations agriculture, alimentation et territoire | 1 500 000 | 2 450 000 | 3 950 000 | 1 600 000 | 2 300 000 | 3 900 000 | 6,7% | -6,1% | -1,3% |
| 310 Agriculture et développement durable | 4 600 000 | 1 350 000 | 5 950 000 | 4 850 000 | 1 650 000 | 6 500 000 | 5,4% | 22,2% | 9,2% |
| Enseignement supérieur | 10 265 000 | 2 010 000 | 12 275 000 | 12 000 000 | 1 680 000 | 13 680 000 | 16,9% | -16,4% | 11,4% |
| 356 Contrat Etat-Région : investissements | 5 265 000 | | 5 265 000 | 6 000 000 | | 6 000 000 | 14,0% | | 14,0% |
| 357 Investissements immobiliers et équipements pédagogiques | 5 000 000 | | 5 000 000 | 6 000 000 | | 6 000 000 | 20,0% | | 20,0% |
| 185 Accès à tous les savoirs | | 330 000 | 330 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| 355 Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur et soutien aux initiatives des acteurs de la vie étudiante | | 1 680 000 | 1 680 000 | | 1 680 000 | 1 680 000 | | | |
| Recherche | 43 289 500 | 11 965 000 | 55 254 500 | 37 835 000 | 12 156 000 | 49 991 000 | -12,6% | 1,6% | -9,5% |
| 1400 Grands équipements structurants et équipements de centres de recherche | 31 124 500 | | 31 124 500 | 20 000 000 | | 20 000 000 | -35,7% | | -35,7% |
| 304 Programmes de recherche régionaux et interrégionaux | 11 585 000 | 3 825 000 | 15 410 000 | 17 285 000 | 3 550 000 | 20 835 000 | 49,2% | -7,2% | 35,2% |
| 1402 Accueil de chercheurs, valorisation, ouverture européenne et internationale | 500 000 | 6 640 000 | 7 140 000 | 500 000 | 7 045 000 | 7 545 000 | | 6,1% | 5,7% |
| 1405 Rayonnement de la science et coordination scientifique | 80 000 | 1 500 000 | 1 580 000 | 50 000 | 1 561 000 | 1 611 000 | -37,5% | 4,1% | 2,0% |

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|---|----------------------------|----------------------------|-------------------|----------------------------|----------------------------|-------------------|----------------------------|----------------------------|---------------|
| | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total |
| Tourisme | 7 125 000 | 3 915 000 | 11 040 000 | 7 150 000 | 4 540 000 | 11 690 000 | 0,4% | 16,0% | 5,9% |
| 79 Animation et promotion des filières du tourisme | | 2 990 000 | 2 990 000 | | 3 200 000 | 3 200 000 | | 7,0% | 7,0% |
| 80 Appui aux territoires d'accueil et d'action touristiques | | 250 000 | 250 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| 226 Aides aux entreprises et acteurs touristiques | 2 775 000 | 580 000 | 3 355 000 | 2 350 000 | 1 250 200 | 3 600 200 | -15,3% | 115,6% | 7,3% |
| 227 Aménagement des itinéraires cyclables et sites publics touristiques | 3 000 000 | 60 000 | 3 060 000 | 3 000 000 | 54 800 | 3 054 800 | | -8,7% | -0,2% |
| 294 Tourisme social et associatif | 1 350 000 | 35 000 | 1 385 000 | 1 800 000 | 35 000 | 1 835 000 | 33,3% | | 32,5% |
| PRI et développement technologique | 10 727 000 | 1 222 336 | 11 949 336 | 60 000 000 | 1 940 000 | 61 940 000 | 459,3% | 58,7% | 418,4% |
| 1404 PRI et développement technologique | 10 727 000 | 1 222 336 | 11 949 336 | 60 000 000 | 1 940 000 | 61 940 000 | 459,3% | 58,7% | 418,4% |
| Stratégie européenne et internationale et coopérations interrégionales | 4 200 000 | 10 434 000 | 14 634 000 | 4 700 000 | 10 483 000 | 15 183 000 | 11,9% | 0,5% | 3,8% |
| Aide à la mobilité internationale | | 4 795 000 | 4 795 000 | | 4 795 000 | 4 795 000 | | | |
| 341 Aide à la mobilité entrante | | 605 000 | 605 000 | | 605 000 | 605 000 | | | |
| 342 Action d'accompagnement de la mobilité entrante | | 30 000 | 30 000 | | 30 000 | 30 000 | | | |
| 38 Aide à la mobilité sortante | | 4 160 000 | 4 160 000 | | 4 160 000 | 4 160 000 | | | |
| Relations Internationales | 700 000 | 1 806 000 | 2 506 000 | 700 000 | 2 136 000 | 2 836 000 | | 18,3% | 13,2% |
| 213 Contrat Etat-Région - Actions internationales | | 395 000 | 395 000 | | 395 000 | 395 000 | | | |
| 230 Actions de coopération décentralisée | | 998 000 | 998 000 | | 998 000 | 998 000 | | | |
| 231 Actions internationales hors coopération décentralisée | | 315 000 | 315 000 | | 645 000 | 645 000 | | 104,8% | 104,8% |
| 274 FRASICOD là-bas (Fonds Régional d'Aide et de Solidarité Internationale pour la COopération et le Développement) | 700 000 | | 700 000 | 700 000 | | 700 000 | | | |
| 275 Aide humanitaire d'urgence | | | | | | | | | |
| 276 FRASICOD ici (Fonds Régional d'Aide et de Solidarité Internationale pour la COopération et le Développement) | | 98 000 | 98 000 | | 98 000 | 98 000 | | | |
| Relations européennes | | 918 000 | 918 000 | | 702 000 | 702 000 | | -23,5% | -23,5% |
| 5 Information et sensibilisation européenne | | 390 000 | 390 000 | | 400 000 | 400 000 | | 2,6% | 2,6% |
| 8 Réseaux régionaux et interrégionaux | | 413 000 | 413 000 | | 207 000 | 207 000 | | -49,9% | -49,9% |
| 353 Programmes européens de coopération | | 115 000 | 115 000 | | 95 000 | 95 000 | | -17,4% | -17,4% |
| 354 Coopérations européennes | | | | | | | | | |
| Internationalisation des entreprises | 3 500 000 | 2 915 000 | 6 415 000 | 4 000 000 | 2 850 000 | 6 850 000 | 14,3% | -2,2% | 6,8% |
| 165 Opérations collectives régionales à l'international | | 2 130 000 | 2 130 000 | | 2 115 000 | 2 115 000 | | -0,7% | -0,7% |
| 166 Fonds régional d'appui à l'exportation | 3 500 000 | | 3 500 000 | 4 000 000 | 85 000 | 4 085 000 | 14,3% | | 16,7% |
| 168 Promotion économique à l'international | | 785 000 | 785 000 | | 650 000 | 650 000 | | -17,2% | -17,2% |

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|---|----------------------------|----------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------------|---------------|
| | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total |
| Emploi, formation professionnelle et métiers de demain | 2 420 000 | 103 792 030 | 106 212 030 | 2 610 000 | 103 701 820 | 106 311 820 | 7,9% | -0,1% | 0,1% |
| Formation professionnelle continue | 2 420 000 | 99 561 030 | 101 981 030 | 2 460 000 | 99 476 820 | 101 936 820 | 1,7% | -0,1% | 0,0% |
| 210 Dépenses d'investissement | 2 420 000 | | 2 420 000 | 2 460 000 | | 2 460 000 | 1,7% | | 1,7% |
| 1000 Information et animation de réseaux | | 1 200 000 | 1 200 000 | | 1 391 500 | 1 391 500 | | 16,0% | 16,0% |
| 1001 Promotion sociale | | 7 300 000 | 7 300 000 | | 4 500 000 | 4 500 000 | | -38,4% | -38,4% |
| 202 Accompagnement des parcours | | 3 600 000 | 3 600 000 | | 3 600 000 | 3 600 000 | | | |
| 203 Actions qualifiantes | | 24 700 000 | 24 700 000 | | 24 605 000 | 24 605 000 | | -0,4% | -0,4% |
| 204 Aides individuelles | | 630 000 | 630 000 | | 680 000 | 680 000 | | 7,9% | 7,9% |
| 207 Rémunération et protection sociale des stagiaires | | 34 030 800 | 34 030 800 | | 32 500 000 | 32 500 000 | | -4,5% | -4,5% |
| 208 Observation, études et communication | | 500 000 | 500 000 | | 300 000 | 300 000 | | -40,0% | -40,0% |
| 209 Ingénierie de formation | | 340 000 | 340 000 | | 430 000 | 430 000 | | 26,5% | 26,5% |
| 269 Validation des acquis de l'expérience | | 400 000 | 400 000 | | 700 000 | 700 000 | | 75,0% | 75,0% |
| 280 Offre de formation territorialisée | | 23 586 830 | 23 586 830 | | 25 970 320 | 25 970 320 | | 10,1% | 10,1% |
| 322 Formation des salariés licenciés économiques | | | | | | | | | |
| 58 Gestion financière de l'ensemble des dépenses de fonctionnement et des rémunérations | | 1 147 000 | 1 147 000 | | 450 000 | 450 000 | | -60,8% | -60,8% |
| 370 Expérimentation formation des détenus | | 2 126 400 | 2 126 400 | | 1 600 000 | 1 600 000 | | -24,8% | -24,8% |
| 371 Dispositif régional de sécurisation des parcours | | | | | | | | | |
| 397 Acquisition et développement des compétences clés | | | | | 2 600 000 | | | | |
| 398 Mobilité internationale | | | | | 150 000 | | | | |
| 372 Sécurisation de l'emploi des salariés par la formation | | | | | | | | | |
| Emploi | | 4 231 000 | 4 231 000 | 150 000 | 4 225 000 | 4 375 000 | | -0,1% | 3,4% |
| 399 Amélioration des conditions de travail | | | | 150 000 | 175 000 | 325 000 | | | |
| 402 Démocratie sociale régionale - études et projets | | | | | 200 000 | | | | |
| 381 Continuité professionnelle | | 4 231 000 | 4 231 000 | | 3 850 000 | 3 850 000 | | -9,0% | -9,0% |
| Finances, personnel, affaires générales, travaux, communication et démocratie | 27 498 666 | 3 186 000 | 30 684 666 | 24 900 000 | 6 569 500 | 31 469 500 | -9,5% | 106,2% | 2,6% |
| Charges de structure et de gestion | 13 812 000 | 2 040 000 | 15 852 000 | 14 100 000 | 5 035 000 | 19 135 000 | 2,1% | 146,8% | 20,7% |
| 250 Schéma Directeur de l'Information | | | | | | | | | |
| 272 Dépenses imprévues | 8 000 000 | 2 000 000 | 10 000 000 | 10 000 000 | 5 000 000 | 15 000 000 | 25,0% | 150,0% | 50,0% |
| 380 Etudes préalables | 600 000 | 40 000 | 640 000 | 600 000 | 35 000 | 635 000 | | -12,5% | -0,8% |
| 15002 Investissements immobiliers | 3 812 000 | | 3 812 000 | 3 500 000 | | 3 500 000 | | -8,2% | -8,2% |
| 15003 Investissements informatiques | 1 400 000 | | 1 400 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| Démocratie et outils de politiques publiques | | 996 000 | 996 000 | 800 000 | 1 384 500 | 2 184 500 | | 39,0% | 119,3% |
| 77 Audiovisuel Régional | | | | | 150 000 | 150 000 | | | |
| 249 Evaluation des politiques publiques | | 140 000 | 140 000 | | 140 000 | 140 000 | | | |
| 251 Fonds Régional d'Intervention, d'Etudes et de Promotion | | 100 000 | 100 000 | | 100 000 | 100 000 | | | |
| 298 Initiatives de proximité | | 450 000 | 450 000 | | 200 000 | 200 000 | | -55,6% | -55,6% |
| 400 Démocratie sociale régionale – appui aux organisations syndicales de salariés | | | | | 175 000 | | | | |
| 378 Aménagement numérique | | | | 800 000 | 100 000 | 900 000 | | | |
| 379 Agenda 21 - coordination | | 306 000 | 306 000 | | 259 500 | 259 500 | | -15,2% | -15,2% |
| 396 Laboratoire des mutations | | | | | 260 000 | 260 000 | | | |
| Gestion des fonds structurels européens | 13 686 666 | 150 000 | 13 836 666 | 10 000 000 | 150 000 | 10 150 000 | -26,9% | | -26,6% |
| 345 Axe Innovation et Economie de la Connaissance | | | | 10 000 000 | | 10 000 000 | | | |
| 346 Axe Accessibilité aux services de transports | 9 353 333 | | 9 353 333 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| 347 Axe Dimension Urbaine | 4 333 333 | | 4 333 333 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| 348 Appui à la Gestion des Fonds Structurels Européens | | 150 000 | 150 000 | | 150 000 | 150 000 | | | |

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|--|----------------------------|----------------------------|-------------------|----------------------------|----------------------------|-------------------|----------------------------|----------------------------|---------------|
| | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total |
| Solidarités, santé, et égalité des droits | 37 717 350 | 49 736 202 | 87 453 552 | 33 857 800 | 50 621 550 | 84 479 350 | -10,2% | 1,8% | -3,4% |
| Logement et cadre de vie | 30 052 350 | 515 000 | 30 567 350 | 27 105 000 | 362 350 | 27 467 350 | -9,8% | -29,6% | -10,1% |
| 283 Habitat et logement social | 5 800 000 | 165 000 | 5 965 000 | 5 800 000 | 162 350 | 5 962 350 | | -1,6% | 0,0% |
| 271 Etablissement public foncier régional | 2 000 000 | 200 000 | 2 200 000 | 2 000 000 | 200 000 | 2 200 000 | | | |
| 325 Logement pour les jeunes | 5 197 350 | 150 000 | 5 347 350 | 5 200 000 | | 5 200 000 | 0,1% | -100,0% | -2,8% |
| 349 Renouvellement urbain | 17 055 000 | | 17 055 000 | 14 105 000 | | 14 105 000 | -17,3% | | -17,3% |
| Solidarités humaines et dynamique sociale | 150 000 | 8 750 000 | 8 900 000 | 1 500 000 | 7 318 000 | 8 818 000 | 900,0% | -16,4% | -0,9% |
| 281 Plan tremplin vers l'emploi | | 3 200 000 | 3 200 000 | | 1 183 000 | 1 183 000 | | -63,0% | -63,0% |
| 360 Solidarité | | | | | | | | | |
| 376 Lutte contre les discriminations / promotion de l'égalité des droits | 100 000 | 550 000 | 650 000 | 100 000 | 645 000 | 745 000 | | 17,3% | 14,6% |
| 388 Autonomie des jeunes | 50 000 | 5 000 000 | 5 050 000 | 1 400 000 | 3 600 000 | 5 000 000 | 2 700,0% | -28,0% | -1,0% |
| 392 Emplois de solidarités | | | | | 1 890 000 | 1 890 000 | | | |
| Santé et qualité de vie | 6 015 000 | 1 180 000 | 7 195 000 | 4 952 800 | 1 775 000 | 6 727 800 | -17,7% | 50,4% | -6,5% |
| 187 Accueil des personnes âgées et handicapées | 1 065 000 | | 1 065 000 | 1 402 800 | | 1 402 800 | 31,7% | | 31,7% |
| 188 Santé publique | 4 950 000 | 1 180 000 | 6 130 000 | 3 550 000 | 1 775 000 | 5 325 000 | -28,3% | 50,4% | -13,1% |
| Formations sanitaires et sociales | 1 500 000 | 39 291 202 | 40 791 202 | 300 000 | 41 166 200 | 41 466 200 | -80,0% | 4,8% | 1,7% |
| 373 Investissement | 1 500 000 | | 1 500 000 | 300 000 | | 300 000 | -80,0% | | -80,0% |
| 258 Bourses sanitaires et sociales | | 3 840 000 | 3 840 000 | | 3 840 000 | 3 840 000 | | | |
| 311 Formations sociales | | 7 020 000 | 7 020 000 | | 7 055 100 | 7 055 100 | | 0,5% | 0,5% |
| 312 Formations sanitaires | | 28 431 202 | 28 431 202 | | 30 271 100 | 30 271 100 | | 6,5% | 6,5% |

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|--|----------------------------|----------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------------|-----------------|
| | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total |
| Infrastructures, transports et déplacements | 192 572 300 | 113 826 200 | 306 398 500 | 81 074 800 | 126 583 400 | 207 658 200 | -57,9% | 11,2% | -32,2% |
| Infrastructures aéroportuaires | | | | | | | | | |
| 247 Infrastructures aéroportuaires | | | | | | | | | |
| Transports | 53 575 500 | 113 811 200 | 167 386 700 | 60 384 000 | 126 583 400 | 186 967 400 | 12,7% | 11,2% | 11,7% |
| 104 Fonctionnement du réseau de transport régional | | 112 655 500 | 112 655 500 | | 125 837 700 | 125 837 700 | | 11,7% | 11,7% |
| 106 Modernisation du parc de matériel roulant régional | 40 300 000 | | 40 300 000 | 44 790 000 | | 44 790 000 | 11,1% | | 11,1% |
| 221 Points d'arrêt et investissements en faveur de l'intermodalité | 10 625 500 | | 10 625 500 | 12 094 000 | | 12 094 000 | 13,8% | | 13,8% |
| 270 Soutien aux transports collectifs en sites propres (TCSP) | 2 650 000 | | 2 650 000 | 3 500 000 | | 3 500 000 | 32,1% | | 32,1% |
| 359 Multimodalité et solutions innovantes | | 1 155 700 | 1 155 700 | | 745 700 | 745 700 | | -35,5% | -35,5% |
| Grand Port Maritime de Nantes-Saint Nazaire | 7 000 000 | | 7 000 000 | 5 000 000 | | 5 000 000 | -28,6% | | -28,6% |
| 246 Grand Port Maritime de Nantes-Saint Nazaire | 7 000 000 | | 7 000 000 | 5 000 000 | | 5 000 000 | -28,6% | | -28,6% |
| Infrastructures ferroviaires | 131 996 800 | | 131 996 800 | 12 100 800 | | 12 100 800 | -90,8% | | -90,8% |
| 107 Infrastructures ferroviaires | 131 996 800 | | 131 996 800 | 12 100 800 | | 12 100 800 | -90,8% | | -90,8% |
| Communications routières | | 15 000 | 15 000 | 3 590 000 | | 3 590 000 | | -100,0% | 23833,3% |
| 290 CERProgrammes complémentaires | | | | | | | | | |
| 305 Désenclavement urbain et rural | | | | 3 590 000 | | 3 590 000 | | | |
| 324 Etudes, information | | 15 000 | 15 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| Aménagement du territoire et environnement | 67 153 578 | 6 564 476 | 73 718 054 | 67 121 000 | 6 587 000 | 73 708 000 | 0,0% | 0,3% | 0,0% |
| Environnement | 23 134 000 | 5 261 043 | 28 395 043 | 22 885 000 | 5 072 000 | 27 957 000 | -1,1% | -3,6% | -1,5% |
| 266 Préservation de la biodiversité et éducation à l'environnement | 4 229 000 | 3 555 000 | 7 784 000 | 4 635 000 | 3 550 000 | 8 185 000 | 9,6% | -0,1% | 5,2% |
| 268 Axe Ligérien | 2 855 000 | 877 500 | 3 732 500 | 1 750 000 | 830 000 | 2 580 000 | -38,7% | -5,4% | -30,9% |
| 285 Maîtrise de l'énergie | 11 520 000 | 381 543 | 11 901 543 | 11 000 000 | 382 000 | 11 382 000 | -4,5% | 0,1% | -4,4% |
| 286 Gestion de l'eau dans les bassins versants | 3 800 000 | 177 000 | 3 977 000 | 5 000 000 | 140 000 | 5 140 000 | 31,6% | -20,9% | 29,2% |
| 389 Déchets et qualité de l'air | 730 000 | 270 000 | 1 000 000 | 500 000 | 170 000 | 670 000 | -31,5% | -37,0% | -33,0% |
| Développement Territorial | 44 019 578 | 1 303 433 | 45 323 011 | 44 236 000 | 1 515 000 | 45 751 000 | 0,5% | 16,2% | 0,9% |
| 265 Développement et animation des territoires | 43 409 578 | 456 675 | 43 866 253 | 43 716 000 | 210 000 | 43 926 000 | 0,7% | -54,0% | 0,1% |
| 301 Observation régionale - Etudes et expertises | | 736 758 | 736 758 | | 1 215 000 | 1 215 000 | | 64,9% | 64,9% |
| 344 Information géographique régionale | 610 000 | 110 000 | 720 000 | 520 000 | 90 000 | 610 000 | -14,8% | -18,2% | -15,3% |

AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET D'ENGAGEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|---|----------------------------|----------------------------|----------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------|----------------------------|----------------------------|---------------|
| | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total | Autorisations de Programme | Autorisations d'Engagement | Total |
| Culture, sport, jeunesse, et éducation populaire | 28 182 000 | 26 670 000 | 54 852 000 | 17 770 000 | 27 090 000 | 44 860 000 | -36,9% | 1,6% | -18,2% |
| Action culturelle | 2 650 000 | 15 990 000 | 18 640 000 | 3 150 000 | 16 355 000 | 19 505 000 | 18,9% | 2,3% | 4,6% |
| 199 Livre et lecture | 160 000 | 1 302 000 | 1 462 000 | 160 000 | 1 392 000 | 1 552 000 | | 6,9% | 6,2% |
| 315 Arts visuels | 1 140 000 | 1 636 000 | 2 776 000 | 1 640 000 | 1 496 000 | 3 136 000 | 43,9% | -8,6% | 13,0% |
| 74 Actions territoriales | 1 350 000 | 1 248 000 | 2 598 000 | 1 350 000 | 1 378 000 | 2 728 000 | | 10,4% | 5,0% |
| 198 Arts de la scène | | 11 804 000 | 11 804 000 | | 12 089 000 | 12 089 000 | | 2,4% | 2,4% |
| Patrimoine | 20 112 000 | 2 150 000 | 22 262 000 | 7 000 000 | 2 430 000 | 9 430 000 | -65,2% | 13,0% | -57,6% |
| 197 Patrimoine | 20 112 000 | 2 150 000 | 22 262 000 | 7 000 000 | 2 430 000 | 9 430 000 | -65,2% | 13,0% | -57,6% |
| Politique sportive régionale | 2 370 000 | 7 010 000 | 9 380 000 | 2 620 000 | 6 780 000 | 9 400 000 | 10,5% | -3,3% | 0,2% |
| 259 Equipements et autres centres d'accueil sportifs | 1 680 000 | 540 000 | 2 220 000 | 1 930 000 | 440 000 | 2 370 000 | 14,9% | -18,5% | 6,8% |
| 287 Sport de haut niveau | 280 000 | 3 200 000 | 3 480 000 | 280 000 | 3 070 000 | 3 350 000 | | -4,1% | -3,7% |
| 288 Sport pour tous | 410 000 | 3 270 000 | 3 680 000 | 410 000 | 3 270 000 | 3 680 000 | | | |
| Equipements structurants d'intérêt régional | 3 000 000 | | 3 000 000 | 5 000 000 | | 5 000 000 | 66,7% | | 66,7% |
| 92 Equipements structurants d'intérêt régional | 3 000 000 | | 3 000 000 | 5 000 000 | | 5 000 000 | 66,7% | | 66,7% |
| Vie associative, jeunesse et citoyenneté | 50 000 | 1 520 000 | 1 570 000 | | 1 525 000 | 1 525 000 | -100,0% | 0,3% | -2,9% |
| 390 Jeunesse, éducation populaire | 50 000 | 1 520 000 | 1 570 000 | | 1 525 000 | 1 525 000 | -100,0% | 0,3% | -2,9% |
| Education et apprentissage | 146 462 500 | 213 585 270 | 360 047 770 | 153 922 500 | 223 018 835 | 376 941 335 | 5,1% | 4,4% | 4,7% |
| Apprentissage | 16 000 000 | 137 760 000 | 153 760 000 | 14 000 000 | 143 490 000 | 157 490 000 | -12,5% | 4,2% | 2,4% |
| 191 Dépenses d'investissements | 16 000 000 | | 16 000 000 | 14 000 000 | | 14 000 000 | -12,5% | | -12,5% |
| 189 Fonctionnement du dispositif | | 84 800 000 | 84 800 000 | | 88 770 000 | 88 770 000 | | 4,7% | 4,7% |
| 190 Mesures en faveur des apprentis | | 13 700 000 | 13 700 000 | | 14 080 000 | 14 080 000 | | 2,8% | 2,8% |
| 244 Aides aux employeurs d'apprentis | | 36 000 000 | 36 000 000 | | 37 160 000 | 37 160 000 | | 3,2% | 3,2% |
| 255 Olympiades des métiers | | 910 000 | 910 000 | | 700 000 | 700 000 | | -23,1% | -23,1% |
| 386 Ingénierie | | 600 000 | 600 000 | | 600 000 | 600 000 | | | |
| 387 Etudes et promotions | | 350 000 | 350 000 | | 300 000 | 300 000 | | -14,3% | -14,3% |
| 323 Actions éducatives | | 1 400 000 | 1 400 000 | | 1 880 000 | 1 880 000 | | 34,3% | 34,3% |
| Enseignement secondaire | 130 462 500 | 75 825 270 | 206 287 770 | 139 922 500 | 79 528 835 | 219 451 335 | 7,3% | 4,9% | 6,4% |
| 330 Fonctionnement des E.P.L.E. | | 30 874 790 | 30 874 790 | 200 000 | 33 056 055 | 33 256 055 | | 7,1% | 7,7% |
| 331 Travaux dans les E.P.L.E. | 91 000 000 | | 91 000 000 | 95 115 000 | | 95 115 000 | 4,5% | | 4,5% |
| 332 Equipements des E.P.L.E. | 9 350 000 | | 9 350 000 | 9 800 000 | | 9 800 000 | 4,8% | | 4,8% |
| 334 Informatisation des lycées publics et privés | 8 717 500 | 95 000 | 8 812 500 | 7 235 000 | 55 000 | 7 290 000 | -17,0% | -42,1% | -17,3% |
| 335 Fonctionnement des établissements privés sous contrat d'association | | 30 543 180 | 30 543 180 | | 32 584 980 | 32 584 980 | | 6,7% | 6,7% |
| 336 Subventions d'investissement aux établissements privés sous contrat d'association | 16 850 000 | | 16 850 000 | 22 977 500 | | 22 977 500 | 36,4% | | 36,4% |
| 337 Etudes et promotions | 400 000 | 180 000 | 580 000 | 50 000 | 160 000 | 210 000 | -87,5% | -11,1% | -63,8% |
| 338 Aides sociales | 1 645 000 | 7 540 000 | 9 185 000 | 1 745 000 | 7 924 400 | 9 669 400 | 6,1% | 5,1% | 5,3% |
| 339 Actions éducatives | | 4 892 300 | 4 892 300 | | 4 048 400 | 4 048 400 | | -17,2% | -17,2% |
| 351 Fonds annuel d'intervention - Espaces Régionaux | 2 500 000 | 1 700 000 | 4 200 000 | 2 800 000 | 1 700 000 | 4 500 000 | 12,0% | | 7,1% |
| Total | 638 832 894 | 560 474 871 | 1 199 307 765 | 577 151 100 | 587 474 105 | 1 164 625 205 | -9,7% | 4,8% | -2,9% |

CREDITS DE PAIEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|---|----------------------|-------------------|--------------------|----------------------|-------------------|--------------------|----------------|----------------|---------------|
| | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total |
| Développement et activités économiques, enseignement supérieur, recherche et innovation | 126 690 000 | 33 344 000 | 160 034 000 | 134 346 828 | 28 098 380 | 162 395 208 | 6,0% | -15,7% | 1,5% |
| Développement industriel et innovation | 22 867 000 | 5 817 000 | 28 684 000 | 26 450 000 | 4 447 000 | 30 847 000 | 15,7% | -23,6% | 7,5% |
| 128 Aides aux infrastructures industrielles (avances remboursables) | 6 000 | | 6 000 | 6 774 | | 6 774 | 12,9% | | 12,9% |
| 131 Fonds d'appui à la performance industrielle et au parcours d'innovation des entreprises | 3 169 000 | | 3 169 000 | 3 875 883 | | 3 875 883 | 22,3% | | 22,3% |
| 137 Animation économique et expertises industrielles | | 983 000 | 983 000 | | 731 760 | 731 760 | | -25,6% | -25,6% |
| 401 Démocratie sociale régionale - expertise au profit des entreprises en difficulté | | | | | 50 000 | | | | |
| 293 Fonds d'appui à l'innovation, aux filières et à l'énergie | 16 792 000 | 4 834 000 | 21 626 000 | 18 170 000 | 3 465 240 | 21 635 240 | 8,2% | -28,3% | 0,0% |
| 316 Fonds d'intervention territoriale | 2 900 000 | | 3 700 000 | 4 397 343 | | 4 397 343 | 51,6% | | 18,8% |
| 393 Synapse | | | | | 200 000 | 200 000 | | | |
| Fonds d'investissement des Pays de la Loire | 14 272 500 | | 14 272 500 | 8 010 900 | | 8 010 900 | -43,9% | | -43,9% |
| 136 Renforcement des fonds propres - fonds partenariaux | 6 272 500 | | 6 272 500 | 5 010 900 | | 5 010 900 | -20,1% | | -20,1% |
| 374 Renforcement des fonds propres - avances régionales | 8 000 000 | | 8 000 000 | 2 000 000 | | 2 000 000 | -75,0% | | -75,0% |
| 394 Fonds Pêche | | | | 1 000 000 | | 1 000 000 | | | |
| Economie de proximité et création d'entreprises | 4 528 000 | 1 404 000 | 5 932 000 | 4 524 100 | 1 550 000 | 6 074 100 | -0,1% | 10,4% | 2,4% |
| 129 Aides à la création d'entreprises | 3 459 500 | | 3 459 500 | 2 990 256 | | 2 990 256 | -13,6% | | -13,6% |
| 307 Fonds de soutien à l'artisanat, aux Métiers d'Art et au commerce | 701 000 | 597 000 | 1 298 000 | 1 073 844 | 595 000 | 1 668 844 | 53,2% | -0,3% | 28,6% |
| 308 Fonds de soutien aux entreprises de l'économie Sociale et Solidaire | 367 500 | 242 000 | 609 500 | 460 000 | 365 000 | 825 000 | 25,2% | 50,8% | 35,4% |
| 309 Animation économique et expertises pour l'économie de proximité et la création d'entreprises | | 565 000 | 565 000 | | 590 000 | 590 000 | | 4,4% | 4,4% |
| Pêche maritime et aquaculture | 3 000 000 | 610 000 | 3 610 000 | 2 120 000 | 400 000 | 2 520 000 | -29,3% | -34,4% | -30,2% |
| 1100 Qualité et commercialisation des produits de la mer | 800 000 | 75 000 | 875 000 | 400 000 | 40 000 | 440 000 | -50,0% | -46,7% | -49,7% |
| 1101 Actions communes en faveur des filières pêche et aquaculture | 300 000 | 455 000 | 755 000 | 500 000 | 329 000 | 829 000 | 66,7% | -27,7% | 9,8% |
| 192 Pêche maritime | 500 000 | 80 000 | 580 000 | 500 000 | 30 000 | 530 000 | | -62,5% | -8,6% |
| 193 Aquaculture | 1 312 000 | | 1 312 000 | 700 000 | | 700 000 | -46,6% | | -46,6% |
| 194 Aménagement et gestion des milieux halieutiques et aquacoles | 88 000 | | 88 000 | 20 000 | 1 000 | 21 000 | -77,3% | | -76,1% |
| Alimentation et agriculture | 13 700 000 | 5 200 000 | 18 900 000 | 14 000 000 | 4 300 000 | 18 300 000 | 2,2% | -17,3% | -3,2% |
| 110 Renouvellement des actifs agricoles | | 451 000 | 451 000 | | 105 000 | 105 000 | | -76,7% | -76,7% |
| 111 Recherche et innovation agricole et agro-alimentaire | 1 900 000 | 125 000 | 2 025 000 | 1 500 000 | 66 000 | 1 566 000 | -21,1% | -47,2% | -22,7% |
| 112 Environnement et agriculture | 2 000 000 | 90 000 | 2 090 000 | 2 000 000 | 100 000 | 2 100 000 | | 11,1% | 0,5% |
| 113 Alimentation, qualité et industrie agro-alimentaire | 4 600 000 | 1 350 000 | 5 950 000 | 4 200 000 | 1 200 000 | 5 400 000 | -8,7% | -11,1% | -9,2% |
| 114 Economie de proximité et relations agriculture, alimentation et territoire | 1 700 000 | 1 684 000 | 3 384 000 | 2 000 000 | 1 500 000 | 3 500 000 | 17,6% | -10,9% | 3,4% |
| 310 Agriculture et développement durable | 3 500 000 | 1 500 000 | 5 000 000 | 4 300 000 | 1 329 000 | 5 629 000 | 22,9% | -11,4% | 12,6% |
| Enseignement supérieur | 14 436 000 | 2 357 000 | 16 793 000 | 18 900 000 | 1 200 692 | 20 100 692 | 30,9% | -49,1% | 19,7% |
| 184 Contrat Etat-Région-Investissements Immobiliers | 2 926 000 | | 2 926 000 | 2 389 722 | | 2 389 722 | -18,3% | | -18,3% |
| 185 Accès à tous les savoirs | | 357 000 | 357 000 | | 200 692 | 200 692 | | -43,8% | -43,8% |
| 228 Contrat Etat-Région - Investissements (fonds de concours) | 23 000 | | 23 000 | 469 773 | | 469 773 | 1942,5% | | 1942,5% |
| 355 Fonctionnement des établissements d'enseignement supérieur et soutien aux initiatives des acteurs de la vie étudiante | | 2 000 000 | 2 000 000 | | 1 000 000 | 1 000 000 | | -50,0% | -50,0% |
| 356 Contrat Etat-Région : investissements | 2 457 000 | | 2 457 000 | 6 587 473 | | 6 587 473 | 168,1% | | 168,1% |
| 357 Investissements immobiliers et équipements pédagogiques | 6 497 000 | | 6 497 000 | 8 550 000 | | 8 550 000 | 31,6% | | 31,6% |
| 68 Investissements Immobiliers | 2 504 000 | | 2 504 000 | 903 032 | | 903 032 | -63,9% | | -63,9% |
| 69 Investissements en matériel pédagogiques, informatiques et multimédias | 29 000 | | 29 000 | | | | -100,0% | | -100,0% |

CREDITS DE PAIEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|---|----------------------|-------------------|-------------------|----------------------|-------------------|-------------------|----------------|----------------|---------------|
| | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total |
| Recherche | 32 269 000 | 12 784 000 | 45 053 000 | 32 216 828 | 10 055 688 | 42 272 516 | -0,2% | -21,3% | -6,2% |
| 1400 Grands équipements structurants et équipements de centres de recherche | 20 032 000 | | 20 032 000 | 23 704 591 | | 23 704 591 | 18,3% | | 18,3% |
| 304 Programmes de recherche régionaux et interrégionaux | 11 752 000 | 4 574 000 | 16 326 000 | 8 277 237 | 3 455 060 | 11 732 297 | -29,6% | -24,5% | -28,1% |
| 1402 Accueil de chercheurs, valorisation, ouverture européenne et internationale | 445 000 | 6 063 000 | 6 508 000 | 235 000 | 5 400 628 | 5 635 628 | -47,2% | -10,9% | -13,4% |
| 1405 Rayonnement de la science et coordination scientifique | 40 000 | 2 147 000 | 2 187 000 | | 1 200 000 | 1 200 000 | -100,0% | -44,1% | -45,1% |
| Tourisme | 8 001 000 | 4 009 000 | 12 010 000 | 7 500 000 | 4 440 000 | 11 940 000 | -6,3% | 10,8% | -0,6% |
| 226 Aides aux entreprises et acteurs touristiques | 3 031 000 | 603 000 | 3 634 000 | 2 250 000 | 902 000 | 3 152 000 | -25,8% | 49,6% | -13,3% |
| 227 Aménagement des itinéraires cyclables et sites publics touristiques | 3 970 000 | 51 000 | 4 021 000 | 3 750 000 | 40 500 | 3 790 500 | -5,5% | -20,6% | -5,7% |
| 294 Tourisme social et associatif | 1 000 000 | 35 000 | 1 035 000 | 1 500 000 | 35 000 | 1 535 000 | 50,0% | | 48,3% |
| 79 Animation et promotion des filières du tourisme | | 2 990 000 | 2 990 000 | | 3 350 000 | 3 350 000 | | 12,0% | 12,0% |
| 80 Appui aux territoires d'accueil et d'action touristiques | | 330 000 | 330 000 | | 112 500 | 112 500 | | -65,9% | -65,9% |
| PRI et développement technologique | 13 616 500 | 1 163 000 | 14 779 500 | 20 625 000 | 1 705 000 | 22 330 000 | 51,5% | 46,6% | 51,1% |
| 1404 PRI et développement technologique | 13 616 500 | 1 163 000 | 14 779 500 | 20 625 000 | 1 705 000 | 22 330 000 | 51,5% | 46,6% | 51,1% |
| Stratégie européenne et internationale et coopérations interrégionales | 3 755 000 | 10 029 000 | 13 784 000 | 4 230 000 | 9 289 000 | 13 519 000 | 12,6% | -7,4% | -1,9% |
| Internationalisation des entreprises | 3 200 000 | 2 919 000 | 6 119 000 | 3 630 000 | 2 600 000 | 6 230 000 | 13,4% | -10,9% | 1,8% |
| 165 Opérations collectives régionales à l'international | | 2 100 000 | 2 100 000 | | 1 915 000 | 1 915 000 | | -8,8% | -8,8% |
| 166 Fonds régional d'appui à l'exportation | 3 200 000 | 34 000 | 3 234 000 | 3 630 000 | 85 000 | 3 715 000 | 13,4% | 150,0% | 14,9% |
| 168 Promotion économique à l'international | | 785 000 | 785 000 | | 600 000 | 600 000 | | -23,6% | -23,6% |
| Relations européennes | | 874 000 | 874 000 | | 605 000 | 605 000 | | -30,8% | -30,8% |
| 353 Programmes européens de coopération | | 140 000 | 140 000 | | 80 000 | 80 000 | | -42,9% | -42,9% |
| 354 Coopérations européennes | | 19 000 | 19 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| 5 Information et sensibilisation européenne | | 347 000 | 347 000 | | 175 000 | 175 000 | | -49,6% | -49,6% |
| 8 Réseaux régionaux et interrégionaux | | 368 000 | 368 000 | | 350 000 | 350 000 | | -4,9% | -4,9% |
| Relations Internationales | 555 000 | 1 598 000 | 2 153 000 | 600 000 | 1 884 000 | 2 484 000 | 8,1% | 17,9% | 15,4% |
| 213 Contrat Etat-Région - Actions internationales | | 445 000 | 445 000 | | 350 000 | 350 000 | | -21,3% | -21,3% |
| 230 Actions de coopération décentralisée | | 800 000 | 800 000 | | 900 000 | 900 000 | | 12,5% | 12,5% |
| 231 Actions internationales hors coopération décentralisée | | 265 000 | 265 000 | | 550 000 | 550 000 | | 107,5% | 107,5% |
| 274 FRASICOD là-bas (Fonds régional d'aide et de solidarité internationale pour la coopération et le développement) | 555 000 | | 555 000 | 600 000 | | 600 000 | 8,1% | | 8,1% |
| 276 FRASICOD ici (Fonds Régional d'Aide et de Solidarité Internationale pour la COopération et le développement) | | 88 000 | 88 000 | | 84 000 | 84 000 | | -4,5% | -4,5% |
| Aide à la mobilité internationale | | 4 638 000 | 4 638 000 | | 4 200 000 | 4 200 000 | | -9,4% | -9,4% |
| 341 Aide à la mobilité entrante | | 536 500 | 536 500 | | 507 427 | 507 427 | | -5,4% | -5,4% |
| 342 Action d'accompagnement de la mobilité entrante | | 15 500 | 15 500 | | 25 500 | 25 500 | | 64,5% | 64,5% |
| 38 Aide à la mobilité sortante | | 4 086 000 | 4 086 000 | | 3 667 073 | 3 667 073 | | -10,3% | -10,3% |

CREDITS DE PAIEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|---|----------------------|--------------------|--------------------|----------------------|--------------------|--------------------|----------------|----------------|-------------|
| | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total |
| Emploi, formation professionnelle et metiers de demain | 2 307 000 | 121 448 000 | 123 755 000 | 4 530 730 | 121 145 548 | 125 476 278 | 96,4% | -0,2% | 1,4% |
| Emploi | | 1 792 000 | 1 792 000 | | 2 795 000 | 2 595 000 | | 56,0% | 44,8% |
| 381 Continuité professionnelle | | 1 792 000 | 1 792 000 | | 2 507 500 | 2 507 500 | | 53,2% | 53,2% |
| 402 Démocratie sociale régionale - études et projets | | | | | 200 000 | | | | |
| 399 Amélioration des conditions de travail | | | | | 87 500 | 87 500 | | | |
| Formation professionnelle continue | 2 307 000 | 119 656 000 | 121 963 000 | 4 530 730 | 118 350 548 | 122 881 278 | 96,4% | -1,1% | 0,8% |
| 1000 Information et animation de réseaux | | 1 188 000 | 1 188 000 | | 1 391 500 | 1 391 500 | | 17,1% | 17,1% |
| 1001 Promotion sociale | | 6 929 500 | 6 929 500 | | 5 720 000 | 5 720 000 | | -17,5% | -17,5% |
| 202 Accompagnement des parcours | | 3 055 000 | 3 055 000 | | 3 160 500 | 3 160 500 | | 582,1% | 3,5% |
| 203 Actions qualifiantes | | 20 544 000 | 20 544 000 | | 20 838 000 | 20 838 000 | | -97,5% | 1,4% |
| 204 Aides individuelles | | 595 000 | 595 000 | | 517 000 | 517 000 | | -94,5% | -13,1% |
| 205 Développement des compétences pour l'entreprise | | 593 000 | 593 000 | | 32 500 | 32 500 | | 5154,3% | -94,5% |
| 207 Rémunération et protection sociale des stagiaires | | 32 745 000 | 32 745 000 | | 31 158 200 | 31 158 200 | | -98,5% | -4,8% |
| 208 Observation, études et communication | | 469 000 | 469 000 | | 484 930 | 484 930 | | -26,1% | 3,4% |
| 209 Ingénierie de formation | | 695 000 | 695 000 | | 346 561 | 346 561 | | -100,0% | -50,1% |
| 210 Dépenses d'investissement | 2 307 000 | | 2 307 000 | 4 530 730 | | 4 530 730 | 96,4% | | 96,4% |
| 269 Validation des acquis de l'expérience | | 411 000 | 411 000 | | 470 629 | 470 629 | | 5324,5% | 14,5% |
| 280 Offre de formation territorialisée | | 21 303 000 | 21 303 000 | | 22 294 664 | 22 294 664 | | 4,7% | 4,7% |
| 322 Formation des salariés licenciés économiques | | 375 000 | 375 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| 370 Expérimentation formation des détenus | | 1 425 500 | 1 425 500 | | 1 500 000 | 1 500 000 | | 5,2% | 5,2% |
| 371 Dispositif régional de sécurisation des parcours | | 27 500 000 | 27 500 000 | | 28 473 564 | 28 473 564 | | 3,5% | 3,5% |
| 372 sécurisation de l'emploi des salariés par la formation | | 881 000 | 881 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| 397 Acquisition et développement des compétences clés | | | | | 780 000 | 780 000 | | | |
| 398 Mobilité internationale | | | | | 75 000 | 75 000 | | | |
| 58 Gestion financière de l'ensemble des dépenses de fonctionnement et des rémunérations | | 947 000 | 947 000 | | 1 107 500 | 1 107 500 | | 16,9% | 16,9% |

CREDITS DE PAIEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|--|----------------------|--------------------|--------------------|----------------------|--------------------|--------------------|----------------|----------------|---------------|
| | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total |
| Finances, personnel, affaires générales, travaux, communication et démocratie | 129 611 000 | 198 548 000 | 328 159 000 | 112 361 000 | 196 519 370 | 308 880 370 | -13,3% | -1,0% | -5,9% |
| Dépenses de l'institution | 101 850 000 | 197 563 000 | 299 413 000 | 90 281 000 | 195 196 870 | 285 452 870 | -11,4% | -1,2% | -4,7% |
| Charges de structure et de gestion | 6 745 000 | 19 848 000 | 26 593 000 | 10 104 000 | 18 786 870 | 28 865 870 | 49,8% | -5,3% | 8,5% |
| Hors Programme | 3 304 000 | 19 813 000 | 23 117 000 | 6 729 000 | 18 741 870 | 25 445 870 | 103,7% | -5,4% | 10,1% |
| 15003 Investissements Informatiques | 365 000 | | 365 000 | 765 000 | | 765 000 | 109,6% | | 109,6% |
| 250 Schéma Directeur de l'Information | 576 000 | | 576 000 | 10 000 | 15 000 | 25 000 | -98,3% | | -95,7% |
| 380 Etudes préalables | 500 000 | 35 000 | 535 000 | 600 000 | 30 000 | 630 000 | 20,0% | -14,3% | 17,8% |
| 15002 Investissements Immobiliers | 2 000 000 | | 2 000 000 | 2 000 000 | | 2 000 000 | | | |
| Charges de personnel | | 130 027 000 | 130 027 000 | 15 000 | 129 830 000 | 129 845 000 | | -0,2% | -0,1% |
| Opérations financières | 95 000 000 | 42 000 000 | 137 000 000 | 80 000 000 | 41 000 000 | 121 000 000 | -15,8% | -2,4% | -11,7% |
| Actions de communication | 105 000 | 5 688 000 | 5 793 000 | 162 000 | 5 580 000 | 5 742 000 | 54,3% | -1,9% | -0,9% |
| Démocratie et outils de politiques publiques | 1 000 000 | 835 000 | 1 835 000 | 1 880 000 | 1 192 500 | 3 072 500 | 88,0% | 42,8% | 67,4% |
| 249 Evaluation des politiques publiques | | 125 000 | 125 000 | | 120 000 | 120 000 | | -4,0% | -4,0% |
| 251 FRIEP | | 100 000 | 100 000 | | 100 000 | 100 000 | | | |
| 298 Initiatives de proximité | | 450 000 | 450 000 | | 227 500 | 227 500 | | -49,4% | -49,4% |
| 400 Démocratie sociale régionale – appui aux organisations syndicales de salariés | | | | | 175 000 | 175 000 | | | |
| 378 Aménagement numérique | 1 000 000 | | 1 000 000 | 1 880 000 | 100 000 | 1 980 000 | 88,0% | | 98,0% |
| 77 Audiovisuel régional | | | | | 50 000 | | | | |
| 379 Agenda 21 - Coordination | | 160 000 | 160 000 | | 330 000 | 330 000 | | 106,3% | 106,3% |
| 396 Laboratoire des mutations | | | | | 90 000 | 90 000 | | | |
| Gestion des fonds structurels européens | 26 761 000 | 150 000 | 26 911 000 | 20 200 000 | 130 000 | 20 330 000 | -24,5% | -13,3% | -24,5% |
| 345 Axe Innovation et Economie de la Connaissance | 14 390 500 | | 14 390 500 | 7 000 000 | | 7 000 000 | -51,4% | | -51,4% |
| 346 Axe Accessibilité aux services de transports | 4 866 000 | | 4 866 000 | 6 900 000 | | 6 900 000 | 41,8% | | 41,8% |
| 347 Axe Dimension Urbaine | 7 504 500 | | 7 504 500 | 6 300 000 | | 6 300 000 | -16,1% | | -16,1% |
| 348 Appui à la Gestion des Fonds Structurels Européens | | 150 000 | 150 000 | | 130 000 | 130 000 | | -13,3% | -13,3% |

CREDITS DE PAIEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|--|----------------------|--------------------|--------------------|----------------------|--------------------|--------------------|----------------|----------------|----------------|
| | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total |
| Solidarités, santé, et égalité des droits | 37 364 000 | 52 917 000 | 90 281 000 | 44 059 680 | 54 933 450 | 98 993 130 | 17,9% | 3,8% | 9,7% |
| Formations sanitaires et sociales | 5 111 000 | 38 955 000 | 44 066 000 | 13 598 693 | 40 588 450 | 54 187 143 | 166,1% | 4,2% | 23,0% |
| 258 Bourses sanitaires et sociales | | 3 450 000 | 3 450 000 | | 3 132 000 | 3 132 000 | | -9,2% | -9,2% |
| 311 Formations sociales | | 7 020 000 | 7 020 000 | | 7 055 100 | 7 055 100 | | 0,5% | 0,5% |
| 312 Formations sanitaires | | 28 485 000 | 28 485 000 | | 30 401 350 | 30 401 350 | | 6,7% | 6,7% |
| 373 Investissement | 5 111 000 | | 5 111 000 | 13 598 693 | | 13 598 693 | 166,1% | | 166,1% |
| Logement et cadre de vie | 27 828 500 | 290 000 | 28 118 500 | 25 227 777 | 155 000 | 25 382 777 | -9,3% | -46,6% | -9,7% |
| 119 Contrats de Ville : cohésion sociale et territoriale (2000-2004) | 248 500 | | 248 500 | | | | -100,0% | | -100,0% |
| 283 Habitat et logement social | 18 174 000 | 140 000 | 18 314 000 | 19 000 000 | 125 000 | 19 125 000 | 4,5% | -10,7% | 4,4% |
| 325 Logement pour les jeunes | 5 089 000 | 150 000 | 5 239 000 | 3 040 350 | 30 000 | 3 070 350 | -40,3% | -80,0% | -41,4% |
| 349 Renouvellement urbain | 4 317 000 | | 4 317 000 | 3 187 427 | | 3 187 427 | -26,2% | | -26,2% |
| Santé et qualité de vie | 4 298 000 | 940 000 | 5 238 000 | 4 913 210 | 1 340 000 | 6 253 210 | 14,3% | 42,6% | 19,4% |
| 89 Achèvement du programme des conditions d'accueil des personnes âgées | 18 000 | | 18 000 | | | | 7195,6% | | -100,0% |
| 187 Accueil des personnes âgées et handicapées | 1 466 000 | | 1 466 000 | 1 313 210 | | 1 313 210 | 145,6% | | -10,4% |
| 188 Santé publique | 2 814 000 | 940 000 | 3 754 000 | 3 600 000 | 1 340 000 | 4 940 000 | -100,0% | 42,6% | 31,6% |
| Solidarités humaines et dynamique sociale | 126 500 | 12 732 000 | 12 858 500 | 320 000 | 12 850 000 | 13 170 000 | 153,0% | 0,9% | 2,4% |
| 281 Plan tremplin vers l'emploi | | 9 133 000 | 9 133 000 | | 9 313 000 | 9 313 000 | | 2,0% | 2,0% |
| 360 Solidarité | 56 500 | 49 000 | 105 500 | 20 000 | | 20 000 | -64,6% | -100,0% | -81,0% |
| 376 Lutte contre les discriminations / promotion de l'égalité des droits | 30 000 | 275 000 | 305 000 | 100 000 | 400 000 | 500 000 | 233,3% | 45,5% | 63,9% |
| 392 Emplois de solidarité | | | | | 187 000 | 187 000 | | | |
| 388 Autonomie des jeunes | 40 000 | 3 275 000 | 3 315 000 | 200 000 | 2 950 000 | 3 150 000 | 400,0% | | |
| Infrastructures, transports et déplacements | 105 636 000 | 117 859 000 | 223 495 000 | 83 347 390 | 123 129 600 | 206 476 990 | -21,1% | 4,5% | -7,6% |
| Communications routières | 15 698 500 | 8 000 | 15 706 500 | 10 000 000 | | 10 000 000 | -36,3% | -100,0% | -36,3% |
| 290 CERProgrammes complémentaires | 1 100 000 | | 1 100 000 | 1 037 800 | | 1 037 800 | -5,7% | | -5,7% |
| 305 Désenclavement urbain et rural | 9 577 000 | | 9 577 000 | 7 200 294 | | 7 200 294 | -24,8% | | -24,8% |
| 324 Etudes, information | | 8 000 | 8 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| 93 Contrat Etat-Région (2000-2006) | 5 021 500 | | 5 021 500 | 1 761 906 | | 1 761 906 | -64,9% | | -64,9% |
| Grand Port Maritime de Nantes-Saint Nazaire | 2 350 000 | | 2 350 000 | 2 550 000 | | 2 550 000 | 8,5% | | 8,5% |
| 246 Grand Port maritime de Nantes Saint-Nazaire | 2 350 000 | | 2 350 000 | 2 550 000 | | 2 550 000 | 8,5% | | 8,5% |
| Infrastructures aéroportuaires | | 100 000 | 100 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| <i>Hors programme</i> | | <i>100 000</i> | <i>100 000</i> | | | | | | |
| 247 Infrastructures aéroportuaires | | | | | | | | | |
| Infrastructures ferroviaires | 37 548 000 | | 37 548 000 | 31 085 630 | | 31 085 630 | -17,2% | | -17,2% |
| 107 Infrastructures ferroviaires | 37 548 000 | | 37 548 000 | 31 085 630 | | 31 085 630 | -17,2% | | -17,2% |
| Transports | 50 039 500 | 117 751 000 | 167 790 500 | 39 711 760 | 123 129 600 | 162 841 360 | -20,6% | 4,6% | -2,9% |
| 104 Fonctionnement du réseau de transport régional | | 116 904 000 | 116 904 000 | | 122 409 600 | 122 409 600 | | 4,7% | 4,7% |
| 106 Modernisation du parc de matériel roulant régional | 37 117 000 | | 37 117 000 | 32 000 000 | | 32 000 000 | -13,8% | | -13,8% |
| 221 Points d'arrêt et investissements en faveur de l'intermodalité | 6 945 000 | | 6 945 000 | 6 000 000 | | 6 000 000 | -13,6% | | -13,6% |
| 270 Soutien aux transports collectifs en sites propres (TCSP) | 5 977 500 | | 5 977 500 | 1 711 760 | | 1 711 760 | -71,4% | | -71,4% |
| 359 Multimodalité et solutions innovantes | | 847 000 | 847 000 | | 720 000 | 720 000 | | -15,0% | -15,0% |

Les crédits de paiement sont votés au niveau du chapitre.
La ventilation par programme est susceptible d'évoluer au gré de l'exécution budgétaire.

CREDITS DE PAIEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|--|----------------------|-------------------|-------------------|----------------------|-------------------|-------------------|----------------|----------------|----------------|
| | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total |
| Aménagement du territoire et environnement | 77 392 000 | 6 353 000 | 83 745 000 | 74 794 294 | 6 115 635 | 80 909 929 | -3,4% | -3,7% | -3,4% |
| Développement Territorial | 49 481 000 | 901 000 | 50 382 000 | 49 448 000 | 1 183 635 | 50 631 635 | -0,1% | 31,4% | 0,5% |
| 265 Développement et animation des territoires | 46 108 000 | 155 000 | 46 263 000 | 46 500 000 | 225 000 | 46 725 000 | 0,9% | 45,2% | 1,0% |
| 282 Contrats territoriaux uniques transitoires | 58 000 | | 58 000 | | | | -100,0% | | -100,0% |
| 301 Observation régionale - Etudes et expertises | | 660 000 | 660 000 | | 845 000 | 845 000 | | 28,0% | 28,0% |
| 344 Information géographique régionale | 383 000 | 86 000 | 469 000 | 448 000 | 113 635 | 561 635 | 17,0% | 32,1% | 19,8% |
| 350 Fonds régional de solidarité communale | 2 932 000 | | 2 932 000 | 2 500 000 | | 2 500 000 | -14,7% | | -14,7% |
| Environnement | 27 349 000 | 5 452 000 | 32 801 000 | 25 346 294 | 4 932 000 | 30 278 294 | -7,3% | -9,5% | -7,7% |
| 180 Energies renouvelables et éducation de l'environnement | 12 000 | 7 500 | 19 500 | | | | -100,0% | -100,0% | -100,0% |
| 236 Gestion des milieux aquatiques | 196 000 | | 196 000 | | | | -100,0% | | -100,0% |
| 266 Préservation de la biodiversité et éducation à l'environnement | 7 829 000 | 3 783 500 | 11 612 500 | 6 115 877 | 3 487 208 | 9 603 085 | -21,9% | -7,8% | -17,3% |
| 268 Axe Ligérien | 2 371 000 | 830 000 | 3 201 000 | 962 730 | 770 182 | 1 732 912 | -59,4% | -7,2% | -45,9% |
| 285 Maîtrise de l'énergie | 12 808 000 | 410 000 | 13 218 000 | 11 666 107 | 436 440 | 12 102 547 | -8,9% | 6,4% | -8,4% |
| 286 Gestion de l'eau dans les bassins versants | 3 958 000 | 151 000 | 4 109 000 | 6 310 980 | 119 170 | 6 430 150 | 59,4% | -21,1% | 56,5% |
| 389 Déchets et qualité de l'air | 175 000 | 270 000 | 445 000 | 290 600 | 119 000 | 409 600 | 66,1% | -55,9% | -8,0% |
| Les pays | 562 000 | | 562 000 | | | | -100,0% | | -100,0% |
| 115 Développement local des Pays | 503 000 | | 503 000 | | | | -100,0% | | -100,0% |
| 116 ORAC | 59 000 | | 59 000 | | | | -100,0% | | -100,0% |
| Culture, sport, jeunesse et éducation populaire | 22 028 000 | 25 368 000 | 47 396 000 | 18 944 385 | 25 090 742 | 44 035 127 | -14,0% | -1,1% | -7,1% |
| Action culturelle | 3 042 000 | 15 614 000 | 18 656 000 | 2 718 214 | 15 798 407 | 18 516 621 | -10,6% | 1,2% | -0,7% |
| 198 Arts de la scène | | 11 536 000 | 11 536 000 | | 11 845 000 | 11 845 000 | | 2,7% | 2,7% |
| 199 Livre et lecture | 160 000 | 1 028 000 | 1 188 000 | 161 098 | 1 100 000 | 1 261 098 | 0,7% | 7,0% | 6,2% |
| 315 Arts visuels | 990 000 | 1 802 000 | 2 792 000 | 1 253 100 | 1 670 585 | 2 923 685 | 26,6% | -7,3% | 4,7% |
| 74 Actions territoriales | 1 892 000 | 1 248 000 | 3 140 000 | 1 304 016 | 1 182 822 | 2 486 838 | -31,1% | -5,2% | -20,8% |
| Patrimoine | 10 741 000 | 1 770 000 | 12 511 000 | 10 087 300 | 1 818 580 | 11 905 880 | -6,1% | 2,7% | -4,8% |
| 197 Patrimoine | 10 741 000 | 1 770 000 | 12 511 000 | 10 087 300 | 1 818 580 | 11 905 880 | -6,1% | 2,7% | -4,8% |
| Politique sportive régionale | 2 068 000 | 6 400 000 | 8 468 000 | 2 112 222 | 6 024 747 | 8 136 969 | 2,1% | -5,9% | -3,9% |
| 259 Equipements et autres centres d'accueil sportifs | 1 541 000 | 540 000 | 2 081 000 | 1 588 863 | 400 635 | 1 989 498 | 3,1% | -25,8% | -4,4% |
| 287 Sport de haut niveau | 236 000 | 2 660 000 | 2 896 000 | 233 321 | 2 524 112 | 2 757 433 | -1,1% | -5,1% | -4,8% |
| 288 Sport pour tous | 291 000 | 3 200 000 | 3 491 000 | 290 038 | 3 100 000 | 3 390 038 | -0,3% | -3,1% | -2,9% |
| Equipements structurants d'intérêt régional | 6 157 000 | | 6 157 000 | 4 006 649 | | 4 006 649 | -34,9% | | -34,9% |
| 92 Equipements structurants d'intérêt régional | 6 157 000 | | 6 157 000 | 4 006 649 | | 4 006 649 | -34,9% | | -34,9% |
| Vie associative, jeunesse et citoyenneté | 20 000 | 1 584 000 | 1 604 000 | 20 000 | 1 449 008 | 1 469 008 | | -8,5% | -8,4% |
| 200 Vie associative, jeunesse et citoyenneté | | 31 000 | 31 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| 328 Jeunesse | | 348 500 | 348 500 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| 329 Vie associative | | 74 500 | 74 500 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| 390 Jeunesse, éducation populaire | 20 000 | 215 000 | 235 000 | 20 000 | 1 449 008 | 1 469 008 | | | |
| 343 Actions du CRJ | | 45 000 | 45 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| 352 Jeunesse et vie associative | | 870 000 | 870 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |

CREDITS DE PAIEMENT

| | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|---|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|----------------|----------------|--------------|
| | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total |
| Education et apprentissage | 130 733 000 | 205 553 000 | 336 286 000 | 130 608 693 | 216 050 135 | 346 658 828 | -0,1% | 5,1% | 3,1% |
| Apprentissage | 26 140 000 | 132 352 000 | 158 492 000 | 19 795 628 | 137 265 000 | 157 060 628 | -24,3% | 3,7% | -0,9% |
| 189 Fonctionnement du dispositif | | 84 074 000 | 84 074 000 | | 88 495 000 | 88 495 000 | | 5,3% | 5,3% |
| 190 Mesures en faveur des apprentis | | 13 629 500 | 13 629 500 | | 13 730 000 | 13 730 000 | | 0,7% | 0,7% |
| 191 Dépenses d'investissements | 26 140 000 | | 26 140 000 | 19 795 628 | | 19 795 628 | -24,3% | | -24,3% |
| 244 Aides aux employeurs d'apprentis | | 32 163 500 | 32 163 500 | | 31 850 000 | 31 850 000 | | -1,0% | -1,0% |
| 255 Olympiades des métiers | | 860 000 | 860 000 | | 966 000 | 966 000 | | 12,3% | 12,3% |
| 323 Actions éducatives | | 1 140 000 | 1 140 000 | | 1 739 000 | 1 739 000 | | 52,5% | 52,5% |
| 386 Ingénierie | | 290 000 | 290 000 | | 290 000 | 290 000 | | | |
| 387 Etudes et promotion | | 195 000 | 195 000 | | 195 000 | 195 000 | | | |
| Enseignement secondaire | 104 593 000 | 73 201 000 | 177 794 000 | 110 813 065 | 78 785 135 | 189 598 200 | 5,9% | 7,6% | 6,6% |
| 330 Fonctionnement des E.P.L.E. | | 30 675 000 | 30 675 000 | 143 065 | 32 866 055 | 33 009 120 | | 7,1% | 7,6% |
| 331 Travaux dans les E.P.L.E. | 65 000 000 | | 65 000 000 | 70 500 000 | | 70 500 000 | 8,5% | | 8,5% |
| 332 Equipements des E.P.L.E. | 9 350 000 | | 9 350 000 | 9 550 000 | | 9 550 000 | 2,1% | | 2,1% |
| 334 Informatisation des lycées publics et privés | 11 585 000 | 95 000 | 11 680 000 | 7 697 277 | 55 000 | 7 752 277 | -33,6% | -42,1% | -33,6% |
| 335 Fonctionnement des établissements privés sous contrat d'association | | 30 543 000 | 30 543 000 | | 32 584 980 | 32 584 980 | | 6,7% | 6,7% |
| 336 Subventions d'investissement aux établissements privés sous contrat d'association | 13 813 000 | | 13 813 000 | 17 190 000 | | 17 190 000 | 24,4% | | 24,4% |
| 337 Etudes et Promotions | 400 000 | 180 000 | 580 000 | 50 000 | 160 000 | 210 000 | -87,5% | -11,1% | -63,8% |
| 338 Aides sociales | 1 645 000 | 6 217 000 | 7 862 000 | 1 782 723 | 7 674 400 | 9 457 123 | 8,4% | 23,4% | 20,3% |
| 339 Actions éducatives | | 3 791 000 | 3 791 000 | | 3 899 700 | 3 899 700 | | 2,9% | 2,9% |
| 351 Fonds annuel d'intervention - Espaces Régionaux | 2 800 000 | 1 700 000 | 4 500 000 | 3 900 000 | 1 545 000 | 5 445 000 | 39,3% | -9,1% | 21,0% |
| TOTAL (hors gestion de la dette et résultat antérieur) | 635 516 000 | 771 419 000 | 1 406 935 000 | 607 223 000 | 780 371 860 | 1 387 594 860 | -4,5% | 1,2% | -1,4% |
| Gestion active de la dette | 400 000 000,00 | | 400 000 000,00 | 400 000 000,00 | | 400 000 000,00 | | | |
| Solde d'exécution de la section d'investissement 2010 | | | | | | | | | |
| Dépenses d'ordre | 166 000 000,00 | 412 111 000,00 | 578 111 000,00 | 204 000 000,00 | 454 468 140,00 | 658 468 140,00 | 22,9% | 10,3% | 13,9% |
| Opérations d'ordre de section à section | 146 000 000,00 | 412 111 000,00 | 558 111 000,00 | 184 000 000,00 | 264 468 140,00 | 448 468 140,00 | 26,0% | -35,8% | -19,6% |
| Opérations patrimoniales (à l'intérieur de la section d'investissement) | 20 000 000,00 | | 20 000 000,00 | 20 000 000,00 | 190 000 000,00 | 210 000 000,00 | | | 950,0% |
| TOTAL GENERAL | 1 201 516 000 | 1 183 530 000 | 2 385 046 000 | 1 211 223 000 | 1 234 840 000 | 2 446 063 000 | 0,8% | 4,3% | 2,6% |

| RECETTES | | | | | | | | | |
|--|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|--------------|---------------|
| Poste | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
| | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total | Invest. | Fonct. | Total |
| RECETTES REELLES DE L'EXERCICE (hors emprunt) | 116 890 000 | 1 037 530 000 | 1 154 420 000 | 116 780 000 | 1 050 840 000 | 1 167 620 000 | -0,1% | 1,3% | 1,1% |
| FISCALITE | 30 000 000 | 533 700 000 | 563 700 000 | 35 000 000 | 540 500 000 | 575 500 000 | 16,7% | 1,3% | 2,1% |
| Fiscalité réformée | | 249 300 000 | 249 300 000 | | 243 700 000 | 243 700 000 | | -2,2% | -2,2% |
| Contribution à la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) | | 196 000 000 | 196 000 000 | | 180 000 000 | 180 000 000 | | | |
| Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) - ferroviaire | | 14 000 000 | 14 000 000 | | 10 500 000 | 10 500 000 | | | |
| Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER) - télécommunications | | 18 000 000 | 18 000 000 | | 21 500 000 | 21 500 000 | | | |
| Dotation complémentaire DCRTP | | 21 000 000 | 21 000 000 | | 15 800 000 | 15 800 000 | | | |
| Dotation complémentaire FNGIR | | | | | 15 600 000 | 15 600 000 | | | |
| Rôles supplémentaires | | 300 000 | 300 000 | | 300 000 | 300 000 | | | |
| Fiscalité indirecte | 30 000 000 | 284 400 000 | 314 400 000 | 35 000 000 | 296 800 000 | 331 800 000 | 16,7% | 4,4% | 5,5% |
| Taxe sur les cartes grises | | 101 000 000 | 101 000 000 | | 113 000 000 | 113 000 000 | | 11,9% | 11,9% |
| Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIIPP) | 30 000 000 | 183 400 000 | 213 400 000 | 35 000 000 | 183 800 000 | 218 800 000 | 16,7% | 0,2% | 2,5% |
| CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT | 23 120 000 | 396 200 000 | 419 320 000 | 23 120 000 | 394 850 000 | 417 970 000 | | -0,3% | -0,3% |
| Dotations de décentralisation | 23 120 000 | 384 700 000 | 407 820 000 | 23 120 000 | 384 250 000 | 407 370 000 | | -0,1% | -0,1% |
| Dotation Globale de fonctionnement (DGF) Forfaitaire | | 263 450 000 | 263 450 000 | | 263 000 000 | 263 000 000 | | -0,2% | -0,2% |
| Dotation Globale de fonctionnement (DGF) Péréquation | | | | | | | | | |
| Dotation Générale de Décentralisation (DGD) | | 16 900 000 | 16 900 000 | | 16 900 000 | 16 900 000 | | | |
| Dotation de Décentralisation Relative à la Formation Professionnelle et à l'Apprentissage (DDRFPA) | | 104 350 000 | 104 350 000 | | 104 350 000 | 104 350 000 | | | |
| Dotation Régionale d'Equipeement Scolaire (DRES) | 23 120 000 | | 23 120 000 | 23 120 000 | | 23 120 000 | | | |
| Allocations compensatrices de fiscalité | | 11 500 000 | 11 500 000 | | 10 600 000 | 10 600 000 | | -7,8% | -7,8% |
| Taxes foncières | | 3 000 000 | 3 000 000 | | 2 400 000 | 2 400 000 | | -20,0% | -20,0% |
| Taxe professionnelle (hors compensation relai 2010) | | 2 200 000 | 2 200 000 | | 1 900 000 | 1 900 000 | | -13,6% | -13,6% |
| Taxe d'habitation | | 6 300 000 | 6 300 000 | | 6 300 000 | 6 300 000 | | | |
| RECETTES ASSOCIEES AUX POLITIQUES REGIONALES | 63 770 000 | 107 630 000 | 171 400 000 | 58 660 000 | 115 490 000 | 174 150 000 | -8,0% | 7,3% | 1,6% |
| Fonds de concours | 14 480 000 | | 14 480 000 | 13 975 000 | | 13 975 000 | -3,5% | | -3,5% |
| Recherche | 6 820 000 | | 6 820 000 | 2 125 000 | | 2 125 000 | -68,8% | | -68,8% |
| Institut Régional Thérapeutique | 2 190 000 | | 2 190 000 | | | | -100,0% | | -100,0% |
| Cyclotron | 4 630 000 | | 4 630 000 | 2 125 000 | | 2 125 000 | -54,1% | | -54,1% |
| Developpement industriel | 2 195 000 | | 2 195 000 | 2 915 000 | | 2 915 000 | 32,8% | | 32,8% |
| Technocampus | 2 195 000 | | 2 195 000 | 2 915 000 | | 2 915 000 | 32,8% | | 32,8% |
| Formations sanitaires et sociales | 375 000 | | 375 000 | 375 000 | | 375 000 | | | |
| Ponants | 375 000 | | 375 000 | 375 000 | | 375 000 | | | |
| Enseignement supérieur | 5 090 000 | | 5 090 000 | 5 605 000 | | 5 605 000 | 10,1% | | 10,1% |
| I.U.T Le Mans | | | | 1 265 000 | | 1 265 000 | | | |
| Ecole Polytechnique Nantes | 140 000 | | 140 000 | 110 000 | | 110 000 | -21,4% | | -21,4% |
| CNAM le Mans | 640 000 | | 640 000 | 480 000 | | 480 000 | -25,0% | | -25,0% |
| I.U.T Laval | 1 100 000 | | 1 100 000 | 825 000 | | 825 000 | -25,0% | | -25,0% |
| ISTIA Angers | 360 000 | | 360 000 | 270 000 | | 270 000 | -25,0% | | -25,0% |
| I.U.T Angers | 2 850 000 | | 2 850 000 | 2 655 000 | | 2 655 000 | -6,8% | | -6,8% |
| Infrastructures ferroviaires | | | | 155 000 | | 155 000 | | | |
| Participations de collectivités aux travaux | | | | 155 000 | | 155 000 | | | |
| Action culturelle | | | | 2 800 000 | | 2 800 000 | | | |
| Maison Julien Gracq | | | | 2 800 000 | | 2 800 000 | | | |

RECETTES

| Poste | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|--|----------------------|-------------------|--------------------|----------------------|-------------------|--------------------|----------------|----------------|----------------|
| | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total | Invest. | Fonct. | Total |
| Participations diverses | 17 255 000 | 91 791 000 | 109 046 000 | 23 450 000 | 96 405 000 | 118 845 000 | 35,9% | 5,0% | 9,0% |
| <u>Charges de structures et de gestion</u> | | <u>155 000</u> | <u>155 000</u> | | <u>155 000</u> | <u>155 000</u> | | | |
| Crèche le Petit Prince - participations CAF et ville de Nantes | | 155 000 | 155 000 | | 155 000 | 155 000 | | | |
| <u>Gestion des fonds structurels européens</u> | <u>16 200 000</u> | <u>8 948 000</u> | <u>25 148 000</u> | <u>23 340 000</u> | <u>8 950 000</u> | <u>32 290 000</u> | <u>44,1%</u> | <u>0,0%</u> | <u>28,4%</u> |
| Subvention globale FEDER 2007/2013 - Axe 1 - Innovation | 9 300 000 | | 9 300 000 | 8 050 000 | | 8 050 000 | -13,4% | | -13,4% |
| Subvention globale FEDER 2007/2013 - Axe 3 - Transports | 3 600 000 | | 3 600 000 | 3 600 000 | | 3 600 000 | | | |
| Subvention globale FEDER 2007/2013 - Axe 4- Villes attractives | 3 300 000 | | 3 300 000 | 3 300 000 | | 3 300 000 | | | |
| Subvention globale FEDER 2007/2013 - Assistance technique | | 330 000 | 330 000 | | 330 000 | 330 000 | | | |
| Fonds Social européen 2007 - 2013 - Axe 1 | | 3 000 000 | 3 000 000 | | 3 000 000 | 3 000 000 | | | |
| Fonds Social européen 2007 - 2013 - Axe 2 | | 4 700 000 | 4 700 000 | | 4 700 000 | 4 700 000 | | | |
| Fonds Social européen 2007 - 2013 - Axe 3 | | 408 000 | 408 000 | 8 390 000 | 410 000 | 8 800 000 | | 0,5% | 2056,9% |
| Fonds Social européen 2007 - 2013 - Axe 4 | | 280 000 | 280 000 | | 280 000 | 280 000 | | | |
| Fonds Social européen 2007 - 2013 - Assistance technique | | 230 000 | 230 000 | | 230 000 | 230 000 | | | |
| <u>Relations européennes</u> | | <u>36 000</u> | <u>36 000</u> | | | | | | |
| Fonds européens | | 36 000 | 36 000 | | | | | | |
| <u>Relations internationales</u> | | <u>100 000</u> | <u>100 000</u> | | | | | <u>-100,0%</u> | <u>-100,0%</u> |
| Cofinancement des opérations décentralisées (convention Etat - Région 2007 - 2009) | | 100 000 | 100 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| <u>Démocratie et outils de politiques publiques</u> | | <u>170 000</u> | <u>170 000</u> | | <u>170 000</u> | <u>170 000</u> | | | |
| Synapse - participation Etat | | 170 000 | 170 000 | | 170 000 | 170 000 | | | |
| <u>Transports</u> | | <u>390 000</u> | <u>390 000</u> | | <u>390 000</u> | <u>390 000</u> | | | |
| ITISS - Destineo | | 390 000 | 390 000 | | 390 000 | 390 000 | | | |
| <u>Formation professionnelle continue</u> | | <u>5 245 000</u> | <u>5 245 000</u> | <u>110 000</u> | <u>8 110 000</u> | <u>8 110 000</u> | | <u>54,6%</u> | <u>54,6%</u> |
| Participation Départements | | | | 50 000 | | | | | |
| Participation Communauté Urbaine | | | | 60 000 | | | | | |
| Participation AGEFIPH | | 3 790 000 | 3 790 000 | | 4 140 000 | 4 140 000 | | 9,2% | 9,2% |
| Participation de Pôle emploi | | 1 200 000 | 1 200 000 | | 3 000 000 | 3 000 000 | | 150,0% | |
| Expérimentation de la formation des détenus - compensation Etat | | | | | 710 000 | 710 000 | | | |
| Expérimentation de la formation des détenus - compensation DISP | | 255 000 | 255 000 | | 260 000 | 260 000 | | 2,0% | |
| <u>Apprentissage</u> | | <u>76 520 000</u> | <u>76 520 000</u> | | <u>77 500 000</u> | <u>77 500 000</u> | | <u>1,3%</u> | <u>1,3%</u> |
| Fonds de modernisation et de développement de l'apprentissage | | 30 000 000 | 30 000 000 | | 36 500 000 | 36 500 000 | | 21,7% | 21,7% |
| 1ère section - ancien fonds de péréquation de la taxe d'apprentissage | | 15 000 000 | 15 000 000 | | 17 000 000 | 17 000 000 | | 13,3% | 13,3% |
| 2ème section - financement du Contrat d'objectifs et de Moyens | | 15 000 000 | 15 000 000 | | 19 500 000 | 19 500 000 | | 30,0% | 30,0% |
| Contribution au développement de l'apprentissage | | 44 340 000 | 44 340 000 | | 41 000 000 | 41 000 000 | | -7,5% | -7,5% |
| Fonds Social Européen 2000 - 2006 | | 2 180 000 | 2 180 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| <u>Formations sanitaires et sociales</u> | | | | | <u>900 000</u> | <u>900 000</u> | | | |
| Participation Pôle Emploi | | | | | 900 000 | 900 000 | | | |
| <u>Economie de proximité et création d'entreprises</u> | | <u>45 000</u> | <u>45 000</u> | | <u>45 000</u> | <u>45 000</u> | | | |
| Interreg RETH (Rethinking Entrepreneurship) | | 45 000 | 45 000 | | 45 000 | 45 000 | | | |
| <u>Tourisme</u> | <u>1 055 000</u> | <u>32 000</u> | <u>1 087 000</u> | | <u>35 000</u> | <u>35 000</u> | <u>-100,0%</u> | <u>9,4%</u> | <u>-96,8%</u> |
| Nantes En Atlantique 2 (NEA 2) | | 32 000 | 32 000 | | 35 000 | 35 000 | | 9,4% | 9,4% |
| Subvention globale FEDER - Objectif 2 -Mesure 46 | 1 055 000 | | 1 055 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| <u>Action culturelle</u> | | <u>150 000</u> | <u>150 000</u> | | <u>150 000</u> | <u>150 000</u> | | | |
| Participation du centre national du cinéma | | 150 000 | 150 000 | | 150 000 | 150 000 | | | |

RECETTES

| Poste | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
|---|----------------------|-------------------|-------------------|----------------------|-------------------|-------------------|---------------|---------------|---------------|
| | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total | Invest. | Fonct. | Total |
| Recettes tarifaires et de gestion | 20 000 000 | 13 489 000 | 33 489 000 | 15 000 000 | 14 735 000 | 29 735 000 | -25,0% | 9,2% | -11,2% |
| <u>Charges de structures et de gestion</u> | | <u>385 000</u> | <u>385 000</u> | | <u>555 000</u> | <u>555 000</u> | | <u>44,2%</u> | <u>44,2%</u> |
| Crèche le Petit Prince - participations des familles | | | | | 150 000 | 150 000 | | | |
| Loyers | | 290 000 | 290 000 | | 300 000 | 300 000 | | 3,4% | 3,4% |
| Cafeteria | | 95 000 | 95 000 | | 100 000 | 100 000 | | 5,3% | 5,3% |
| Locations de droits de chasse | | | | | 5 000 | 5 000 | | | |
| <u>Charges de personnel</u> | | <u>900 000</u> | <u>900 000</u> | | <u>1 600 000</u> | <u>1 600 000</u> | | <u>77,8%</u> | <u>77,8%</u> |
| Remboursement de frais du personnel (mises à disposition, prévoyance...) | | 300 000 | 300 000 | | 1 000 000 | 1 000 000 | | 233,3% | 233,3% |
| Vente de tickets déjeuners | | 600 000 | 600 000 | | 600 000 | 600 000 | | | |
| <u>Opérations financières</u> | <u>20 000 000</u> | | <u>20 000 000</u> | <u>15 000 000</u> | | <u>15 000 000</u> | <u>-25,0%</u> | | <u>-25,0%</u> |
| Fonds de compensation pour la TVA | 20 000 000 | | 20 000 000 | 15 000 000 | | 15 000 000 | -25,0% | | -25,0% |
| <u>Transports</u> | | <u>2 334 000</u> | <u>2 334 000</u> | | <u>2 250 000</u> | <u>2 250 000</u> | | <u>-3,6%</u> | <u>-3,6%</u> |
| Lignes routières régionales - reversement année n-1 | | 800 000 | 800 000 | | 700 000 | 700 000 | | -12,5% | -12,5% |
| Lignes routières régionales - reversement année n | | 500 000 | 500 000 | | 400 000 | 400 000 | | -20,0% | -20,0% |
| Nantes-Métropole : compensation pour intégration tarifaire sur les réseaux TAN et TER année n-1 | | 750 000 | 750 000 | | 700 000 | 700 000 | | -6,7% | -6,7% |
| Carène : compensation pour intégration tarifaire sur les réseaux STAN et TER | | 16 000 | 16 000 | | 15 000 | 15 000 | | -6,3% | |
| Saumur Loire-Developpement | | 15 000 | 15 000 | | 15 000 | 15 000 | | | |
| Métrocéane : compensations tarifaires au titre de l'année n-1 | | 253 000 | 253 000 | | 420 000 | 420 000 | | 66,0% | 66,0% |
| <i>Nantes Métropole et Carène</i> | | 2 000 | 2 000 | | 5 000 | 5 000 | | 150,0% | 150,0% |
| <i>Département</i> | | 1 000 | 1 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| <i>SNCF</i> | | 250 000 | 250 000 | | 415 000 | 415 000 | | 66,0% | 66,0% |
| <u>Developpement industriel</u> | | <u>1 650 000</u> | <u>1 650 000</u> | | <u>1 930 000</u> | <u>1 930 000</u> | | <u>17,0%</u> | <u>17,0%</u> |
| Loyer Technocampus | | 1 650 000 | 1 650 000 | | 1 930 000 | 1 930 000 | | 17,0% | 17,0% |
| <u>Enseignement secondaire</u> | | <u>7 500 000</u> | <u>7 500 000</u> | | <u>7 650 000</u> | <u>7 650 000</u> | | <u>2,0%</u> | <u>2,0%</u> |
| Fonds Académique de Rémunération des Personnels d'Internat (FARPI) | | 7 500 000 | 7 500 000 | | 7 650 000 | 7 650 000 | | 2,0% | 2,0% |
| <u>Solidarités humaines et dynamique sociale</u> | | | | | <u>500 000</u> | <u>500 000</u> | | | |
| Pack Autonomie pour les Jeunes | | | | | 500 000 | 500 000 | | | |
| <u>Action culturelle</u> | | <u>720 000</u> | <u>720 000</u> | | <u>250 000</u> | <u>250 000</u> | | <u>-65,3%</u> | <u>-65,3%</u> |
| Vente de chèquiers "Pass Culture Sport" | | 520 000 | 520 000 | | | | | -100,0% | -100,0% |
| Recettes tarifaires "Folle journée" | | 200 000 | 200 000 | | 250 000 | 250 000 | | 25,0% | 25,0% |
| Remboursements de prêts et d'avances | 9 475 000 | 400 000 | 9 875 000 | 4 155 000 | 400 000 | 4 555 000 | -56,1% | | -53,9% |
| <u>Pêche maritime et aquaculture</u> | <u>330 000</u> | | <u>330 000</u> | <u>380 000</u> | | <u>380 000</u> | | | |
| Avances remboursables | 330 000 | | 330 000 | 380 000 | | 380 000 | | | |
| <u>Developpement industriel</u> | <u>9 145 000</u> | <u>400 000</u> | <u>9 545 000</u> | <u>3 775 000</u> | <u>400 000</u> | <u>4 175 000</u> | <u>-58,7%</u> | | <u>-56,3%</u> |
| Remboursement d'avances | 9 145 000 | | 9 145 000 | 3 775 000 | | 3 775 000 | -58,7% | | -58,7% |
| P2RI | | 400 000 | 400 000 | | 400 000 | 400 000 | | | |

| RECETTES | | | | | | | | | |
|---|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|----------------|---------------|----------------|
| Poste | Budget Primitif 2011 | | | Budget Primitif 2012 | | | Evolution | | |
| | Investissement | Fonctionnement | Total | Investissement | Fonctionnement | Total | Invest. | Fonct. | Total |
| Recettes exceptionnelles | 2 560 000 | 1 950 000 | 4 510 000 | 2 080 000 | 3 950 000 | 6 030 000 | -18,8% | 102,6% | 33,7% |
| <u>Développement territorial</u> | | | | | <u>520 000</u> | <u>520 000</u> | | | |
| Fonds de Solidarité de l'Union Européenne (FSUE) - Tempête Xynthia | | | | | 520 000 | 520 000 | | | |
| <u>Communications routières</u> | | | | | <u>730 000</u> | <u>730 000</u> | | | |
| Reversement de participation | | | | | 730 000 | 730 000 | | | |
| <u>Infrastructures ferroviaires</u> | <u>480 000</u> | | <u>480 000</u> | | | | -100,0% | | -100,0% |
| Reversement subvention d'équipement RFF - infrastructures | 480 000 | | 480 000 | | | | -100,0% | | -100,0% |
| <u>Transports</u> | | | | | <u>700 000</u> | <u>700 000</u> | | | |
| Participation RFF (PTA Savenay - Redon) | | | | | 700 000 | 700 000 | | | |
| <u>Aide à la mobilité internationale</u> | | <u>200 000</u> | <u>200 000</u> | | <u>200 000</u> | <u>200 000</u> | | | |
| Reversement d'aide à la mobilité | | 200 000 | 200 000 | | 200 000 | 200 000 | | | |
| <u>Enseignement secondaire</u> | | <u>150 000</u> | <u>150 000</u> | | <u>200 000</u> | <u>200 000</u> | | 33,3% | 33,3% |
| Indemnités d'assurances - lycées | | 150 000 | 150 000 | | 200 000 | 200 000 | | 33,3% | 33,3% |
| <u>Opérations financières</u> | | <u>900 000</u> | <u>900 000</u> | | <u>900 000</u> | <u>900 000</u> | | | |
| Produits des opérations de marché | | 500 000 | 500 000 | | 500 000 | 500 000 | | | |
| Produits de participations | | 400 000 | 400 000 | | 400 000 | 400 000 | | | |
| <u>Charges de structures et de gestion</u> | <u>2 080 000</u> | <u>700 000</u> | <u>2 780 000</u> | <u>2 080 000</u> | <u>700 000</u> | <u>2 780 000</u> | | | |
| Reversement divers | | 200 000 | 200 000 | | 200 000 | 200 000 | | | |
| Cessions d'immobilisations (immeubles, mobiliers et matériels) | 2 080 000 | | 2 080 000 | 2 080 000 | | 2 080 000 | | | |
| Reversements sur subventions et travaux | | 500 000 | 500 000 | | 500 000 | 500 000 | | | |
| EMPRUNT | 252 515 000,00 | | 252 515 000,00 | 219 974 860,00 | | 219 974 860,00 | -12,9% | | -12,9% |
| RECETTES REELLES (hors gestion de la dette) | 369 405 000,00 | 1 037 530 000,00 | 1 406 935 000,00 | 336 754 860,00 | 1 050 840 000,00 | 1 387 594 860,00 | -8,8% | 1,3% | -1,4% |
| Gestion active de la dette | 400 000 000,00 | | 400 000 000,00 | 400 000 000,00 | | 400 000 000,00 | | | |
| RECETTES D'ORDRE | 432 111 000,00 | 146 000 000,00 | 578 111 000,00 | 474 468 140,00 | 184 000 000,00 | 658 468 140,00 | 9,8% | 26,0% | 13,9% |
| Opérations d'ordre de section à section | 412 111 000,00 | 146 000 000,00 | 558 111 000,00 | 454 468 140,00 | 184 000 000,00 | 638 468 140,00 | 10,3% | 26,0% | 14,4% |
| Opérations patrimoniales (à l'intérieur de la section d'investissement) | 20 000 000,00 | | 20 000 000,00 | 20 000 000,00 | | 20 000 000,00 | | | |
| RECETTES TOTALES | 1 201 516 000,00 | 1 183 530 000,00 | 2 385 046 000,00 | 1 211 223 000,00 | 1 234 840 000,00 | 2 446 063 000,00 | 0,8% | 4,3% | 2,6% |

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

| | | Restes à payer | AP | CP 2011 | CP 2012 | CP 2013 | CP 2014 | CP 2015 | CP 2016 |
|--|--|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|
| Développement et activités économiques, Enseignement supérieur, Recherche et innovation | | 268 356 642 | 795 730 700 | 118 403 449 | 134 346 829 | 104 473 911 | 101 103 224 | 85 391 147 | 81 509 500 |
| Développement agricole | | 29 712 160 | 91 200 000 | 12 170 713 | 14 000 000 | 10 672 932 | 10 645 168 | 10 860 085 | 10 668 000 |
| 111 | Recherche et innovation agricole et agro-alimentaire | 5 530 884 | | 1 900 000 | 1 500 000 | 106 600 | 100 000 | 50 000 | 50 000 |
| | | | 2011-2012 | 5 530 884 | 1 900 000 | 1 500 000 | 106 600 | 100 000 | 50 000 |
| 112 | Environnement et agriculture | 8 240 610 | | 1 066 000 | 2 300 000 | 90 287 | 234 000 | | 200 000 |
| | | | 2011-2012 | 8 240 610 | 1 066 000 | 2 300 000 | 90 287 | 234 000 | 200 000 |
| 113 | Alimentation, qualité et industrie agro-alimentaire | 7 749 944 | 51 850 000 | 3 906 641 | 4 200 000 | 5 521 531 | 6 109 268 | 6 328 000 | 6 500 000 |
| | | | 2011-2012 | 7 749 944 | 17 250 000 | 3 906 641 | 4 200 000 | 2 921 531 | 1 339 268 |
| | | | 2013-2016 | | 34 600 000 | | 2 600 000 | 4 770 000 | 5 640 000 |
| 114 | Economie de proximité et relations agriculture, alimentation et territoire | 3 738 814 | 9 500 000 | 2 190 688 | 1 700 000 | 1 004 053 | 505 000 | 825 085 | 745 000 |
| | | | 2011-2012 | 3 738 814 | 3 100 000 | 2 190 688 | 1 700 000 | 504 053 | 225 000 |
| | | | 2013-2016 | | 6 400 000 | | 500 000 | 280 000 | 595 000 |
| 310 | Agriculture et développement durable | 4 451 909 | 29 850 000 | 3 107 384 | 4 300 000 | 3 950 461 | 3 696 900 | 3 657 000 | 3 173 000 |
| | | | 2011-2012 | 4 451 909 | 10 450 000 | 3 107 384 | 4 300 000 | 2 300 461 | 946 900 |
| | | | 2013-2016 | | 19 400 000 | | 1 650 000 | 2 750 000 | 3 300 000 |
| Développement industriel | | 38 986 950 | 203 830 000 | 32 314 901 | 28 406 000 | 22 459 012 | 28 185 175 | 23 150 000 | 23 150 000 |
| 128 | Aides aux infrastructures industrielles (avances remboursables) | 620 783 | | | 6 774 | | | | |
| | | | 2011-2012 | 620 783 | | 6 774 | | | |
| 131 | Fonds d'appui à la performance industrielle | 6 417 592 | 25 510 000 | 4 586 321 | 3 875 883 | 3 475 883 | 3 475 883 | 2 180 000 | 2 180 000 |
| | | | 2011-2012 | 6 417 592 | 10 950 000 | 4 586 321 | 3 875 883 | 2 359 452 | 1 400 000 |
| | | | 2013-2016 | | 14 560 000 | | 1 116 431 | 2 075 883 | 1 880 000 |
| 215 | Environnement Energie dans les entreprises (ADEME Région) | 278 937 | 400 000 | 312 502 | 140 000 | 50 124 | 9 200 | | |
| | | | 2011-2012 | 278 937 | 400 000 | 312 502 | 140 000 | 50 124 | 9 200 |
| 257 | PAS international (C.E.R. 2000-2006) | 37 900 | | | | | | | |
| | | | 2011-2012 | 37 900 | | | | | |
| 273 | Innovation numérique | 121 222 | 150 000 | 109 886 | 40 000 | | | | |
| | | | 2011-2012 | 121 222 | 150 000 | 109 886 | 40 000 | | |
| 293 | Fonds d'appui aux filières | 21 429 179 | 110 370 000 | 15 792 975 | 17 946 000 | 12 535 661 | 18 302 749 | 15 470 000 | 15 470 000 |
| | | | 2011-2012 | 21 429 179 | 37 000 000 | 15 792 975 | 17 946 000 | 8 410 876 | 4 101 123 |
| | | | 2013-2016 | | 73 370 000 | | 4 124 785 | 14 201 626 | 13 470 000 |
| 316 | Fonds d'intervention territorial | 7 312 587 | 37 900 000 | 8 956 968 | 4 397 343 | 4 197 343 | 4 197 343 | 3 500 000 | 3 500 000 |
| | | | 2011-2012 | 7 312 587 | 16 200 000 | 8 956 968 | 4 397 343 | 3 597 343 | 2 897 343 |
| | | | 2013-2016 | | 21 700 000 | | 600 000 | 1 300 000 | 3 500 000 |
| 374 | Prêt régional de redéploiement industriel | 2 768 750 | 29 500 000 | 2 556 250 | 2 000 000 | 2 200 000 | 2 200 000 | 2 000 000 | 2 000 000 |
| | | | 2011-2012 | 2 768 750 | 17 500 000 | 2 556 250 | 2 000 000 | | |
| | | | 2013-2016 | | 12 000 000 | | 2 200 000 | 2 200 000 | 2 000 000 |
| Developpement technologique | | 29 426 488 | 111 026 200 | 4 663 025 | 20 625 000 | 12 584 574 | 9 450 000 | 9 200 000 | 9 000 000 |
| 1404 | Relations chercheurs - entreprises | 29 426 488 | 111 026 200 | 4 663 025 | 20 625 000 | 12 584 574 | 9 450 000 | 9 200 000 | 9 000 000 |
| | | | 2011-2012 | 29 426 488 | 72 727 000 | 4 663 025 | 20 625 000 | 11 634 574 | 6 581 045 |
| | | | 2013-2016 | | 38 299 200 | | 950 000 | 2 868 955 | 8 460 000 |
| Energie | | | 160 000 | 100 000 | 44 000 | | | | |
| 377 | Energies | | 160 000 | 100 000 | 44 000 | | | | |
| | | | 2011-2012 | 160 000 | 100 000 | 44 000 | | | |
| Fonds d'investissement des Pays de la Loire | | | 1 500 000 | | 1 000 000 | | | | |
| 394 | Fonds Pêche | | 1 500 000 | | 1 000 000 | | | | |
| | | | 2011-2012 | 1 500 000 | | 1 000 000 | | | |

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

| | | Restes à payer | AP | CP 2011 | CP 2012 | CP 2013 | CP 2014 | CP 2015 | CP 2016 |
|--|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Economie de proximité et création d'entreprises | | 14 399 064 | 51 260 000 | 12 609 228 | 9 535 000 | 7 395 999 | 6 176 000 | 6 274 915 | 5 930 000 |
| 129 | Aides à la création d'entreprises | 3 268 835 | 20 350 000 | 2 617 500 | 2 990 256 | 2 930 000 | 2 895 000 | 2 890 000 | 2 870 000 |
| | | 2011-2012 | 3 268 835 | 7 550 000 | 2 617 500 | 2 990 256 | 530 000 | 195 000 | 40 000 |
| | | 2013-2016 | | 12 800 000 | | 2 400 000 | 2 700 000 | 2 850 000 | 2 870 000 |
| 136 | Renforcement des fonds propres des entreprises | 9 667 148 | 20 000 000 | 8 431 211 | 5 010 900 | 2 985 000 | 1 516 000 | 1 744 915 | 1 470 000 |
| | | 2011-2012 | 9 667 148 | 12 400 000 | 8 431 211 | 5 010 900 | 2 635 000 | 816 000 | 694 915 |
| | | 2013-2016 | | 7 600 000 | | 350 000 | 700 000 | 1 050 000 | 1 370 000 |
| 138 | Etudes et expertises | 1 745 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 1 745 | | | | | | |
| 175 | Mise en oeuvre du programme régional des métiers d'art | 62 744 | 110 000 | 110 000 | 55 000 | | | | |
| | | 2011-2012 | 62 744 | 110 000 | 110 000 | 55 000 | | | |
| 307 | Fonds de soutien à l'artisanat et commerce | 1 021 065 | 7 750 000 | 1 045 845 | 1 018 844 | 970 999 | 1 265 000 | 1 265 000 | 1 265 000 |
| | | 2011-2012 | 1 021 065 | 2 510 000 | 1 045 845 | 1 018 844 | 515 999 | 420 000 | |
| | | 2013-2016 | | 5 240 000 | | 455 000 | 845 000 | 1 265 000 | 1 265 000 |
| 308 | Fonds de soutien aux entreprises de l'économie Sociale et Solidaire | 377 527 | 3 050 000 | 404 672 | 460 000 | 510 000 | 500 000 | 375 000 | 325 000 |
| | | 2011-2012 | 377 527 | 1 050 000 | 404 672 | 460 000 | 260 000 | 20 000 | |
| | | 2013-2016 | | 2 000 000 | | 250 000 | 480 000 | 375 000 | 325 000 |
| Enseignement supérieur | | 51 888 552 | 66 265 000 | 14 450 780 | 18 900 000 | 15 089 722 | 12 000 000 | 10 750 000 | 10 250 000 |
| 184 | Contrat Etat-Région-Investissements Immobiliers | 7 910 984 | | 1 701 060 | 2 389 722 | 589 722 | 500 000 | 500 000 | |
| | | 2011-2012 | 7 910 984 | 1 701 060 | 2 389 722 | 589 722 | 500 000 | 500 000 | |
| 185 | Accès à tous les savoirs | 436 000 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 436 000 | | | | | | |
| 228 | Contrat Etat-Région - Investissements (fonds de concours) | 667 000 | | 23 000 | 469 773 | | | | |
| | | 2011-2012 | 667 000 | 23 000 | 469 773 | | | | |
| 356 | Contrat Etat-Région : investissements | 13 446 029 | 31 265 000 | 807 480 | 6 587 473 | 5 265 000 | 4 987 500 | 5 745 000 | 5 612 500 |
| | | 2011-2012 | 13 446 029 | 11 265 000 | 807 480 | 6 587 473 | 3 948 750 | 2 548 750 | 500 000 |
| | | 2013-2016 | | 20 000 000 | | 1 316 250 | 2 438 750 | 5 245 000 | 5 612 500 |
| 357 | Investissements immobiliers et équipements pédagogiques | 23 295 515 | 35 000 000 | 9 386 240 | 8 550 000 | 9 235 000 | 6 512 500 | 4 505 000 | 4 637 500 |
| | | 2011-2012 | 23 295 515 | 11 000 000 | 9 386 240 | 8 550 000 | 7 360 000 | 3 150 000 | 548 750 |
| | | 2013-2016 | | 24 000 000 | | 1 875 000 | 3 362 500 | 3 956 250 | 4 637 500 |
| 68 | Investissements immobiliers | 6 033 765 | | 2 504 000 | 903 032 | | | | |
| | | 2011-2012 | 6 033 765 | 2 504 000 | 903 032 | | | | |
| 69 | Investissements en matériel pédagogiques, informatiques et multimédias | 99 260 | | 29 000 | | | | | |
| | | 2011-2012 | 99 260 | 29 000 | | | | | |
| Pêche maritime et aquaculture | | 6 116 352 | 26 950 000 | 2 513 036 | 2 120 000 | 2 500 000 | 2 400 000 | 2 350 000 | 2 300 000 |
| 1100 | Qualité et commercialisation des produits de la mer | 1 353 551 | 3 000 000 | 242 213 | 298 000 | 400 000 | 400 000 | 400 000 | 400 000 |
| | | 2011-2012 | 1 353 551 | 1 000 000 | 242 213 | 298 000 | 371 027 | 300 000 | 75 000 |
| | | 2013-2016 | | 2 000 000 | | 28 973 | 100 000 | 325 000 | 400 000 |
| 1101 | Actions communes en faveur des filières pêche et aquaculture | 592 054 | 6 900 000 | 367 616 | 500 000 | 500 000 | 770 000 | 790 000 | 740 000 |
| | | 2011-2012 | 592 054 | 1 900 000 | 367 616 | 500 000 | 314 599 | 327 716 | 290 000 |
| | | 2013-2016 | | 5 000 000 | | 185 401 | 442 284 | 500 000 | 655 000 |
| 192 | Pêche maritime | 1 149 862 | 8 800 000 | 828 000 | 602 000 | 880 000 | 530 000 | 460 000 | 460 000 |
| | | 2011-2012 | 1 149 862 | 1 200 000 | 828 000 | 602 000 | 400 000 | 100 000 | 50 000 |
| | | 2013-2016 | | 7 600 000 | | 480 000 | 430 000 | 410 000 | 410 000 |
| 193 | Aquaculture | 2 965 028 | 8 250 000 | 1 065 400 | 700 000 | 700 000 | 700 000 | 700 000 | 700 000 |
| | | 2011-2012 | 2 965 028 | 2 850 000 | 1 065 400 | 700 000 | 670 000 | 530 000 | 200 000 |
| | | 2013-2016 | | 5 400 000 | | 30 000 | 170 000 | 500 000 | 500 000 |
| 194 | Aménagement et gestion des milieux halieutiques et aquacoles | 55 857 | | 9 807 | 20 000 | 20 000 | | | |
| | | 2011-2012 | 55 857 | 9 807 | 20 000 | 20 000 | | | |

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

| | | Restes à payer | AP | CP 2011 | CP 2012 | CP 2013 | CP 2014 | CP 2015 | CP 2016 |
|---|---|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Recherche | | 78 659 856 | 209 364 500 | 32 224 183 | 32 216 828 | 27 271 673 | 27 171 881 | 18 306 147 | 16 211 500 |
| 1400 | Grands équipements structurants et équipements de centres de recherche | 60 131 217 | 129 224 500 | 20 019 383 | 23 704 591 | 20 246 298 | 18 903 672 | 10 343 997 | 8 500 000 |
| | | | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 60 131 217 | 55 224 500 | 20 019 383 | 23 704 591 | 17 470 798 | 8 158 172 | 2 000 000 |
| | | 2013-2016 | | 74 000 000 | | | 2 775 500 | 10 745 500 | 8 343 997 |
| 1401 | Programmes de recherche interrégionaux | 939 747 | 1 150 000 | 897 000 | 574 287 | 353 459 | 50 000 | | |
| | | 2011-2012 | 939 747 | 1 150 000 | 897 000 | 574 287 | 353 459 | 50 000 | |
| 1402 | Accueil de chercheurs, émergence, ouverture européenne et internationale | 814 766 | 3 250 000 | 560 000 | 235 000 | 472 500 | 367 500 | 480 000 | 500 000 |
| | | 2011-2012 | 814 766 | 1 250 000 | 560 000 | 235 000 | 332 500 | 197 500 | 75 000 |
| | | 2013-2016 | | 2 000 000 | | | 140 000 | 170 000 | 405 000 |
| 1405 | Rayonnement de la science et coordination scientifique | | 130 000 | 40 000 | | | | | |
| | | 2011-2012 | | 130 000 | 40 000 | | | | |
| 304 | Programmes de recherche régionaux | 16 774 126 | 75 610 000 | 10 707 800 | 7 702 950 | 6 199 416 | 7 850 709 | 7 482 150 | 7 211 500 |
| | | 2011-2012 | 16 774 126 | 28 270 000 | 10 707 800 | 7 702 950 | 5 859 416 | 4 128 209 | 2 472 150 |
| | | 2013-2016 | | 47 340 000 | | | 340 000 | 3 722 500 | 5 010 000 |
| | | | | | | | | | 5 154 500 |
| Tourisme | | 19 167 221 | 34 175 000 | 7 357 584 | 7 500 000 | 6 500 000 | 5 075 000 | 4 500 000 | 4 000 000 |
| 226 | Soutien des filières touristiques | 7 726 263 | 10 675 000 | 2 087 650 | 2 250 000 | 1 950 000 | 1 575 000 | 1 350 000 | 1 200 000 |
| | | 2011-2012 | 7 726 263 | 4 525 000 | 2 087 650 | 2 250 000 | 1 400 000 | 174 706 | |
| | | 2013-2016 | | 6 150 000 | | | 550 000 | 1 400 294 | 1 350 000 |
| 227 | Aménagement des sites publics touristiques | 8 950 058 | 15 850 000 | 3 181 534 | 3 750 000 | 3 250 000 | 2 500 000 | 2 250 000 | 2 000 000 |
| | | 2011-2012 | 8 950 058 | 5 600 000 | 3 181 534 | 3 750 000 | 2 573 000 | 500 000 | |
| | | 2013-2016 | | 10 250 000 | | | 677 000 | 2 000 000 | 2 250 000 |
| 294 | Tourisme social et associatif | 2 454 393 | 7 650 000 | 2 088 400 | 1 500 000 | 1 300 000 | 1 000 000 | 900 000 | 800 000 |
| | | 2011-2012 | 2 454 393 | 3 650 000 | 2 088 400 | 1 500 000 | 1 145 000 | 294 000 | |
| | | 2013-2016 | | 4 000 000 | | | 155 000 | 706 000 | 900 000 |
| 82 | Equipements liés aux activités touristiques en développement | 36 507 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 36 507 | | | | | | |
| Stratégie européenne et internationale et coopérations interrégionales | | 1 486 191 | 29 780 000 | 6 403 000 | 4 230 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 | 4 000 000 |
| Internationalisation des entreprises | | 910 206 | 25 580 000 | 5 703 000 | 3 630 000 | 3 400 000 | 3 400 000 | 3 400 000 | 3 400 000 |
| 165 | Opérations collectives régionales à l'international | 15 186 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 15 186 | | | | | | |
| 166 | Fonds régional d'appui à l'exportation | 895 020 | 25 580 000 | 5 703 000 | 3 630 000 | 3 400 000 | 3 400 000 | 3 400 000 | 3 400 000 |
| | | 2011-2012 | 895 020 | 10 500 000 | 5 703 000 | 3 630 000 | 570 000 | | |
| | | 2013-2016 | | 15 080 000 | | | 2 830 000 | 3 400 000 | 3 400 000 |
| | | | | | | | | | 3 400 000 |
| Relations Internationales | | 575 985 | 4 200 000 | 700 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 |
| 274 | FRASICOD là-bas (Fonds Régional d'Aide et de Solidarité Internationale pour la COopération et le Développement) | 536 960 | 4 200 000 | 700 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 | 600 000 |
| | | 2011-2012 | 536 960 | 1 400 000 | 700 000 | 600 000 | 300 000 | 200 184 | |
| | | 2013-2016 | | 2 800 000 | | | 300 000 | 399 816 | 600 000 |
| 275 | Aide humanitaire d'urgence | 37 500 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 37 500 | | | | | | |
| 91 | Fonds régional de développement et d'aides humanitaires | 1 524 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 1 524 | | | | | | |

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

| | | Restes à payer | AP | CP 2011 | CP 2012 | CP 2013 | CP 2014 | CP 2015 | CP 2016 |
|--|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|-------------------------|
| Emploi, formation professionnelle et métiers de demain | | 6 158 834 | 18 326 000 | 3 080 892 | 4 530 730 | 4 741 094 | 2 346 088 | 2 236 213 | 2 247 394 |
| <u>Formation professionnelle continue</u> | | <u>6 158 834</u> | <u>18 326 000</u> | <u>3 080 892</u> | <u>4 530 730</u> | <u>4 741 094</u> | <u>2 346 088</u> | <u>2 236 213</u> | <u>2 247 394</u> |
| 210 | Dépenses d'investissement | 6 158 834 | 18 326 000 | 3 080 892 | 4 530 730 | 4 741 094 | 2 346 088 | 2 236 213 | 2 247 394 |
| | | | | 2011-2012 | 8 380 000 | 3 080 892 | 4 530 730 | 3 999 404 | 859 000 |
| | | | | 2013-2016 | 9 946 000 | | 741 690 | 1 487 088 | 2 236 213 |
| Finances, personnel, affaires générales, travaux, communication et démocratie | | 66 838 254 | 135 348 666 | 29 077 000 | 25 455 000 | 18 897 000 | 16 298 000 | 13 480 173 | 2 635 000 |
| <u>Charges de structure et de gestion</u> | | <u>4 069 555</u> | <u>70 262 000</u> | <u>3 246 000</u> | <u>3 375 000</u> | <u>2 897 000</u> | <u>2 798 000</u> | <u>2 412 000</u> | <u>2 635 000</u> |
| 15002 | Investissements immobiliers | 2 936 902 | 15 262 000 | 2 000 000 | 2 000 000 | 2 297 000 | 2 198 000 | 1 912 000 | 2 135 000 |
| | | | | 2011-2012 | 2 936 902 | 7 312 000 | 2 000 000 | 1 572 000 | 1 033 000 |
| | | | | 2013-2016 | 7 950 000 | | 725 000 | 1 165 000 | 1 685 000 |
| 15003 | Investissements informatiques | | 1 400 000 | | 765 000 | 50 000 | 50 000 | | |
| | | | | 2011-2012 | 1 400 000 | | 765 000 | 50 000 | 50 000 |
| 250 | Schéma Directeur de l'Information | 1 132 653 | | 746 000 | 10 000 | | | | |
| | | | | 2011-2012 | 1 132 653 | 746 000 | 10 000 | | |
| 272 | Dépenses imprévues | | 50 000 000 | | | | | | |
| | | | | 2011-2012 | | 18 000 000 | | | |
| | | | | 2013-2016 | | 32 000 000 | | | |
| 380 | Etudes préalables | | 3 600 000 | 500 000 | 600 000 | 550 000 | 550 000 | 500 000 | 500 000 |
| | | | | 2011-2012 | | 1 200 000 | 500 000 | 600 000 | 100 000 |
| | | | | 2013-2016 | | 2 400 000 | | 450 000 | 550 000 |
| <u>Démocratie et outils de politiques publiques</u> | | <u>3 226 190</u> | <u>41 400 000</u> | <u>3 370 000</u> | <u>1 880 000</u> | | | | |
| 251 | FRIEP | | 1 449 | | | | | | |
| | | | | 2011-2012 | | 1 449 | | | |
| 378 | Aménagement numérique | 3 150 000 | 800 000 | 1 770 000 | 1 880 000 | | | | |
| | | | | 2011-2012 | 3 150 000 | 800 000 | 1 770 000 | 1 880 000 | |
| 391 | Financement du syndicat mixte aéroportua | | 40 400 000 | 1 400 000 | | | | | |
| | | | | 2011-2012 | | 40 400 000 | 1 400 000 | | |
| 77 | Audiovisuel | 74 741 | 200 000 | 200 000 | | | | | |
| | | | | 2011-2012 | 74 741 | 200 000 | 200 000 | | |
| <u>Gestion des fonds structurels européens</u> | | <u>59 542 509</u> | <u>23 686 666</u> | <u>22 461 000</u> | <u>20 200 000</u> | <u>16 000 000</u> | <u>13 500 000</u> | <u>11 068 173</u> | |
| 345 | Axe Innovation et Economie de la Connaissance | 27 575 939 | 10 000 000 | 14 390 500 | 7 000 000 | 6 000 000 | 5 500 000 | 4 685 438 | |
| | | | | 2011-2012 | 27 575 939 | 10 000 000 | 14 390 500 | 7 000 000 | 5 500 000 |
| 346 | Axe Accessibilité aux services de transports | 14 637 249 | 9 353 333 | 4 472 874 | 6 900 000 | 5 000 000 | 4 000 000 | 3 224 582 | |
| | | | | 2011-2012 | 14 637 249 | 9 353 333 | 4 472 874 | 6 900 000 | 5 000 000 |
| 347 | Axe Dimension Urbaine | 17 329 321 | 4 333 333 | 3 597 626 | 6 300 000 | 5 000 000 | 4 000 000 | 3 158 153 | |
| | | | | 2011-2012 | 17 329 321 | 4 333 333 | 3 597 626 | 6 300 000 | 5 000 000 |

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

| | | Restes à payer | AP | CP 2011 | CP 2012 | CP 2013 | CP 2014 | CP 2015 | CP 2016 |
|--|--|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Solidarités, santé, et égalité des droits | | 97 922 669 | 162 900 350 | 31 938 634 | 44 059 680 | 29 604 788 | 19 974 919 | 15 638 000 | 15 374 373 |
| Formations sanitaires et sociales | | 23 864 681 | 2 800 000 | 2 410 789 | 13 598 693 | 8 535 202 | 1 600 000 | | |
| 373 | Investissement | 23 864 681 | 2 800 000 | 2 410 789 | 13 598 693 | 8 535 202 | 1 600 000 | | |
| | | | | 2011-2012 | 2 800 000 | 2 410 789 | 13 598 693 | 8 535 202 | 1 600 000 |
| Santé et qualité de vie | | 6 074 628 | 26 753 000 | 3 726 746 | 4 913 210 | 4 296 407 | 3 471 919 | 2 933 000 | 3 725 000 |
| 187 | Accueil des personnes âgées et handicapées | 3 710 469 | 3 373 000 | 1 466 000 | 1 313 210 | 1 194 565 | 988 919 | 538 000 | 410 000 |
| | | | | 2011-2012 | 3 710 469 | 2 595 000 | 1 466 000 | 1 313 210 | 1 174 565 |
| | | | | 2013-2016 | | 778 000 | | 20 000 | 350 000 |
| 188 | Santé publique | 2 345 417 | 23 380 000 | 2 260 746 | 3 600 000 | 3 101 842 | 2 483 000 | 2 395 000 | 3 315 000 |
| | | | | 2011-2012 | 2 345 417 | 8 980 000 | 2 260 746 | 3 600 000 | 1 816 842 |
| | | | | 2013-2016 | | 14 400 000 | | 1 285 000 | 1 780 000 |
| 302 | Soutien aux opérations d'équipement des grandes associations caritatives départementales ou régionales | 604 | | | | | | | |
| | | | | 2011-2012 | 604 | | | | |
| 89 | Achèvement du programme des conditions d'accueil des personnes âgées | 18 138 | | | | | | | |
| | | | | 2011-2012 | 18 138 | | | | |
| Logement et cadre de vie | | 67 878 860 | 131 167 350 | 25 679 499 | 25 227 777 | 16 623 179 | 14 785 000 | 12 600 000 | 11 544 373 |
| 119 | Contrats de ville : cohésion sociale et territoriale (2000-2004) | 466 598 | | 301 927 | | | | | |
| | | | | 2011-2012 | 466 598 | 301 927 | | | |
| 126 | Logement social | 14 648 | | | | | | | |
| | | | | 2011-2012 | 14 648 | | | | |
| 186 | ORAH | 603 350 | | | | | | | |
| | | | | 2011-2012 | 603 350 | | | | |
| 271 | Etablissement public foncier régional | | 12 000 000 | | | | | | |
| | | | | 2011-2012 | | 4 000 000 | | | |
| | | | | 2013-2016 | | 8 000 000 | | | |
| 283 | Habitat et logement social | 50 514 878 | 37 600 000 | 16 642 843 | 19 000 000 | 7 312 379 | 3 860 000 | 2 400 000 | 3 240 000 |
| | | | | 2011-2012 | 50 514 878 | 13 600 000 | 16 642 843 | 19 000 000 | 7 152 379 |
| | | | | 2013-2016 | | 24 000 000 | | 160 000 | 3 510 000 |
| 325 | Logement pour les jeunes | 9 297 392 | 18 402 350 | 4 944 000 | 3 040 350 | 3 120 000 | 2 025 000 | 1 600 000 | 1 480 000 |
| | | | | 2011-2012 | 9 297 392 | 10 397 350 | 4 944 000 | 3 040 350 | 3 120 000 |
| | | | | 2013-2016 | | 8 005 000 | | 1 425 000 | 1 600 000 |
| 349 | Renouvellement urbain | 6 981 993 | 63 165 000 | 3 790 729 | 3 187 427 | 6 190 800 | 8 900 000 | 8 600 000 | 6 824 373 |
| | | | | 2011-2012 | 6 981 993 | 34 110 000 | 3 790 729 | 3 187 427 | 5 950 000 |
| | | | | 2013-2016 | | 29 055 000 | | 240 800 | 3 800 000 |
| Solidarités humaines et dynamique sociale | | 104 500 | 2 180 000 | 121 600 | 320 000 | 150 000 | 118 000 | 105 000 | 105 000 |
| 360 | Solidarité | 104 500 | | 54 000 | 20 000 | | | | |
| | | | | 2011-2012 | 104 500 | 54 000 | 20 000 | | |
| 376 | Lutte contre les discriminations / promotion de l'égalité des droits | | 640 000 | 67 600 | 100 000 | 80 000 | 88 000 | 85 000 | 85 000 |
| | | | | 2011-2012 | | 240 000 | 67 600 | 100 000 | 40 000 |
| | | | | 2013-2016 | | 400 000 | | 40 000 | 88 000 |
| 388 | Autonomie des jeunes | | 1 540 000 | | 200 000 | 70 000 | 30 000 | 20 000 | 20 000 |
| | | | | 2011-2012 | | 1 400 000 | 200 000 | 40 000 | 30 000 |
| | | | | 2013-2016 | | 140 000 | | 30 000 | 30 000 |

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

| | | Restes à payer | AP | CP 2011 | CP 2012 | CP 2013 | CP 2014 | CP 2015 | CP 2016 |
|--|--|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|
| Infrastructures, transports et déplacements | | 254 602 558 | 781 586 636 | 101 451 207 | 83 347 389 | 132 826 373 | 160 622 246 | 138 646 650 | 55 178 874 |
| Communications routières | | 45 949 369 | 47 692 500 | 18 328 685 | 9 296 814 | 10 327 664 | 8 952 500 | 7 100 470 | 7 267 375 |
| 264 | Echangeurs autoroutiers | 117 989 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | | | | | | | |
| 290 | CERProgrammes complémentaires | 5 637 800 | | 1 100 000 | 1 037 800 | 1 020 000 | 1 050 000 | 350 000 | 1 080 000 |
| | | 2011-2012 | | 1 100 000 | 1 037 800 | 1 020 000 | 1 050 000 | 350 000 | 1 080 000 |
| 305 | Désenclavement urbain et rural | 28 854 202 | 47 692 500 | 10 790 508 | 7 413 786 | 7 879 580 | 7 902 500 | 6 750 470 | 5 503 508 |
| | | 2011-2012 | 10 000 000 | 10 790 508 | 7 413 786 | 5 879 830 | 3 333 000 | 1 997 720 | 350 258 |
| | | 2013-2016 | 37 692 500 | | | 1 999 750 | 4 569 500 | 4 752 750 | 5 153 250 |
| 93 | Contrat Etat-Région (2000-2006) | 11 057 259 | | 6 178 177 | 845 228 | 1 428 084 | | | 683 867 |
| | | 2011-2012 | | 6 178 177 | 845 228 | 1 428 084 | | | 683 867 |
| 94 | Schéma routier d'intérêt régional | 282 119 | | 260 000 | | | | | |
| | | 2011-2012 | | 260 000 | | | | | |
| Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire | | 5 390 000 | 12 000 000 | 2 850 000 | 2 550 000 | 3 000 000 | 2 000 000 | 1 000 000 | 952 500 |
| 246 | Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire | 5 390 000 | 12 000 000 | 2 850 000 | 2 550 000 | 3 000 000 | 2 000 000 | 1 000 000 | 952 500 |
| | | 2011-2012 | 12 000 000 | 2 850 000 | 2 550 000 | 3 000 000 | 2 000 000 | 1 000 000 | 952 500 |
| Infrastructures ferroviaires | | 71 274 410 | 248 560 600 | 34 855 164 | 32 238 816 | 33 242 850 | 48 224 590 | 55 480 750 | 12 720 999 |
| 107 | Infrastructures ferroviaires | 71 274 410 | 248 560 600 | 34 855 164 | 32 238 816 | 33 242 850 | 48 224 590 | 55 480 750 | 12 720 999 |
| | | 2011-2012 | 90 497 600 | 34 855 164 | 32 238 816 | 28 444 250 | 24 556 750 | 16 179 150 | 7 120 999 |
| | | 2013-2016 | 158 063 000 | | | 4 798 600 | 23 667 840 | 39 301 600 | 5 600 000 |
| Transports | | 131 988 779 | 473 333 536 | 45 417 358 | 39 261 759 | 86 255 859 | 101 445 156 | 75 065 430 | 34 238 000 |
| 104 | Fonctionnement du réseau de transport régional | 21 261 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | | | | | | | |
| 106 | Modernisation du parc de matériel roulant régional | 115 235 277 | 374 050 000 | 32 535 599 | 32 000 000 | 71 033 000 | 87 493 000 | 56 734 430 | 13 300 000 |
| | | 2011-2012 | 113 750 000 | 32 535 599 | 32 000 000 | 64 633 000 | 52 493 000 | 30 434 430 | 7 000 000 |
| | | 2013-2016 | 260 300 000 | | | 6 400 000 | 35 000 000 | 26 300 000 | 6 300 000 |
| 221 | Points d'arrêt et investissements en faveur de l'intermodalité | 11 412 241 | 90 824 500 | 6 595 000 | 6 000 000 | 12 978 100 | 11 707 397 | 17 123 000 | 20 605 000 |
| | | 2011-2012 | 22 844 500 | 6 595 000 | 6 000 000 | 7 653 100 | 2 472 397 | 1 000 000 | |
| | | 2013-2016 | 67 980 000 | | | 5 325 000 | 9 235 000 | 16 123 000 | 20 605 000 |
| 270 | Soutien aux transports collectifs en sites propres (TCSP) | 5 320 000 | 8 459 036 | 6 286 759 | 1 261 759 | 2 244 759 | 2 244 759 | 1 208 000 | 333 000 |
| | | 2011-2012 | 5 320 000 | 7 127 036 | 6 286 759 | 1 261 759 | 1 911 759 | 1 911 759 | 875 000 |
| | | 2013-2016 | | 1 332 000 | | | 333 000 | 333 000 | 333 000 |

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

| | | Restes à payer | AP | CP 2011 | CP 2012 | CP 2013 | CP 2014 | CP 2015 | CP 2016 |
|---|--|--------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Aménagement du territoire et environnement | | 208 718 655 | 549 734 437 | 68 137 545 | 74 794 296 | 67 802 432 | 83 274 524 | 78 891 370 | 77 095 237 |
| Environnement | | 46 169 872 | 151 229 000 | 25 999 000 | 25 346 296 | 21 467 993 | 22 290 964 | 20 892 450 | 20 387 000 |
| 235 | Préservation et mise en valeur des espaces et milieux naturels | 90 840 | | 877 | | | | | |
| | | 2011-2012 | 90 840 | 877 | | | | | |
| 236 | Gestion des milieux aquatiques | 213 891 | | 196 000 | | | | | |
| | | 2011-2012 | 213 891 | 196 000 | | | | | |
| 245 | Filière bois | 37 344 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 37 344 | | | | | | |
| 266 | Préservation de la biodiversité et éducation à l'environnement | 16 155 819 | 33 094 000 | 7 471 281 | 6 115 877 | 7 758 925 | 5 431 309 | 5 504 950 | 5 684 500 |
| | | 2011-2012 | 16 155 819 | 8 864 000 | 7 471 281 | 6 115 877 | 3 112 309 | 787 950 | |
| | | 2013-2016 | | 24 230 000 | | 573 000 | 2 319 000 | 4 717 000 | 5 684 500 |
| 267 | Programme Forêt-Bois (Contrat Etat-Région) | 5 701 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 5 701 | | | | | | |
| 268 | Axe Ligérien | 2 591 421 | 12 555 000 | 2 371 000 | 962 730 | 1 295 300 | 1 738 000 | 2 042 500 | 2 237 500 |
| | | 2011-2012 | 2 591 421 | 3 305 000 | 2 371 000 | 962 730 | 945 300 | 783 000 | 437 500 |
| | | 2013-2016 | | 9 250 000 | | 350 000 | 955 000 | 1 605 000 | 2 237 500 |
| 285 | Maîtrise de l'énergie | 17 760 563 | 71 520 000 | 12 787 428 | 11 666 108 | 7 213 983 | 7 760 000 | 7 530 000 | 7 230 000 |
| | | 2011-2012 | 17 760 563 | 22 520 000 | 12 787 428 | 11 666 108 | 5 183 983 | 3 190 000 | 2 640 000 |
| | | 2013-2016 | | 49 000 000 | | 2 030 000 | 4 570 000 | 4 890 000 | 7 230 000 |
| 286 | Gestion de l'eau dans les bassins versants | 9 314 294 | 31 350 000 | 3 128 000 | 6 310 981 | 4 914 785 | 6 876 655 | 5 330 000 | 4 750 000 |
| | | 2011-2012 | 9 314 294 | 11 350 000 | 3 128 000 | 6 310 981 | 3 964 785 | 4 276 655 | 1 080 000 |
| | | 2013-2016 | | 20 000 000 | | 950 000 | 2 600 000 | 4 250 000 | 4 750 000 |
| 389 | Déchets et qualité de l'air | | 2 710 000 | 44 415 | 290 600 | 285 000 | 485 000 | 485 000 | 485 000 |
| | | 2011-2012 | | 710 000 | 44 415 | 290 600 | 170 000 | 200 000 | |
| | | 2013-2016 | | 2 000 000 | | 115 000 | 285 000 | 485 000 | 485 000 |
| Développement Territorial | | 162 468 510 | 398 505 437 | 42 079 041 | 49 448 000 | 46 334 439 | 60 983 560 | 57 998 920 | 56 708 237 |
| 120 | Contrats Région-villes | 1 679 992 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 1 679 992 | | | | | | |
| 265 | Contrats territoriaux de développement durable des territoires | 152 340 228 | 395 365 437 | 37 809 831 | 46 500 000 | 45 212 339 | 60 561 560 | 57 503 420 | 56 188 237 |
| | | 2011-2012 | 152 340 228 | 70 625 578 | 37 809 831 | 46 500 000 | 38 829 396 | 38 861 177 | 17 960 384 |
| | | 2013-2016 | | 324 739 859 | | 6 382 943 | 21 700 383 | 39 543 036 | 51 852 117 |
| 282 | Contrats territoriaux uniques transitoires | 119 952 | | 58 000 | | | | | |
| | | 2011-2012 | 119 952 | 58 000 | | | | | |
| 344 | Information géographique régionale | 553 364 | 3 140 000 | 516 784 | 448 000 | 519 000 | 422 000 | 495 500 | 520 000 |
| | | 2011-2012 | 553 364 | 1 060 000 | 516 784 | 448 000 | 357 000 | | |
| | | 2013-2016 | | 2 080 000 | | 162 000 | 422 000 | 495 500 | 520 000 |
| 350 | Fonds régional de solidarité communale | 7 774 975 | | 3 694 426 | 2 500 000 | 603 100 | | | |
| | | 2011-2012 | 7 774 975 | 3 694 426 | 2 500 000 | 603 100 | | | |
| Les pays | | 80 273 | | 59 504 | | | | | |
| 115 | Développement local des Pays | 1 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 1 | | | | | | |
| 116 | ORAC | 80 273 | | 59 504 | | | | | |
| | | 2011-2012 | 80 273 | 59 504 | | | | | |

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

| | | | Restes à payer | AP | CP 2011 | CP 2012 | CP 2013 | CP 2014 | CP 2015 | CP 2016 |
|---|--|-----------|-------------------|--------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Culture, sport, jeunesse, et éducation populaire | | | 36 843 500 | 109 496 000 | 22 994 840 | 18 944 385 | 17 976 145 | 20 745 756 | 13 830 000 | 14 181 917 |
| Action culturelle | | | 6 020 175 | 16 510 000 | 3 027 018 | 2 718 214 | 2 664 939 | 2 641 712 | 2 510 000 | 2 809 917 |
| 198 | Arts de la scène | | 319 523 | | 478 | | | | | |
| | | 2011-2012 | 319 523 | | 478 | | | | | |
| 199 | Livre et lecture | | 93 802 | 1 000 000 | 144 540 | 161 098 | 112 670 | 125 330 | 170 000 | 170 000 |
| | | 2011-2012 | 93 802 | 320 000 | 144 540 | 161 098 | 45 405 | 55 330 | | |
| | | 2013-2016 | | 680 000 | | | 67 265 | 70 000 | 170 000 | 170 000 |
| 315 | Arts visuels | | 262 998 | 7 410 000 | 990 000 | 1 253 100 | 1 088 000 | 1 137 382 | 1 140 000 | 1 239 917 |
| | | 2011-2012 | 262 998 | 2 830 000 | 990 000 | 1 253 100 | 328 082 | 97 300 | | 9 917 |
| | | 2013-2016 | | 4 580 000 | | | 759 918 | 1 040 082 | 1 140 000 | 1 230 000 |
| 73 | Patrimoine et musées | | 58 940 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 58 940 | | | | | | | |
| 74 | Actions territoriales | | 5 110 605 | 8 100 000 | 1 892 000 | 1 304 016 | 1 464 269 | 1 379 000 | 1 200 000 | 1 400 000 |
| | | 2011-2012 | 5 110 605 | 2 700 000 | 1 892 000 | 1 304 016 | 1 014 269 | 979 000 | 100 000 | |
| | | 2013-2016 | | 5 400 000 | | | 450 000 | 400 000 | 1 100 000 | 1 400 000 |
| 75 | Art vivant et développement culturel | | 174 307 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 174 307 | | | | | | | |
| Equipements structurants d'intérêt régional | | | 14 221 935 | 22 920 000 | 7 139 300 | 4 006 649 | 4 404 300 | 4 116 000 | 2 900 000 | 3 300 000 |
| 92 | Equipements structurants d'intérêt régional | | 14 221 935 | 22 920 000 | 7 139 300 | 4 006 649 | 4 404 300 | 4 116 000 | 2 900 000 | 3 300 000 |
| | | 2011-2012 | 14 221 935 | 10 920 000 | 7 139 300 | 4 006 649 | 3 104 300 | 2 916 000 | 300 000 | |
| | | 2013-2016 | | 12 000 000 | | | 1 300 000 | 1 200 000 | 2 600 000 | 3 300 000 |
| Patrimoine | | | 13 887 395 | 57 096 000 | 10 740 522 | 10 087 300 | 8 930 906 | 11 785 793 | 6 300 000 | 5 822 000 |
| 197 | Patrimoine | | 13 887 395 | 57 096 000 | 10 740 522 | 10 087 300 | 8 930 906 | 11 785 793 | 6 300 000 | 5 822 000 |
| | | 2011-2012 | 13 887 395 | 26 612 000 | 10 740 522 | 10 087 300 | 7 060 906 | 4 993 793 | 2 300 000 | 800 000 |
| | | 2013-2016 | | 30 484 000 | | | 1 870 000 | 6 792 000 | 4 000 000 | 5 022 000 |
| Politique sportive régionale | | | 2 712 484 | 12 720 000 | 2 068 000 | 2 112 222 | 1 936 000 | 2 152 251 | 2 080 000 | 2 200 000 |
| 259 | Equipements et autres centres d'accueil sportifs | | 2 053 069 | 9 340 000 | 1 562 250 | 1 588 863 | 1 451 000 | 1 500 500 | 1 478 750 | 1 700 000 |
| | | 2011-2012 | 2 053 069 | 3 340 000 | 1 562 250 | 1 588 863 | 951 000 | 500 500 | 378 750 | |
| | | 2013-2016 | | 6 000 000 | | | 500 000 | 1 000 000 | 1 100 000 | 1 700 000 |
| 287 | Sport de haut niveau | | 230 841 | 1 720 000 | 214 750 | 233 321 | 145 000 | 354 781 | 281 250 | 300 000 |
| | | 2011-2012 | 230 841 | 560 000 | 214 750 | 233 321 | 75 000 | 234 781 | 21 250 | |
| | | 2013-2016 | | 1 160 000 | | | 70 000 | 120 000 | 260 000 | 300 000 |
| 288 | Sport pour tous | | 288 920 | 1 660 000 | 291 000 | 290 038 | 340 000 | 296 970 | 320 000 | 200 000 |
| | | 2011-2012 | 288 920 | 820 000 | 291 000 | 290 038 | 180 000 | 176 970 | 60 000 | |
| | | 2013-2016 | | 840 000 | | | 160 000 | 120 000 | 260 000 | 200 000 |
| 70 | Plan régional de développement du sport de haut niveau | | 109 049 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 109 049 | | | | | | | |
| 71 | Vie sportive régionale | | 30 605 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 30 605 | | | | | | | |
| Vie associative, jeunesse et citoyenneté | | | 1 512 | 250 000 | 20 000 | 20 000 | 40 000 | 50 000 | 40 000 | 50 000 |
| 200 | Vie associative, jeunesse et citoyenneté | | 12 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 12 | | | | | | | |
| 329 | Vie associative | | 1 500 | | | | | | | |
| | | 2011-2012 | 1 500 | | | | | | | |
| 390 | Jeunesse, éducation populaire | | | 250 000 | 20 000 | 20 000 | 40 000 | 50 000 | 40 000 | 50 000 |
| | | 2011-2012 | | 50 000 | 20 000 | 20 000 | 20 000 | | | |
| | | 2013-2016 | | 200 000 | | | 20 000 | 50 000 | 40 000 | 50 000 |

PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

| | | Restes à payer | AP | CP 2011 | CP 2012 | CP 2013 | CP 2014 | CP 2015 | CP 2016 |
|-----------------------------------|---|----------------------|----------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Education et apprentissage | | 377 229 225 | 827 893 658 | 125 644 026 | 130 498 695 | 182 479 299 | 136 864 190 | 123 678 178 | 113 569 461 |
| Apprentissage | | 36 854 368 | 86 200 000 | 22 140 000 | 19 795 628 | 16 093 001 | 15 020 000 | 14 000 000 | 10 000 000 |
| 191 | Dépenses d'investissements | 36 854 368 | 86 200 000 | 22 140 000 | 19 795 628 | 16 093 001 | 15 020 000 | 14 000 000 | 10 000 000 |
| | | 36 854 368 | 30 000 000 | 22 140 000 | 19 795 628 | 11 973 001 | 6 780 000 | 2 100 000 | |
| | | | 56 200 000 | | | 4 120 000 | 8 240 000 | 11 900 000 | 10 000 000 |
| Enseignement secondaire | | 340 374 856 | 741 693 658 | 103 504 026 | 110 703 067 | 166 386 298 | 121 844 190 | 109 678 178 | 103 569 461 |
| 15 | Constructions rénovations lourdes extensions | 8 211 099 | | 2 207 946 | | | | | |
| | | 8 211 099 | | 2 207 946 | | | | | |
| 16 | Maintenance et sécurité | 1 140 415 | | 227 134 | | | | | |
| | | 1 140 415 | | 227 134 | | | | | |
| 17 | Travaux d'urgence | 11 868 | | | | | | | |
| | | 11 868 | | | | | | | |
| 18 | Rénovation des logements de fonctions | 17 281 | | | | | | | |
| | | 17 281 | | | | | | | |
| 19 | Fonds de concours | 6 147 | | | | | | | |
| | | 6 147 | | | | | | | |
| 20 | Etudes techniques | 282 394 | | 544 | | | | | |
| | | 282 394 | | 544 | | | | | |
| 22 | Aides aux établissements privés d'enseignement général relevant de la loi du 15 mars 1850 (Loi Falloux) | 79 171 | | 19 452 | | | | | |
| | | 79 171 | | 19 452 | | | | | |
| 23 | Aides aux établissements privés d'enseignement technologique, professionnel ou agricoles Travaux | 334 148 | | 173 984 | | | | | |
| | | 334 148 | | 173 984 | | | | | |
| 26 | Aides aux maisons familiales rurales. | 3 046 | | | | | | | |
| | | 3 046 | | | | | | | |
| 330 | Fonctionnement des E.P.L.E. | 21 033 | 300 000 | 89 370 | 143 065 | 49 169 | 35 494 | | |
| | | 21 033 | 300 000 | 89 370 | 143 065 | 49 169 | 35 494 | | |
| 331 | Travaux dans les E.P.L.E. | 285 946 876 | 461 500 000 | 56 087 624 | 70 500 000 | 125 963 890 | 83 129 571 | 68 853 178 | 61 744 461 |
| | | 285 946 876 | 187 815 000 | 56 087 624 | 70 500 000 | 114 550 080 | 61 448 503 | 44 033 907 | 25 909 594 |
| | | | 273 685 000 | | | 11 413 810 | 21 681 068 | 24 819 271 | 35 834 867 |
| 332 | Equipements des E.P.L.E. | 6 255 336 | 59 450 000 | 8 500 280 | 9 630 001 | 8 518 665 | 8 579 125 | 9 200 000 | 9 200 000 |
| | | 6 255 336 | 19 150 000 | 8 500 280 | 9 630 001 | 4 476 976 | 1 298 801 | | |
| | | | 40 300 000 | | | 4 041 689 | 7 280 324 | 9 200 000 | 9 200 000 |
| 334 | Informatisation des lycées publics et privés | 10 425 913 | 59 212 500 | 14 226 135 | 7 617 276 | 8 629 574 | 6 475 000 | 9 300 000 | 9 300 000 |
| | | 10 425 913 | 16 772 500 | 14 226 135 | 7 617 276 | 4 700 992 | 81 625 | 572 180 | |
| | | | 42 440 000 | | | 3 928 582 | 6 393 375 | 8 727 820 | 9 300 000 |
| 336 | Subventions d'investissement aux établissements privés sous contrat d'association | 24 587 660 | 129 176 158 | 16 084 850 | 17 190 000 | 18 780 000 | 18 280 000 | 17 680 000 | 18 680 000 |
| | | 24 587 660 | 40 220 158 | 16 084 850 | 17 190 000 | 13 094 089 | 8 354 780 | 6 363 447 | 248 761 |
| | | | 88 956 000 | | | 5 685 911 | 9 925 220 | 11 316 553 | 18 431 239 |
| 337 | Etudes et promotions | 1 000 596 | 1 850 000 | 400 000 | 50 000 | 200 000 | 400 000 | 400 000 | 400 000 |
| | | 1 000 596 | 250 000 | 400 000 | 50 000 | 139 138 | | | |
| | | | 1 600 000 | | | 60 862 | 400 000 | 400 000 | 400 000 |
| 338 | Aides sociales | 546 843 | 10 370 000 | 1 814 830 | 1 782 725 | 1 745 000 | 1 745 000 | 1 745 000 | 1 745 000 |
| | | 546 843 | 3 390 000 | 1 814 830 | 1 782 725 | 268 524 | | | |
| | | | 6 980 000 | | | 1 476 476 | 1 745 000 | 1 745 000 | 1 745 000 |
| 351 | Fonds annuel d'intervention - Espaces Régionaux | 1 357 309 | 19 835 000 | 3 620 000 | 3 790 000 | 2 500 000 | 3 200 000 | 2 500 000 | 2 500 000 |
| | | 1 357 309 | 6 135 000 | 3 620 000 | 3 790 000 | | | | |
| | | | 13 700 000 | | | 2 500 000 | 3 200 000 | 2 500 000 | 2 500 000 |
| 37 | Etudes, expertises et promotion | 147 721 | | 51 877 | | | | | |
| | | 147 721 | | 51 877 | | | | | |
| Total | | 1 318 156 528 | 3 410 796 447 | 507 130 593 | 520 207 003 | 562 801 042 | 545 228 948 | 475 791 731 | 365 791 756 |

